

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

LUNDI 28 NOVEMBRE 2016

TOME III

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Miss France 2017 Convention de partenariat avec Endemol Productions-Miss France Organisation SAS

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Pour la première fois de son histoire, la Ville de Montpellier accueillera en décembre prochain la finale de l'élection Miss France 2017 qui se tiendra à l'Aréna Montpellier.

Cet évènement, retransmis en direct sur TF1, est l'un des plus suivis en France et en Outre-Mer avec dix millions de téléspectateurs.

Après le Tour de France cet été, après les compétitions sportives internationales (championnat d'Europe de basket, championnat du monde de Handball, l'Open Sud de France...) et après les manifestations culturelles à forte notoriété (Festival Montpellier Danse, Festival Radio France, Exposition Bazille au Musée Fabre et Elina Brotherus au Pavillon Populaire), Montpellier et sa métropole bénéficieront d'un nouveau coup de projecteur essentiel pour son attractivité.

Les huit mille spectateurs attendus, les équipes techniques présentes durant une semaine (400 personnes) et les partenaires nationaux impacteront l'économie locale de façon conséquente, à une période habituellement très calme pour les professionnels : ce sont 800 nuitées minimum pour les miss, l'organisation et les techniciens, 4000 nuitées de retombées pour le public, les délégations régionales et les partenaires au niveau national. Les restaurants et les transports de la Ville et de la Métropole seront aussi mis en avant...

Durant le séjour des miss sur Montpellier et sa Métropole, des rendez-vous spécifiques seront organisés avec des chefs d'entreprises, des enfants, des malades du CHU, des habitants et des séquences filmées ou privées auront lieu dans des environnements ciblés sport, nature, patrimoine, gastronomie, cultures urbaines...

Ces moments viseront à marquer l'ancrage local de la manifestation et souligneront les identités fortes de la Ville et de la Métropole.

Certains de ces moments seront retransmis lors de l'émission en direct. Cela permettra de faire découvrir, redécouvrir et rayonner Montpellier en France et en Outre-Mer.

Enfin, jamais l'élection de Miss France ne se sera déroulée devant un public aussi nombreux et dans une enceinte de la taille de L'Aréna. La billetterie apportera des recettes nécessaires pour le financement de cette opération.

Avec cet événement, Montpellier affirme son rôle de cité de l'élégance et sa place prépondérante dans les villes qui comptent au niveau national par la dynamique de ces manifestations.

Pour ce faire, une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Miss France Organisation SAS est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat avec Miss France Organisation SAS en vue de l'organisation de l'élection de Miss France 2017 à Montpellier, convention jointe en annexe ;
- De dire que la Ville prendra toutes dispositions nécessaires à la tenue de cette manifestation, notamment par la location de la salle de l'Arena ;
- De dire que la recette correspondant à la vente des places sera inscrite au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention de partenariat et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

CONVENTION DE PARTENARIAT

MISS FRANCE 2017

Entre

La Ville de Montpellier représentée par son Maire en exercice dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil municipal du 28 novembre 2016.

Et dénommée ci-après « la Ville de Montpellier »

d'une part,

Et

Endemol Productions commercialement dénommée Miss France Organisation, SAS, au capital de 92 180 000,00€, dont le siège social est 10, rue Waldeck Rochet, 93300 Aubervilliers, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 414 154 237, représentée par son Président, Monsieur Nicolas COPPERMANN,

et dénommée ci-après « **Miss France Organisation** »

de troisième part,

Miss France Organisation et la Ville de Montpellier, sont ci-après ensemble ou séparément dénommées « le(s) Partie(s) »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Miss France Organisation prépare et organise l'Election nationale Miss France 2017 dont la finale de l'Election nationale sera diffusée en principe sauf cas de force majeure, le 17 décembre 2016, sur TF1, en direct et en première partie de soirée et/ou sur tout autres réseaux de communication électronique (ci-après « l'Election »).

La nature, la notoriété et la portée de cet événement ont conduit la Ville de Montpellier à mettre en place les moyens matériels et financiers en vue de préparer et accueillir l'organisation de l'Election, qui permettra notamment la mise en valeur de son image et la promotion de son territoire.

Miss France Organisation a souhaité disposer d'infrastructures susceptibles d'accueillir une telle Election, qui répond à des besoins spécifiques, telles que détaillées dans le cahier des charges figurant en Annexe 1 de la présente convention (ci-après « la Convention ») qui a été communiquée à la Ville de Montpellier en février 2016.

Après étude et discussion avec Miss France Organisation, il a été convenu que l'Arena de Montpellier était la seule salle en capacité de recevoir l'Election et la Ville de Montpellier s'est déclarée disposée à mobiliser les prestations nécessaires à l'organisation de l'Election.

La Convention a pour objet de décrire les prestations et obligations de chacune des parties nécessaires à la préparation, à l'organisation et à l'élaboration de l'Election. Un cahier des charges a été remis à la Ville de Montpellier et qui figure en Annexe 1. En cas de contradiction entre les présentes et le cahier des charges, les termes de la présente convention prévaudront.

Il est entendu entre les Parties que la soirée de l'Election sera en principe retransmise en direct et en première partie de soirée, le 17 décembre 2016, sur TF1. Cette date pourrait être avancée ou différée pour des impératifs de programmes par le diffuseur. Dans ce cas, la Ville de Montpellier en sera impérativement informée, au plus tard un mois avant l'Election, sous réserve que Miss France Organisation en ait été informée par la chaîne dans ce délai. Dans le cas où la Ville de Montpellier ne serait pas en mesure de mobiliser une ou plusieurs salles, Miss France Organisation pourra choisir tout autre lieu pour l'organisation de l'Election nationale sans que la Ville de Montpellier ne puisse engager la responsabilité de Miss France Organisation.

La Ville de Montpellier participera conjointement à la fourniture des prestations et infrastructures telles que décrites aux présentes.

La Ville de Montpellier garantit être libre de conclure la présente et détenir l'ensemble des autorisations lui permettant de conclure la Convention et d'assurer sa bonne exécution.

Le préambule fait partie intégrante de la Convention.

ARTICLE 1 – Objet

Dans le cadre des opérations liées à l'Election de Miss France 2017, la Ville de Montpellier s'engage à offrir un accueil à Miss France Organisation et aux candidates à l'Election (Miss régionales et accompagnants qui seront au nombre de 42), pendant 18 jours sur la période du 1^{er} décembre 2016 au 18 décembre 2016, ce dans les conditions visées à l'article 2 ci-après.

Miss France Organisation s'engage à produire et réaliser l'émission relative à l'Election depuis la salle de l'Arena de Montpellier et s'engage à communiquer autour de cet événement dans les conditions visées à l'article 3 de la Convention.

ARTICLE 2 – Obligations de la Ville de Montpellier

2.1 Mise à disposition de lieux

La Ville de Montpellier mobilisera le ou les lieux citée(s) ci-dessous tel que prévu en annexe 1 – cahier des charges - pour le déroulement de l'Election.

2.1.1 Salle de l'Arena de Montpellier

La salle de l'Arena de Montpellier sera mobilisée à compter du Dimanche 11 décembre 2016 à 14h00 (traçage) et jusqu'au 18 décembre 2016 inclus.

L'aménagement de la salle sera effectué d'un commun accord entre les Parties sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapés.

Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que les aménagements de ce lieu tels que définis ci-après seront effectués par la Ville de Montpellier sous sa seule responsabilité et conformément aux indications de Miss France Organisation :

- le démontage de certains sièges pour l'installation de caméras,
- le démontage de certains sièges pour réserver un espace pour la mise en place de la table du jury,
- l'aménagement d'une partie des gradins

Il est précisé que le nombre de sièges concernés et les modalités des aménagements envisagés par Miss France Organisation seront transmis ultérieurement à la Ville de Montpellier et ce, au plus tard le 1^{er} Octobre 2016.

Miss France Organisation pourra ajouter, à ses frais, de nouveaux éléments de décors dans la salle de l'Arena et le faire évoluer (ajout d'un proscénium, d'écrans, d'escaliers de lumières etc....).

2.1.2 La salle de répétitions

La Ville de Montpellier mobilisera à J-15 de l'Election, à compter du 2 décembre et jusqu'au 16 décembre 2016, une salle d'une surface minimum de 500 m2 pour les répétitions. La Ville de Montpellier assurera l'équipement et l'entretien de cette salle comme défini dans le cahier des charges figurant en annexe. Il est précisé que les Miss régionales candidates à l'Election auront la possibilité d'accéder à la salle de l'Arena de Montpellier dès leur arrivée, en fonction du calendrier des événements, et à la scène de l'Arena dès son montage à partir du 11 Décembre.

Il est précisé que ladite salle de répétitions devra impérativement se trouver à proximité de l'hôtel où séjournent les Miss régionales candidates à l'Election ou dans l'Arena.

Les formes du décor de l'Election seront recrées au sol par un traçage non persistant (rubans adhésifs ou équivalents) effectué par Miss France Organisation en accord avec la Ville de Montpellier.

L'espace de répétitions sera pourvu, aux seuls frais de la Ville de Montpellier, du matériel dont la liste détaillée figure en Annexe - cahier des charges – de la présente convention.

Miss France Organisation assurera personnellement la direction de l'utilisation du matériel mobilisé dans la salle de répétition et devra, à l'issue de l'Election, le restituer en l'état.

2.2 L'hébergement des candidates à l'Election et des personnes les encadrant

La Ville de Montpellier prendra en charge, à ses frais exclusifs, l'hébergement des « 30 candidates à l'Election et des 12 personnes les encadrant pour 17 nuits en chambres individuelles dans un hôtel de catégorie 4 étoiles, en formule «petit déjeuner et dîner », pour 18 jours soit à compter du 1^{er} décembre 2016 et jusqu'au 18 décembre 2016 au matin.

2.3 Tarifs préférentiels sur l'hébergement des sponsors, partenaires, personnalités invitées, délégués régionaux et de l'équipe technique

La Ville de Montpellier s'engage à faire ses meilleurs efforts afin de négocier des tarifications préférentielles dans les hôtels de catégorie supérieure dont elle fera bénéficier Miss France Organisation pour l'hébergement de l'équipe technique, des sponsors, partenaires et personnalités invitées à l'Election.

2.4 Le Catering des candidates à l'Election et de leur encadrement et la mobilisation d'un espace restauration

La Ville de Montpellier prendra en charge à ses frais exclusifs la restauration (déjeuners, lesquels ne devront pas être servis sous forme de buffet ou de repas froids) des 30 candidates à l'Election et des 12 personnes de leur encadrement, pour la période des 15 jours précédant l'Election à savoir du 1er décembre 2016 au 15 décembre 2016 inclus. Les menus seront définis en accord avec Miss France Organisation. Les repas pourront être servis par divers restaurants ou traiteurs situés dans la Ville de Montpellier, à la condition qu'ils soient situés à proximité de la salle de répétition et qu'ils soient servis à l'heure indiquée par Miss France Organisation compte tenu des contraintes de production et d'organisation de l'Election.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier mobilisera pendant toute la durée de la préparation et du déroulement de l'Election, un espace spécialement aménagé à l'effet de permettre la restauration de l'ensemble de l'équipe technique de Miss France Organisation, et tel que prévu à l'annexe – cahier des charges – de la Convention. Il est entendu que Miss France Organisation fera appel au traiteur de son choix, à ses frais, pour l'organisation et la mise en œuvre du catering de l'équipe technique.

2.5 Le « Cocktail Partenaires » et le cocktail VIP dit « d'After Show »

Un cocktail pour l'accueil de l'ensemble des Partenaires se tiendra avant l'Emission et un cocktail dînatoire clôturera l'Election Nationale de Miss France 2017.

La Ville de Montpellier mobilisera, conformément au Cahier des Charges les espaces nécessaires à l'organisation des Cocktail Partenaires et Cocktail VIP dit d'After Show et notamment :

- pour le Cocktail « Partenaires » : une salle dans l'enceinte de l'Arena, de 200 m2 minimum pouvant accueillir jusqu'à 250 personnes en formule cocktail dînatoire avec mange debout, table de buffet, etc.
- pour le Cocktail VIP dit « After Show » : une salle annexe à proximité de l'Arena de Montpellier à savoir dans le Parc des Expositions et Congrès pouvant accueillir 1500 personnes en formule cocktail dînatoire avec mobilier : mange debout, tabourets hauts, tables basses canapés fauteuils. La Ville de Montpellier y aménagera un espace VIP d'au minimum 40 m2 (notamment pour le jury et Miss France) en formule table d'honneur qui devra être surélevé, sécurisé et délimité par des potelets avec cordons.

La Ville de Montpellier prendra en charge :

- l'aménagement et la signalisation du parcours entre l'Arena et le Parc des Expositions et Congrès ainsi que de son éclairage et l'encadrement du public (en ce compris la sécurité) ;
- l'aménagement de la salle conformément au Cahier des charges en ce compris leur installation, leur équipement (et notamment le chauffage, l'électricité, la décoration, le mobilier, tables et chaises, podium, sonorisation de l'espace, écran 4x3m).

La Ville de Montpellier prendra également en charge le paiement aux sociétés de gestion collectives des droits afférents à la musique (notamment SACEM, SPRE).

La prise en charge financière du dîner (traiteur) (qui pourra prendre la forme d'un cocktail dinatoire) est assurée par Miss France Organisation. Cette dernière fera appel au traiteur de son choix pour l'organisation et la mise en œuvre du Cocktail VIP dit d'After Show.

Il est précisé que Miss France Organisation se chargera de la commercialisation des places pour assister au Cocktail VIP dit d'After Show. Dans l'hypothèse où la Ville de Montpellier souhaiterait acquérir des places pour ses besoins propres et/ou ceux de ses partenaires, elle devra en faire la demande auprès de la Miss France Organisation au plus tard le 31 octobre 2016 et lui communiquer le nombre de places souhaitées. Les places lui seront proposées au prix coutant (sous réserve de disponibilités

Les modalités pratiques de mobilisation des locaux et d'organisation du Cocktail VIP dit d'After Show seront définies directement par la Miss France Organisation en coordination avec la Ville de Montpellier.

2.6 – Mobilisation de locaux et d'infrastructures

La Ville de Montpellier mobilisera un certain nombre de locaux et d'infrastructures, à proximité des lieux où se dérouleront l'Election, notamment loges, bureaux de productions et espaces presse et ce, selon la liste et les descriptions visées dans l'annexe – cahier des charges – des présentes.

2.7 – Communication

La Ville de Montpellier fournira à Miss France Organisation, à titre gracieux et dans son intérêt, au plus tard le 15 septembre 2016, les supports vidéo et/ou photographies libres de droit, pour la diffusion d'images de présentation et de promotion de la Ville de Montpellier à l'occasion de l'Election (images nocturnes)

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier garantit à Miss France Organisation que celle-ci pourra utiliser à titre gracieux l'ensemble des éléments nécessaires qui lui auront été transmis sans enfreindre aucun droit des tiers (droit moral et patrimonial des photographes, droit à l'image, etc...).

A cet égard, la Ville de Montpellier reconnaît et déclare que l'ensemble des supports vidéo et/ou photographies et/ou bandes annonces qui seront fournis par elles à Miss France Organisation nécessiteront entre autres des reformatages et/ou recadrages ainsi que d'autres modifications nécessitées par des contraintes techniques et/ou graphiques notamment (en ce compris l'insertion du logo du diffuseur), ce qu'elles acceptent et elles reconnaissent avoir averti et obtenu l'autorisation des personnes ayant participé à la réalisation des supports vidéo et/ou des bandes annonces, la Ville de Montpellier garantissant Miss France Organisation contre tous recours à cet égard.

Les relations avec la presse concernant l'Election s'établiront en collaboration entre les services de la communication de Miss France Organisation et celui de la Ville de Montpellier.

Dans l'hypothèse où Miss France Organisation aurait conclu des partenariats spécifiques notamment photographiques, Miss France Organisation en informera la Ville de Montpellier, Miss France Organisation restant libre de consentir à toute agence photographique et/ou magazine de son choix l'exclusivité de la couverture photographique et/ou rédactionnelle de l'Election et la Ville de Montpellier s'engage à ne pas faire obstacle à l'exercice de cette exclusivité.

Il est expressément convenu entre les Parties que la Ville de Montpellier, partenaire de Miss France Organisation pour l'Election de Miss France 2017, sera la seule ville en France pouvant être associée à la communication de cet événement.

2.8 – Electricité / Groupes Electrogènes

La Ville de Montpellier s'engage à fournir, à ses frais exclusifs, l'électricité nécessaire au besoin de Miss France Organisation dans les infrastructures mises à disposition de cette dernière et ce pendant la durée prévue au contrat. A titre indicatif, Miss France Organisation pourra, après repérage, communiquer à la Ville de Montpellier la puissance minimale énergétique nécessaire notamment à l'Arena de Montpellier.

La Ville de Montpellier prendra en charge, à ses frais exclusifs, l'installation de groupes électrogènes qui devront présenter au minimum les caractéristiques suivantes, étant entendu que les caractéristiques minimum de tels groupes électrogènes pourront faire l'objet de modifications, ce en raison des contraintes techniques de la Miss France Organisation, sous réserve que cette dernière en ait informé la Ville de Montpellier 15 jours avant la diffusion de l'Election :

- Groupe électrogène lumière :

- un twin Pack de 2x 500 KVA avec cuve trois milles et une armoire DP1000 (3xDJ400 avec différentiel) + 4 armoires DP400
=> l'installation sera effectuée le 14 décembre 2016 et ils devront être opérationnels à compter du 14 décembre 2016 et jusqu'au 18 décembre 2016

- Groupe électrogène Vidéo Son Ecrans :

- un twin Pack de 2 x 350 KVA avec cuve trois milles et une armoire DP1000 (3xDJ400 avec différentiel) + 2 armoires DP400
=> l'installation sera effectuée le 14 décembre 2016 et ils devront être opérationnels à compter du 14 décembre 2016 et jusqu'au 18 décembre 2016 inclus.

Le terme d'installation s'entend ainsi : location, transport, mise en place notamment des armoires électriques, câblage, raccordements, distribution, ravitaillement carburant, et enfin astreinte technique.

Le fournisseur des groupes électrogènes sera choisi par la Ville de Montpellier en fonction du cahier des charges technique fournit par la Miss France Organisation.

2.9 – Mobilisation d’une salle dans la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier mobilisera un salon dans l’Hôtel de Ville de Montpellier (ou tout autre endroit préalablement validé par Miss France Organisation).

2.10 Activités des Miss candidates à l’Election Nationale

La Ville de Montpellier mobilisera les moyens humains et matériels (hors moyens humains et matériels de captation audiovisuelle, à savoir caméras, cameraman) nécessaires à la bonne réalisation des images des activités des candidates à l’Election lors de leur séjour sur la Ville de Montpellier (répétitions, parade, sélections des demi-finalistes à l’Election).

2.11 – Réception et accueil du public

La Ville de Montpellier prend en charge, à ses frais exclusifs, la gestion de l’attribution des places à l’Arena de Montpellier ou tout autre lieu où se déroulera l’Election (et notamment toute la logistique nécessaire à l’impression des billets d’entrée (y compris les billets d’invitation), à la distribution des billets, à l’accueil du public, au contrôle des billets) et ce dans les conditions détaillées au cahier des charges annexé aux présentes.

La Ville de Montpellier s’engage, d’ores et déjà, à assurer la présence d’un minimum de 3500 (trois mille cinq cents) personnes dans la salle de l’Arena de Montpellier. Dans l’hypothèse où à la date du 30 novembre 2016, certaines places n’auraient pas été attribuées, la Ville de Montpellier s’engage à en informer Miss France Organisation et à mettre tout en œuvre pour assurer le remplissage de la salle de l’Arena.

La Ville de Montpellier commercialisera, à ses frais (en ce compris le paiement des droits aux sociétés de gestion collectives (notamment SACEM) qui pourraient résulter des fruits de ladite commercialisation), sous sa responsabilité et pour son compte, les places aux tarifs suivants (trois catégories de tarifs) : Catégorie 3 = 30€ / Catégorie 2 = 55€ / Catégorie 1 = 70€. Il est précisé que les contingents de places par catégorie seront préalablement validés par Miss France Organisation avant commercialisation par la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier fournira gracieusement à Miss France Organisation 1200 (mille deux cents) places de première catégorie que cette dernière offrira librement aux délégués régionaux, à ses partenaires et invités. Les tickets de ces 1200 places devront être transmis à Miss France Organisation au plus tard avant le 31 octobre 2016.

2.12 – Parking

La Ville de Montpellier s’engage à mettre gracieusement à disposition des places de parking pour les invités de Miss France Organisation : 500 places, Parking VIP (adjacent à l’Arena).

2.13 – Vestiaire

La Ville de Montpellier s’engage à mettre gracieusement à la disposition de Miss France Organisation un Vestiaire à l’intérieur de l’Arena pour les 1200 places de la catégorie 1 fournies à Miss France Organisation.

Ce Vestiaire sera ouvert au moins 2 (deux) heures avant l’ouverture des portes au public et le restera jusqu’à l’issue du Cocktail VIP dit d’After Show qui se déroule en suite de la tenue de l’Election

Dans l'hypothèse où l'espace de restauration pour le dîner de gala ne se situera pas dans l'Arena de Montpellier ou à proximité immédiate, la Ville de Montpellier s'engage à mettre gracieusement à la disposition de Miss France Organisation un vestiaire sur le lieu où se déroulera le dîner de gala.

2.14 – Démarches administratives

La Ville de Montpellier s'engage à faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'organisation de la soirée de l'Election, à savoir notamment les autorisations de tournages.

La Ville de Montpellier s'engage à faciliter toutes démarches en vue de favoriser les tournages et à assurer la sécurité des tournages dans l'enceinte de la salle de l'Arena et plus généralement dans la Ville de Montpellier.

2.15 – Lignes analogique et ADSL

La Ville de Montpellier fournira et installera des lignes analogiques et ADSL dans les conditions prévues au cahier des charges annexé aux présentes.

ARTICLE 3 – Promotion de la Ville de Montpellier

3.1 Images

Miss France Organisation mentionnera le fait que la Ville de Montpellier accueille l'Election Nationale de Miss France 2017 et veillera à insérer dans l'émission consacrée à l'Election les images suivantes :

- 4 minutes d'images (sous forme notamment de retours pubs) tournées notamment dans le cadre des activités des miss lors de leur séjour à Montpellier et/ou dans la métropole de Montpellier (répétitions, parade, sélections des demi-finalistes à l'Election).

Etant précisé que Miss France Organisation devra se concerter avec TF1 sur lesdites images et qu'elles sont susceptibles de modification suite à des observations écrites éventuelles formulées par TF1 et/ou par le CSA, ce qui ne saurait être reproché à la Miss France Organisation, la Ville de Montpellier renonçant à tous recours à l'encontre de la Miss France Organisation à cet égard.

Miss France Organisation veillera par ailleurs à faire mentionner le nom « Ville de Montpellier », sous réserve de l'accord du diffuseur au générique de fin de l'Emission, ce dans les mêmes caractères que ceux des autres noms mentionnés au générique, sans arrêt ni ralentissement du rythme de déroulement du générique.

La Ville de Montpellier est informée que Miss France Organisation est soumise à des obligations légales et réglementaires relativement à la mention d'une enseigne commerciale dans le cadre de la diffusion d'une émission télévisuelle. L'apparition d'une marque au cours de l'émission constitue un acte de publicité clandestine interdite. Seul est toléré (sans être expressément autorisé par la loi ou les règlements) le remerciement d'un nom commercial sans son logotype au générique de fin d'une émission et, ce dans les mêmes caractères que ceux des autres noms mentionnés au générique, sans arrêt ni ralentissement du rythme de déroulement du générique. Miss France Organisation s'engage, en tout état de cause, à respecter les contraintes qui seraient éventuellement imposées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel au diffuseur ou directement à elle, ce qu'accepte la Ville de Montpellier, sans que celle-ci puisse engager la responsabilité de Miss France Organisation et lui demander la réparation d'un quelconque préjudice.

3.2 — Utilisation de la marque Miss France et autorisations diverses

Miss France Organisation autorise la Ville de Montpellier à mettre en place un certain nombre d'opérations de communication autour de l'Election, telles que listées dans l'annexe – cahier des charges.

Miss France Organisation autorise expressément la Ville de Montpellier à utiliser la marque « Miss France » au travers de la mention « Partenaire de Miss France 2017 », à compter de la signature du présent contrat et jusqu'au 30 mars 2017, sur le territoire de la France et des DOM-TOM, sur les supports de communication suivants :

- Radios locales et nationales
- Presse quotidienne régionale et nationale (en ce compris communiqué de presse)
- Affichage local (type 50*40, format A3, 4x3m)
- PLV (Kakemono, posters, cartes postales, totem, affiches, fronton, tracts, ...)
- communication institutionnelle.

Cette autorisation est strictement personnelle à la Ville de Montpellier et ne confère à cette dernière aucun droit de sous-licence de la marque « Miss France ».

La Ville de Montpellier s'engage à ce titre, à recueillir l'autorisation préalable et expresse de Miss France Organisation (notamment BAT) avant tout lancement de telles opérations et en tout état de cause préalablement à toute utilisation de la marque Miss France et/ou de son logo, ce qu'elle garantit expressément.

La Ville de Montpellier est consciente que Miss France Organisation et le diffuseur concluent avec des tiers des accords et partenariats qui leurs sont propres et qu'il ne doit pas être porté atteinte à ses accords et partenariats. A cet égard et au regard des impératifs d'image de la marque Miss France, les partenaires auxquels la Ville de Montpellier souhaiterait s'associer au plan local à l'occasion de sa contribution à l'Election de même que les modalités de ces partenariats devront impérativement être soumis à l'accord préalable écrit de Miss France Organisation.

ARTICLE 4 – Durée

La Convention entre en vigueur à compter du 21 novembre 2016 jusqu'au 18 décembre 2016 inclus.

Les dispositions de l'article 5.2 continueront à perdurer pour toute la durée des droits consentis.

ARTICLE 5 – Responsabilités et garanties

5.1 Assurances

Miss France Organisation est tenue d'assurer contre les risques, incendie, explosion, vol, vandalisme, dégâts des eaux, bris de glace tous les objets lui appartenant ou appartenant aux candidates à l'Election ou à son personnel, ainsi que le matériel mis à sa disposition par la Ville de Montpellier ce, pendant toute la durée de la manifestation.

Miss France Organisation s'assure pour tous les dommages liés à sa responsabilité civile du fait de l'organisation de l'Emission, ainsi que des personnes dont elle s'est assurée la collaboration, y compris les candidates et les personnes les encadrant.

La Ville de Montpellier s'engage à faire les démarches nécessaires auprès de l'Arena et du Parc des Expositions et Congrès afin qu'ils souscrivent toute police d'assurance qu'ils estimerait nécessaires et/ou exigées par la loi pour l'exécution des prestations au titre des présentes et notamment pour l'accueil du public de l'Election Nationale et du Dîner de Gala. La Ville de Montpellier garantit Miss France Organisation à cet égard. .

La Ville de Montpellier s'assure également pour tous les dommages liés à sa responsabilité civile du fait des prestations mobilisées à la demande de Miss France Organisation et en application de la présente convention (en ce compris dans le cahier des charges visé en annexe), ainsi que des personnes dont elle s'est assurée la collaboration.

Les parties s'engagent mutuellement au titre de leurs obligations d'assurance, à remettre à l'autre partie une attestation d'assurance et la copie des contrats d'assurance à première demande.

5.2 Garanties

La Ville de Montpellier garantit qu'elle est parfaitement habilitée à mobiliser les lieux et moyens objets des présentes et que cette mobilisation n'entraînera pour la Miss France Organisation aucun paiement de rémunération et/ou charges quelconques.

Pour l'ensemble des prestations fournies ou mobilisées par la Ville de Montpellier, c'est la Ville de Montpellier qui, en sa qualité de pilote exécutant, sera seule et entière responsable envers Miss France Organisation et les tiers éventuels.

L'ensemble des prestations fournies par la Ville de Montpellier est assuré sous la responsabilité de cette dernière et en concertation avec Miss France Organisation afin que ces prestations tiennent compte des contraintes de production et de captation audiovisuelle de Miss France Organisation.

La Ville de Montpellier garantit la bonne exécution et la parfaite collaboration avec Miss France Organisation, de tout partenaire auquel elle aura eu recours aux fins des présentes, des prestations prévues aux présentes.

Le recours au personnel nécessaire à l'exécution des prestations fournies par la Ville de Montpellier prévues aux présentes s'effectue sous le seul contrôle et la responsabilité de la Ville de Montpellier dans le strict respect des lois et règlements, tant sur le plan social que dans le respect des règles de sécurité, la Ville de Montpellier prenant ses dispositions pour permettre à Miss France Organisation d'utiliser gracieusement dans le cadre de la diffusion de l'Election l'image et la voix de tous préposés impliqués dans ces prestations.

La Ville de Montpellier garantit que les lieux fournis sont conformes à toute réglementation applicable et notamment aux règles concernant l'accessibilité des personnes handicapées et aux règles d'hygiène et de sécurité, permettent l'utilisation prévue par Miss France Organisation et l'intégration de tous équipements de Miss France Organisation nécessaires au déroulement de l'Election, à sa production et à sa captation audiovisuelle. La Ville de Montpellier informera Miss France Organisation dès l'origine de toutes contraintes éventuelles afférentes aux lieux, de tout cahier des charges et consignes de sécurité applicables auxdits lieux de telle sorte que Miss France Organisation ne puisse être exposée à des difficultés qu'elle n'aurait pas été en mesure d'anticiper et ne puisse être inquiétée de quelque manière que ce soit.

La Ville de Montpellier obtiendra toutes les autorisations éventuellement nécessaires afin que Miss France Organisation puisse assurer, sans frais à la charge de cette dernière, la captation audiovisuelle de l'Election et l'accueil du public.

La Ville de Montpellier s'assurera que les installations et infrastructures présentes dans les lieux mobilisés dans le cadre de la présente Convention respectent la législation en vigueur concernant les normes d'hygiène et de sécurité.

La Ville de Montpellier engagera sous ses seuls contrôles et responsabilités, le personnel impliqué dans la fourniture des prestations susvisées dont la charge lui incombe. Elle garantit que ce personnel est engagé dans le respect du code du travail ou autres règles, des règles de sécurité et conformément aux obligations applicables, le cas échéant, aux spectacles.

De la même manière, Miss France Organisation garantit la Ville de Montpellier que le personnel impliqué par elle dans la préparation et la tenue de l'Election objet des présentes est engagé dans le respect du code du travail ou autres règles de sécurité et conformément aux obligations applicables à la production d'émission de télévision et elle se porte fort pour ses sous-traitants et le personnel pour lequel elle exerce un pouvoir de direction dans le déroulement de l'événement du fait que ledit personnel est engagé dans les mêmes conditions de régularité au regard des lois et règlements.

D'une manière générale, la Ville de Montpellier fait son affaire de l'obtention de toutes autorisations nécessaires permettant la fixation, la reproduction et l'exploitation, par tous moyens, des images des lieux enregistrés dans le cadre des présentes (personnel, etc...) (ci-après les Enregistrements) , ce de telle sorte que Miss France Organisation – ou toute personne qui lui serait substituée et/ou à laquelle elle aurait transféré ses droits– puisse exploiter paisiblement les Enregistrements dans le cadre de leur exploitation au sein de l'Emission et/ou les exploitations secondaires et dérivées de l'Emission, par tous procédés et tous moyens, via tous réseaux notamment :

- télédiffusion et radiodiffusion, notamment en mode numérique et/ou en analogique, par câble, satellite, TNT par tous procédés inhérents à la télédiffusion et à la radiodiffusion, et par tout moyen et/ou traitement d'images et/ou du son connu ou inconnu à ce jour, notamment par ondes hertziennes et ce compris notamment à titre d'exemple la télévision mobile telle que DVB-H ou T-DMB, la TMP, etc...), y compris par tous réseaux téléphoniques au travers notamment de la technologie DSL, ainsi que par tous réseaux de communications électroniques ; exploitation sur des chaînes de télévision interactives comme à titre d'exemple dans le cadre de la vidéo on demand (VOD, SVOD, Pay per view) ; ce quels que soient les terminaux de réception fixes et/ou mobiles et quel que soit le mode de réception gratuit et/ou payant ;
- exploitation internet notamment sur le site www.endemol.fr, le site consacré à l'Emission (notamment sur le site du (des) diffuseur(s)) et/ou les sites de tous partenaires (téléchargement avec possibilité de stockage définitif, streaming, fixe ou mobile, I-mode, etc.) et par tous réseaux de communication électronique notamment « catch up TV », diffusion d'extraits etc, ce quel que soit le mode d'accès gratuit et/ou payant ;
- exploitation par voie télématique et téléphonique comprenant notamment les supports Audiotel, Minitel, SMS, MMS, i-mode, services de personnalisation de mobiles (messages vocaux, téléchargements de logos), Wap, etc... et à destination de tout terminal fixe et/ou mobile (et notamment ordinateurs, téléphone mobile, PDA, lecteur de fichier numérique mp3 et mp4 dont notamment i-Pod™, Podcast™ etc...);
- exploitation de photographies et plus généralement des images issues des Enregistrements (y compris notamment sous forme d'images fixes) sur tous supports graphiques telles que presse-magazine et édition d'ouvrage littéraire ou numérique en relation avec l'Emission; sous forme de services dérivés et produits de merchandising physiques (jeux de sociétés, jouets ou œuvres des arts plastiques ou des arts appliqués, objets divers, etc.) et/ou électroniques (sonneries, fonds d'écrans, logos, MMS, etc...) à des fins commerciales et/ou promotionnelles et/ou publicitaires ;
- exploitation sur tous supports phonographiques et vidéographiques destinés à la vente, au prêt et à la location au public (vidéocassette, DVD, DVD-HD, Blu-Ray, UMD, CD-Rom, DVD-Rom, mini-disc, etc...) ;
- exploitation en tout ou partie à toutes fins promotionnelles et/ou publicitaires notamment dans le cadre des bandes-annonces, publication de captures d'écrans ou de photographies sur support presse-magazine, internet, téléphonie, présentation des activités de Miss France Organisation, communications corporate et institutionnelle etc. e
- exploitation en tout ou partie des Enregistrements au sein d'autres programmes audiovisuels et/ou séquences diffusés sur tout support télévisuel et/ou réseaux de communication électronique (Internet ou téléphonie fixe et mobile).

La Ville de Montpellier s'engage à ne pas faire obstacle à une telle exploitation.

Les autorisations de captation, fixation, reproduction, adaptation et d'exploitation des Enregistrements sont consenties ci-dessus à la Miss France Organisation et à toute société à laquelle elle serait amenée à se substituer et/ou à transférer en tout ou partie le bénéfice de ses droits sans limitation de nombre, en intégralité ou en partie, avec utilisation des images et des sons ensemble ou séparément, pour une durée de 35 (trente cinq) ans à compter de la signature des présentes et pour le monde entier.

La Ville de Montpellier garantit Miss France Organisation, ses ayants droit et cessionnaires contre tous recours et/ou actions émanant de tous tiers ayant ou estimant détenir des droits sur ces Enregistrements.

La Ville de Montpellier reconnaît expressément que la présente Convention ne lui confère aucun droit sur l'émission et/ou l'Election qui en est l'objet.

La Ville de Montpellier s'interdit d'exploiter l'émission et/ou l'Election sans accord préalable écrit de Miss France Organisation, hormis dans le cadre des utilisations autorisées au titre des dispositions de l'article 3.2 des présentes.

5.3 – Sécurité

La Ville de Montpellier s'engage, sous sa seule responsabilité et à ses frais exclusifs, à assurer la sécurité pour accéder à l'Arena à compter du 16 décembre 2016 et jusqu'au soir de l'Election et à assurer la sécurité des candidates à l'Election pendant toute la durée de leur séjour dans la Ville de Montpellier (en ce compris lors des activités et de la parade visés à l'article 2.10) et ce dans les conditions détaillées à l'annexe 1 – cahier des charges – dans la partie « dispositif sécurité ».

La Ville de Montpellier assurera la sécurité et une aide logistique dans le cadre des séquences de présentation des candidates à l'Election, tournées au préalable sur la Ville de Montpellier.

La sécurité publique relevant de l'autorité de l'Etat, la Ville de Montpellier apportera la collaboration de la police municipale et/ou de la police nationale au moment de la parade, du dîner le cas échéant et le soir de la parade, et ce dans des conditions préalablement convenues entre Miss France Organisation et les autorités compétentes.

ARTICLE 6 – Annulation - Report

En cas d'annulation de l'émission relative à l'Election par le diffuseur (sauf si l'origine de cette annulation est à imputer à Miss France Organisation), ou en cas de survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure qui compromettrait gravement le bon déroulement de l'Election de Miss France ou des manifestations entourant l'Election, celles-ci pourraient être annulées sans dédommagement de l'une ou de l'autre des parties.

En dehors de ces cas, la partie lésée par une annulation unilatérale pourra obtenir le remboursement de l'intégralité des frais directs et indirects engagés pour l'Election, dans la limite des sommes engagées, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels elle pourra prétendre.

En outre, Miss France Organisation ne saurait se voir reprocher un report de date de l'Election indépendant de sa volonté. Si du fait de ce report de date, la Ville de Montpellier n'était plus en mesure d'assurer les engagements prévus aux présentes, leur responsabilité ne saurait non plus être engagée par Miss France Organisation. Les parties seront alors libérées de leurs obligations l'une à l'égard de l'autre.

ARTICLE 7 - Confidentialité

La Ville de Montpellier s'engage à une obligation stricte et absolue de confidentialité sur le principe et les modalités du présent contrat, ainsi que sur tous événements, faits, actes, documents et plus généralement tous éléments d'informations dont il aurait connaissance en relation directe ou indirecte avec la préparation, la production et/ou la diffusion de l'Emission et de l'Election Nationale, le contenu de l'Emission, ses participants et intervenants divers de l'Emission.

En outre, la Ville de Montpellier s'engage à prendre toutes mesures nécessaires à l'égard des salariés et plus généralement de tous collaborateurs (pour lesquels il se porte garant) amenés à accéder à des informations ou documents relatifs à l'Emission et/ou amenés à accomplir une prestation dans le cadre des présentes, afin de faire souscrire à ces derniers le même engagement de confidentialité que ci-dessus.

Tout manquement à l'obligation de confidentialité ci-dessus serait susceptible d'engager la responsabilité de la Ville de Montpellier.

Les obligations du présent article demeureront en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pendant la période de 5 (cinq) ans à compter de la date d'expiration et/ou de résiliation de la Convention quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 8 – Transfert

Miss France Organisation a la libre faculté de se substituer et/ou de transférer tout ou partie des droits et obligations du présent contrat à tous tiers de son choix, en ce compris toute entité du groupe auquel elle appartient, présente ou à constituer.

ARTICLE 9 – Divisibilité

Si une ou plusieurs stipulations de la Convention sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Les Parties conviennent alors de remplacer la clause déclarée nulle et non valide et qui se rapportera le plus quant à son contenu de la clause initialement arrêtée, de manière notamment à maintenir l'équilibre économique du contrat.

ARTICLE 10 – Dispositions diverses

La présente Convention, y compris son préambule, constitue l'intégralité des engagements passés entre les parties et annule et remplace tous les engagements antérieurs verbaux et/ou écrits éventuels entre les parties sur le même sujet.

La rupture de la Convention pour quelque cause que ce soit sera sans influence sur la validité des cessions ou des autorisations consenties par Miss France Organisation à des tiers, lesquelles continueront à produire tous leurs effets à l'égard de l'ensemble des parties.

6-11

ARTICLE 11 – Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention et après échec de toute conciliation sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Fait à Paris, le , en 2 exemplaires

Pour la Ville de Montpellier

Le Maire

Monsieur Philippe SAUREL

Pour la Miss France Organisation

Le Président,

Monsieur Nicolas COPPERMANN

CONFIDENTIEL

ANNEXE**Cahier des charges**

CONFIDENTIEL

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Commission d'évaluation des transferts de charges de Montpellier Méditerranée Métropole : adoption du rapport CLETC 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges dans de nombreux domaines.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 25 octobre 2016. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC, qui vous est présenté aujourd'hui, est soumis à l'approbation des communes.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016



Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges Mardi 25 octobre 2016

RAPPORT DEFINITIF

RAPPORT CLETC 25 10 2016

Préambule :

Il avait été convenu, lors de la CLETC du 22 septembre 2015 sur l'évaluation des transferts de charges dans le cadre du passage en Métropole, qu'une nouvelle CLETC serait proposée en 2016 pour prendre en compte, le cas échéant, des correctifs aux données individuelles des communes et des évaluations complémentaires.

Une première CLETC est intervenue en 2016 dans le cadre de la notification des AC provisoires afin de définir les évaluations relatives à la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité, aux emprunts affectés à 100% à une compétence transférée et aux emprunts relatifs aux constructions d'ouvrage.

Il est proposé aujourd'hui de procéder aux corrections des données individuelles des communes et d'établir des évaluations pour les transferts réalisés au cours de l'année 2016.

Les correctifs aux données individuelles

Ces correctifs portent sur les compétences suivantes :

- Compétence Aire d'Accueil des Gens du Voyage
- Compétence Tourisme
- Compétence Energie
- Compétence Habitat
- Compétence Voirie/Nettoisement

Compétence Aire d'Accueil des Gens du Voyage

Il est nécessaire d'intégrer des dépenses omises en 2015 pour 46 812€, réparties entre toutes les communes au prorata de la population municipale.

en euros	Montant des charges transférées et imputées sur l'AC définitive 2016	Pour mémoire Montant AC provisoire 2016
Baillargues	2 996	2 311
Beaulieu	806	622
Castelnau-le-Lez	7 641	5 894
Castries	2 784	2 147
Clapiers	2 522	1 946
Cournonsec	1 229	948
Cournonterral	2 822	2 177
Le Crès	3 952	3 049
Fabrigues	2 997	2 312
Grabels	3 134	2 418
Jacou	2 488	1 919
Juvignac	3 673	2 834
Lattes	7 546	5 821
Lavérune	1 311	1 011
Montaud	445	343
Montferrier-sur-Lez	1 642	1 267
Montpellier	126 718	97 753
Murviel-lès-Montpellier	907	700
Pérols	4 094	3 158
Pignan	3 088	2 382
Prades-le-Lez	2 175	1 678
Restinclières	745	575
Saint-Brès	1 278	986
Saint-Drézéry	1 057	815
Saint-Geniès-des-Mourgues	845	651
Saint-Georges-d'Orques	2 571	1 984
Saint-Jean-de-Védas	4 135	3 190
Saussan	706	544
Sussargues	1 237	954
Vendargues	2 774	2 140
Villeneuve-lès-Maguelone	4 481	3 457
TOTAL	204 799	157 987

Compétence Tourisme – dépenses :

<i>en euros</i>	Montant des charges transférées et imputées sur l'AC définitive 2016	<i>Pour mémoire Montant AC provisoire 2016</i>
Castries	29 592	32 093

Compétence Energie :

<i>en euros</i>	Montant des charges transférées et imputées sur l'AC définitive 2016	<i>Pour mémoire Montant AC provisoire 2016</i>
Montpellier	-5 116 286	-5 258 490

Compétence Habitat :

<i>en euros</i>	Montant des charges transférées et imputées sur l'AC définitive 2016	<i>Pour mémoire Montant AC provisoire 2016</i>
Montpellier	699 039	-34 380

Compétence Voirie / Nettoyement - Fonctionnement :

<i>en euros</i>	Montant des charges transférées et imputées sur l'AC définitive 2016	Pour mémoire Montant AC provisoire 2016
Castelnau-le-Lez	2 106 611	2 096 945
Cournonsec	214 679	198 846
Cournonterral	445 931	402 995
Le Crès	654 302	613 248
Lattes	1 791 508	1 781 173
Montpellier	29 468 734	28 438 179
Pérols	1 161 261	1 154 794
Prades-le-Lez	397 381	404 114
Saint-Georges-d'Orques	635 955	487 214

Evaluation des charges transférées au titre des fonctions support et des charges de structure :

<i>en euros</i>	Montant des charges des services fonctionnels transversaux	Montant des charges de structure	TOTAL	Pour mémoire Montant AC provisoire 2016
Cournonsec	7 196	3 814	11 009	9 556
Cournonterral	16 862	8 937	25 800	21 858
Le Crès	17 926	9 501	27 427	23 658
Lattes	53 518	28 365	81 883	80 934
Pérols	26 861	14 236	41 097	35 422
Saint-Georges-d'Orques	18 266	9 681	27 946	14 292

Compétence Voirie / Nettoyement - Investissement :

A partir de 2016, la préfecture verse à la métropole le produit des amendes de police pour les communes de plus de 10 000 habitants, considérant que le transfert de compétence voirie entraîne le transfert de la recette affectée, destinée à «financer des opérations destinées à améliorer les transports en commun et la circulation ».

La prise en compte du produit des amendes de police conduit à une correction de l'attribution de compensation investissement

<i>en euros</i>	Montant des charges transférées et imputées sur l'AC définitive 2016	Pour mémoire Montant AC provisoire 2016
Castelnau-le-Lez	573 223	580 981
Lattes	830 582	861 380
Montpellier	5 362 281	8 899 875

Compétence Voirie / Nettoyement - Investissement - matériel :

<i>en euros</i>	Montant des charges transférées et imputées sur l'AC définitive 2016	Pour mémoire Montant AC provisoire 2016
Baillargues	39 268	50 008

Transfert d'équipement :

Comédie du Livre

Compte tenu de son caractère unique sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et de sa notoriété nationale, voire internationale, la Comédie du Livre a été déclarée d'intérêt communautaire par délibération du conseil métropolitain du 30 septembre 2015.

Dès lors, il convient d'intégrer ce transfert de charges dans l'attribution de compensation de la Ville de Montpellier.

<i>en euros</i>	Montant des charges transférées et imputées sur l'AC définitive 2016
Charges de fonctionnement	771 055
Recettes de fonctionnement	10 009
Charges nettes de fonctionnement	761 046
Frais de structure	45 663
Evaluation	806 709

Synthèse

Sous réserve d'ajustements en cours de calcul, l'attribution de compensation définitive 2016 s'établit selon le tableau suivant :

	AC définitive 2015 <i>en euros</i>	CLETC 19/01/2016		CLETC 25/10/2016	
		Evaluation des charges	AC 2016 provisoire	Evaluation des charges	AC définitive 2016
Baillargues	-478 903		-478 903	-10 056	-468 847
Beaulieu	-153 519		-153 519	184	-153 703
Castelnau-le-Lez	-2 121 098		-2 121 098	3 654	-2 124 753
Castries	-250 395		-250 395	-1 865	-248 531
Clapiers	-592 942		-592 942	577	-593 518
Cournonsec	-22 946	40 167	-63 113	20 082	-83 194
Cournonterral	-453 596	28 825	-482 421	47 522	-529 943
Le Crès	-947 231		-947 231	45 727	-992 958
Fabrigues	141 691		141 691	686	141 006
Grabels	-829 744	-170 855	-658 889	716	-659 605
Jacou	-739 417		-739 417	569	-739 986
Juvignac	-1 921 894		-1 921 894	840	-1 922 734
Lattes	-497 351		-497 351	-17 789	-479 561
Lavérune	700 394	97 890	602 504	300	602 204
Montaud	-79 234	17 687	-96 921	102	-97 023
Montferrier-sur-Lez	-633 477		-633 477	375	-633 852
Montpellier	-45 682 710	-2 379 985	-43 302 725	-2 297 347	-41 005 378
Murviel-lès-Montpellier	-163 437		-163 437	206	-163 643
Pérols	-1 583 921		-1 583 921	13 077	-1 596 998
Pignan	-401 290	17 037	-418 327	706	-419 033
Prades-le-Lez	-725 419		-725 419	-6 235	-719 184
Restinclières	-142 957	51 952	-194 910	171	-195 081
Saint-Brès	-174 912	19 386	-194 298	292	-194 590
Saint-Drézéry	-152 597	16 524	-169 121	242	-169 363
Saint-Geniès-des-Mourgues	-183 417	6 487	-189 904	193	-190 097
Saint-Georges-d'Orques	-135 494		-135 494	162 983	-298 476
Saint-Jean-de-Védas	-338 391	145 700	-484 091	945	-485 037
Saussan	-158 304	9 592	-167 896	161	-168 058
Sussargues	-237 326		-237 326	282	-237 608
Vendargues	1 405 146		1 405 146	634	1 404 512
Villeneuve-lès-Maguelone	-492 436		-492 436	1 025	-493 461
TOTAL	-58 047 126	-2 099 592	-55 947 534	-2 031 041	-53 916 493

Nouvelles évaluations :

Aires d'Accueil des Gens du Voyage

Une évaluation des charges de fonctionnement liées à la compétence a été prise en compte dans les attributions de compensation 2015.

Compte tenu des incertitudes sur le schéma départemental, une redéfinition de l'évaluation pour la part des dépenses d'investissement avait été convenue.

Un groupe de travail dédié réunissant les DGS proposera une méthode de calcul courant novembre 2016. Elle sera présentée en séminaire des 31 DGS, puis à la Conférence des Maires avant d'être soumise à la CLETC.

Nouvelles évaluations :

Taxe de séjour :

- Une évaluation des dépenses liées au fonctionnement des offices de tourisme ou bureaux d'information municipaux a été prise en compte dans les attributions de compensation 2015, sur la base de la moyenne des trois derniers comptes administratifs.
- La taxe de séjour intercommunale est instituée à compter du 1er janvier 2017 par délibération du conseil métropolitain du 28 septembre 2016.
- Les communes qui ont déjà institué la taxe pour leur propre compte et dont la délibération est en vigueur peuvent s'opposer à l'institution de la taxe sur leur territoire par délibération adoptée avant la date d'institution de la taxe de séjour intercommunale.

Nouvelles évaluations :

Taxe de séjour :

- Il sera proposé de compenser le transfert de la taxe de séjour sur la base de la moyenne des trois derniers comptes administratifs, comme pour les dépenses de fonctionnement.
Les recettes à prendre en compte sont les recettes nettes du reversement au Département.
- De la même manière, il sera proposé de prendre en compte les dépenses relatives aux charges de fonctionnement liées à la gestion de la taxe de séjour (personnel, matériel, frais de CB...) sur la moyenne des trois derniers comptes administratifs précédant le transfert.
- Une participation des communes aux dépenses de tourisme est à envisager sous une forme à définir.
- Les attributions de compensation seront impactées à compter de 2017 sur la bases des années 2014, 2015, 2016.
- Une CLETC se réunira en début d'année pour fixer les montants d'AC une fois les montants définitifs de 2016 connus.

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Attribution de compensation définitive pour l'exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 1^{er} février 2016, après délibération du Conseil de Métropole du 27 janvier 2016.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le 25 octobre 2016 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation définitives. Par rapport aux Attributions de Compensation provisoires, ces évaluations prennent en compte les correctifs des données individuelles communales portant sur les compétences Aire d'Accueil des Gens du Voyage, Tourisme, Energie, Habitat et Voirie/Nettoient, ainsi que le transfert de la Comédie du Livre pour la Commune de Montpellier. La CLETC a émis un avis favorable sur l'évaluation des transferts à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le rapport de CLETC a été transmis aux communes pour approbation. Compte tenu des méthodes de calcul validées par la CLETC, les AC définitives devront être adoptées par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres statuant à la majorité simple.

Conformément au rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, les attributions de compensation définitives 2016 s'établissent comme suit :

Communes	Attribution de Compensation définitive 2016	Attribution de Compensation définitive 2016
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 847,05	
Beaulieu	153 702,50	
Castelnau-le-Lez	2 124 752,83	
Castries	248 530,55	
Clapiers	593 518,42	
Cournonsec	83 194,28	
Cournonterral	529 943,27	
Le Crès	992 957,65	
Fabrigues		141 005,71
Grabels	659 604,87	
Jacou	739 985,75	
Juvignac	1 922 733,69	
Lattes	479 561,04	
Lavérune		602 203,79
Montaud	97 022,86	
Montferrier-sur-Lez	633 851,82	
Montpellier	41 005 378,07	
Murviel-lès-Montpellier	163 643,08	
Pérols	1 596 997,66	
Pignan	419 033,23	
Prades-le-Lez	719 184,29	
Restinclières	195 080,82	
Saint-Brès	194 590,17	
Saint-Drézéry	169 363,27	
Saint-Geniès-des-Mourgues	190 097,43	
Saint-Georges-d'Orques	298 476,35	
Saint-Jean-de-Védas	485 036,64	
Saussan	168 057,65	
Sussargues	237 608,33	
Vendargues		1 404 512,12
Villeneuve-lès-Maguelone	493 460,84	
TOTAL	56 064 214,43	2 147 721,61

Attribution de Compensation définitive 2016 versée par la Métropole de Montpellier aux Communes	2 147 721,61
Attribution de Compensation définitive 2016 versée par les Communes à la Métropole de Montpellier	56 064 214,43
Attribution de Compensation globale 2016	53 916 492,81

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2016 du tableau sus visé.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Nouveau Saint Roch 4 M€ Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération Nouveau Saint Roch, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4 M€ pour financer le portage foncier des dernières acquisitions de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon l'emprunt suivant :

- o Montant : 4 000 000 €
- o Durée : 5 ans
- o Taux fixe : 0.52%
- o Différé d'amortissement d'un an
- o Echéances trimestrielles
- o Echéances constantes
- o Commission d'engagement : 0.10% soit 4 000 €
- o Indemnités de remboursements anticipés : indemnité actuarielle sur taux fixe

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 3 200 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est un cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions,

indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SERM, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon à la Ville au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

La Ville devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpellieraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon à hauteur de 3 200 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier / S.E.R.M. Grand Cœur 5 M€ Crédit Coopératif

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération GRAND COEUR, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 5 M€ pour financer le portage foncier des dernières acquisitions de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu auprès du Crédit Coopératif, l'emprunt suivant :

- o Montant : 5 000 000 €
- o Durée : 3 ans maximum (jusqu'à la fin de la concession)
- o Taux fixe : 0.25%
- o Pas de différé d'amortissement
- o Échéances trimestrielles
- o Amortissement progressif
- o Frais de dossier : 6 000 €
- o Indemnités de remboursements anticipés : indemnité actuarielle sur taux fixe
- o Souscription au capital du Crédit Coopératif : 0.5% du montant emprunt et de l'autorisation court terme soit 25 000 € (2/3 en parts B rémunérées, 1/3 en parts A).

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 4 000 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est un cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SERM, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Crédit Coopératif à la Ville au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

La Ville devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Crédit Coopératif ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpellieraine (SERM) va contracter auprès du Crédit Coopératif à hauteur de 4 000 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/SA3M Nouveau Grand Cœur 4 M€ Banque Postale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération NOUVEAU GRAND COEUR, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 4 M€ pour financer le portage foncier des dernières acquisitions de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SA3M a obtenu auprès de la Banque Postale l'emprunt suivant :

- o Montant : 4 000 000 €
- o Durée : 5 ans (dont 12 mois de mobilisation)
- o Phase de mobilisation :
 - ☐ taux variable de : EONIA post fixé + 1.08%
 - ☐ Périodicité mensuelle
 - ☐ Commission de non utilisation : 0.15 %
- o Phase d'amortissement :
 - ☐ Taux fixe : 0.30%
 - ☐ Pas de différé d'amortissement
 - ☐ Échéances trimestrielles
 - ☐ Échéances constantes
 - ☐ Remboursement anticipé indemnité actuarielle
- o Commission d'engagement : 0.10 % soit 4 000 €
- o Garantie de la Ville de Montpellier : 80%

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 3 200 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est un cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SA3M, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par la Banque Postale à la Ville au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

La Ville devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que la Banque Postale ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

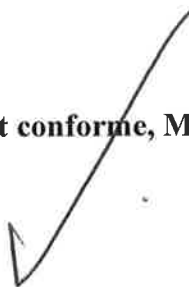
En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la Banque Postale à hauteur de 3 200 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

SERM Société d'Equipeement de la Région de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2015, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Ville de Montpellier	2 439 024 €	41.38%	152 439	5
Montpellier Méditerranée Métropole	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
TOTAL PUBLICS	4 160 560 €	70.59%	260 035	10
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1
Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Somimon Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
TOTAL PRIVES	1 733 440 €	29.41%	108 340	4
TOTAL GLOBAL	5 894 000 €	100.00%	368 375	14

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations et les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

2. COMPTES ANNUELS

En K€ HT	2014	2015	Variation
Produits d'exploitation	140 154	124 443	-11,2%
<i>dont CA</i>	101 152	90 903	-10,1%
Charges d'exploitation	141 354	125 128	-11,5%
Résultat d'exploitation	-1 200	-684	-43%
Produits financiers	1 192	304	-74,5%
Charges financières	1 529	1 272	-16,8%
Résultat financier	-337	-968	-187%
Produits exceptionnels	1 759	1 869	6,3%
Charges exceptionnelles	0	69	NA
Résultat exceptionnel	1 759	1 800	2,3%
Impôts sur bénéfice / participations	69	-28	-141%
Résultat net	153	120	-21,6%

a) Chiffre d'affaires et compte de résultat

Le chiffre d'affaires comptable de l'exercice 2015 termine à 90 902 919 € contre 101 152 088 € à fin 2014 soit une diminution de 10,1%.

La valeur nette de production, quant à elle, s'élève à -14 923 714 € contre -14 053 220 € à fin 2014. La production nette totale de la société atteint ainsi 75 979 205 € contre 87 098 868 € à fin 2014.

Les produits de fonctionnement sont en retrait de 3,2% et totalisent 10 964 K€ contre 11 330 K€ en 2014. Les produits de la concession d'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid sont en augmentation de 7,7% à 15 058 K€ contre 13 984 K€ à fin 2014.

Le résultat net avant épargne salariale (directe et quote-part GIE) et IS s'élève à 148 K€ contre 151 K€ à fin 2014.

La composition de ce résultat se répartit entre :

- Le fonctionnement / aménagement à hauteur de -656 K€ contre -886 K€ à fin 2014, malgré une nette amélioration du résultat opérationnel,
- Le Département Energie à hauteur de 804 K€ contre 1 023 K€ à fin 2014.

Le résultat net après IS et épargne salariale termine à 119 841 € contre 153 432 € à fin 2014.

b) Bilan

Le total bilan connaît une diminution de -14 321 285 € à 297 150 149 € contre 311 471 434 € à fin 2014 constituée par :

- Une augmentation de 1 784 774 € de l'actif immobilisé, qui s'explique notamment par :
 - Une hausse de 3 410 940 € d'immobilisations corporelles, répartis entre 1 937 463 € de constructions et 1 629 801 € d'immobilisations en cours,
 - Une baisse de 1 678 416 € d'immobilisations financières (aucun dividende n'est remonté de la SCI Odysseum I en 2015 contre 844 790 € en 2014)
- Une diminution de 16 106 060 € de l'actif circulant, qui s'explique notamment par :

- -18 295 243 € sur l'encours de production,
- + 328 509 € sur les créances,
- +1 469 885 € sur les placements et disponibilités.

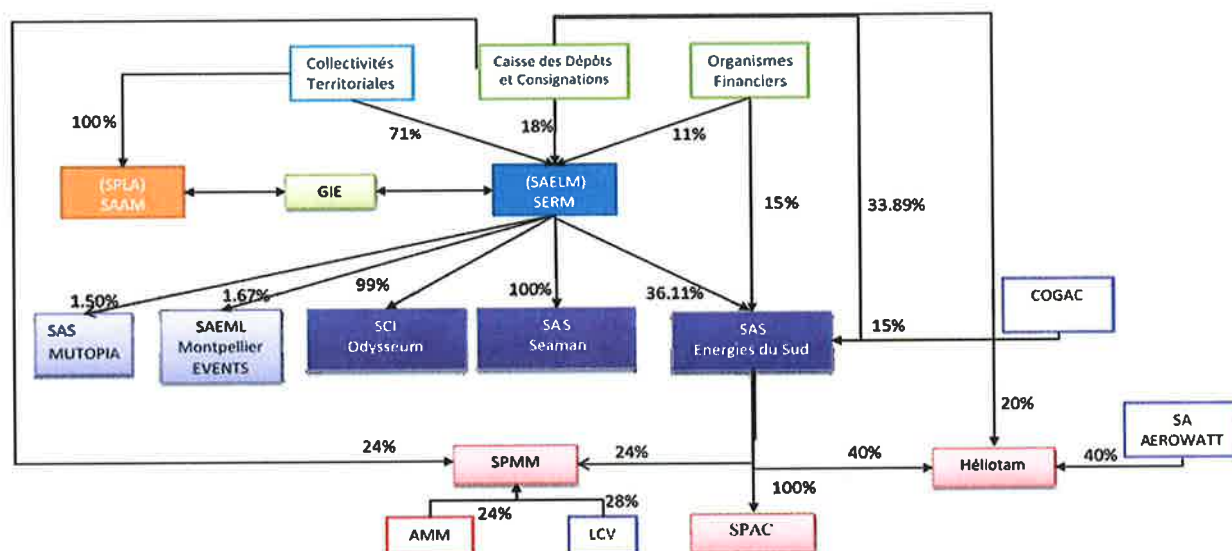
Dans le même temps, la société a accompagné l'investissement tant en concession qu'en DSP par une mobilisation d'emprunts à hauteur de 25 500 000 €. Néanmoins, la politique de désendettement s'est poursuivie puisque 33 290 693 € d'emprunts ont été remboursés.

c) Capitaux propres

Grâce à ce résultat, la situation nette de la Société atteint 15 847 673 € au 31 décembre 2015. Les capitaux propres eux-mêmes atteignent 32 059 179 € incluant la provision réglementée d'amortissement dérogatoire pour 1 688 734 € (chaufferie bois des universités et cogénération Antigone) ainsi que des subventions d'équipement à hauteur de 14 522 773 € (principalement sur la DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid).

3. RESULTAT DES FILIALES

La SERM contrôle plusieurs filiales ou participations présentées ci-dessous :



• *MONTPELLIER EVENTS*

L'activité de Montpellier Events fait l'objet d'une délibération à ce même Conseil Municipal.

• *SAS SEAMAN (Aquarium Mare Nostrum)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires net 2015 de la société est en progression à 4 306 974 € contre 4 010 498 € à fin 2014.

Résultat : Le résultat net après IS est bénéficiaire de 97 900 € à fin 2015 contre 17 840 € à fin 2014 et se répartit comme suit :

- 254 186 € de résultat d'exploitation
- - 4 786 € de résultat financier
- - 151 648 € de résultat exceptionnel.

Capitaux propres : Les capitaux propres de SEAMAN atteignent 475 403 € contre 377 503 € à fin 2014, dont un capital social de 300 000 €.

Bilan : Le bilan atteint 2 657 093 € à fin 2015 contre 2 574 427 € à fin 2014.

La SERM a versé une avance à sa filiale à 100 % SEAMAN qui s'élevait à 500 K€ à fin 2015. De plus, la SERM s'est porté caution à 100% d'un emprunt de 600 K€ conclu en décembre 2013 pour financer le renouvellement scénographique de l'exposition. Le capital restant dû est de 25 543 € au 31 décembre 2015.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la filiale Energies du Sud atteint 1 951 007 € (dont 538 734 € de travaux refacturés) en 2015 contre 1 318 007 € en 2014.

L'année 2015 a été marquée par le démarrage de l'activité géothermie (Le Liner) sur ODE à la Mer.

Résultat : Le résultat net après IS de l'exercice 2015 termine à 74 383 € contre 68 896 € à fin 2014.

Capitaux propres : Le total du capital de 3 600 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice 2015, les capitaux propres s'élèvent à 4 166 941 € contre 4 143 799 € à fin 2014.

Bilan : Le total bilan 2015 s'élève à 8 779 799 € contre 9 190 221 € à fin 2014. Ce bilan comprend notamment :

- Un actif immobilisé de 1 921 602 (en valeur nette comptable)
- 2 767 304 € de redevances de loyers de concession domaniale qui sont réparties, pour une partie correspondant à la valeur des onduleurs sur une durée de 8 ans et pour le solde sur la durée des contrats d'achats d'électricité soit 20 ans.

Au passif, trois emprunts sont inscrits pour un capital restant dû total de 3 688 848 €.

Participation dans Héliotam : Depuis 2010, Energie du Sud détient 40% (40 000 €) de la SAS Héliotam créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le lez et Saint Jean de Vedas.

Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création des ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase d'investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé fin 2011 une avance d'associé. A fin 2015, l'avance d'associé versée par Energie du Sud s'élève à 294 103.62 €.

Participation dans SPM : Le 3 février 2012, Energie du Sud a créé la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée, filiale à 100% au capital de 1 000 €, pour répondre à un appel d'offres pour les ombrières sur les parkings de l'aéroport.

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a retenu ce projet en mars 2014 et le 13 octobre 2014, le capital a été porté à 181 241 € et ouvert à trois nouveaux actionnaires.

A fin 2015, le capital se répartit donc entre :

- La Société Aéroport Montpellier Méditerranée (24%)
- La Caisse des Dépôts et Consignations (24%),
- La Compagnie du Vent (28%),
- Energie du Sud (24%).

- *SAS HELIOTAM*

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires 2015 termine à 773 699 € en légère augmentation par rapport à 2014 (766 147 €).

Résultat : Le résultat courant avant IS 2015 s'élève à 103 955 €, en nette progression par rapport à 2014 (27 346 €).

Des amortissements dérogatoires ont été passés pour 160 434 € contre 221 518 € en 2014.

Déduction faite des amortissements dérogatoire, le résultat net 2015 termine en perte de 50 515 € contre une perte de 194 171 € en 2014.

Capitaux propres : Le capital de 100 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice et des amortissements dérogatoires, les capitaux propres s'élèvent à 312 976 € à fin 2015 contre 209 021 € l'année précédente.

Bilan : Le total du bilan s'élève à 5 296 329 € fin 2015 (contre 5 844 973 € fin 2014) dont 4 703 741 € d'actif immobilisé.

Un prêt permettant le financement des installations a été contractualisé avec le Crédit Agricole pour un montant maximum de 5 100 000 €. Au 31 décembre 2015, le capital définitivement mobilisé s'élève à 4 830 000 € et le capital restant dû à 3 952 469 €.

Le reste du financement est assuré par les avances d'associés en compte courant pour un montant de 735 259 € portant intérêt à 4,50 % (contre 1 227 552 € à fin 2014).

• *SOCIETE PHOTOVOLTAÏQUE MONTPELLIER MEDITERRANEE (SPMM)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires 2015 s'élève à 523 550 € contre 144 423 € fin 2014. Il se décompose entre :

- 476 509 € de refacturation à l'euro l'euro des travaux effectués pour le compte de la Société de l'Aéroport Montpellier Méditerranée, co-actionnaire de SPMM (contre 144 423 € en 2014),
- 47 042 € de ventes d'électricité.

Résultat : Le résultat net de l'exercice 2015, qui comporte quelques semaines d'exploitation, termine en perte de 81 577 € contre un résultat 2014 à zéro car le projet était alors en phase construction.

Capitaux propres : Le capital social de 181 241 € est entièrement versé.

Bilan : Le total bilan s'élève à 10 041 751 € réparti entre :

- 7 941 667 € d'actif immobilisé,
- 2 100 084 € d'actif circulant.

• *GIE SERM/SAAM*

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1er janvier 2013, les personnels des fonctions support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM-SAAM.

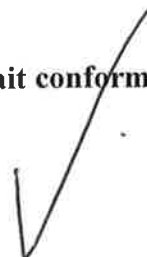
Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel (outil mis en place dès janvier 2012),
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport annuel.

Le Conseil prend acte du rapport.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL



SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM)

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS REPRESENTANTS LA VILLE DE MONTPELLIER AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SERM

Sur l'exercice 2015, la Ville de Montpellier a été représentée au Conseil d'Administration de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine en les personnes de Madame Patricia MIRALLES, Messieurs Pascal KRZYZANSKI, Patrick RIVAS, Sauveur TORTORICI et Max LEVITA, ce dernier assurant également la fonction de représentant aux Assemblées Générales de la Société.

En application de l'article L 1524-5 alinéa 15 du Code Général des Collectivités Territoriales, vos représentants, ont l'honneur de vous faire ci-après, le compte rendu des activités de la société concernant l'exercice 2015, dans le cadre de l'exercice de leur mandat, et soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

A – RAPPORT D'ACTIVITE

I. VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'ANNEE 2015

1.1 - Répartition du capital et composition du capital social

Actionnaires	Administrateurs	Censeurs	%	Nombres d'actions
1/ <u>COLLECTIVITES TERRITORIALES</u> VILLE DE MONTPELLIER	Max LEVITA Président (a) Pascal KRZYZANSKI Patricia MIRALLES Patrick RIVAS Sauveur TORTORICI		41,38	152 439
DEPARTEMENT DE L'HERAULT	Yvon PELLET		1,12	4 125
COMMUNE DE PALAVAS	Guy REVERBEL		0,48	1 752
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Isabelle GUIRAUD (b) Laurent JAOUL Jean-Marc LUSSERT		27,61	101 719
Sous TOTAL 1	10		70,59	260 035
2/ <u>GROUPE CDC</u>	Olivier CAMAU		18,12	66 748
3/ <u>ORGANISMES LOCAUX ET DIVERS</u> CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE LR	Jean-François MANLHIOT		8,08	29 791
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MONTPELLIER	André DELJARRY		0,56	2 062
CREDIT LYONNAIS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			0,27	1 000
CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL MEDITERRANEE			0,65	2 400
DEXIA CREDIT LOCAL	Olivier FERRANDIS		1,70	6 250
MERCADIS			0,02	89
Sous TOTAL 2 + 3	4		29,41	108 340
TOTAL	14		100	368 375

1.2 Mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

Mandats sociaux et fonction exercés au 31/12/2015 (*)				
Administrateur	Représentant	Fonction exercée	Mandat exercé dans d'autres sociétés	
Max LEVITA	La Ville de Montpellier	Adjoint au Maire		
Patrick RIVAS	La Ville de Montpellier	Conseiller municipal	Administrateur	SAAM
Sauveur TORTORICI	La Ville de Montpellier	Adjoint au Maire		
Pascal KRZYZANSKI	La Ville de Montpellier	Adjoint au Maire		
Patricia MIRALLES	La Ville de Montpellier	Conseillère municipale	Administrateur	ACM TAM
Laurent JAOUL	Montpellier Méditerranée Métropole	Vice Président	Gérant	ESPACE INFO SCI JAOUL FIS & FILLE

Jean-Marc LUSSET	Montpellier Méditerranée Métropole	Conseiller communautaire		
Isabelle GUIRAUD	Montpellier Méditerranée Métropole	Vice Président	Gérante	SCI AJIL
Yvon PELLET	Le Conseil Général de l'Hérault	Conseiller Général	Administrateur	CREDIT IMMOBILIER DE France Méditerranée FDI
Guy REVERBEL	La Ville de PALAVAS	Adjoint au Maire		
Olivier CAMAU	CDC	Directeur Régional	Administrateur	HERAULT AMENAGEMENT LRA SAT
Jean-François MANLHIOT	Caisse d'Epargne LR	Membre du Directoire	Administrateur	Un Toit pour Tous (HLM) (représentant personne morale LOGIREM) Cofinance Ecureuil Méditerranée Immobilier Logirem (HLM) Habitat en région services Valéoénergie Batimap Batimur Batigestion Languedoc Roussillon Aménagement Montpellier Events Soridec BRL ACM
			Associé & gérant	Cévennes Ecureuil
			Membre du Conseil de Surveillance	Soridec 2 Socfim
André DELJARRY	CCI de Montpellier	Président	Gérant	SCI Les Camélias SCI Les Camélias 2 SCI Les Camélias 3
			Président	SAS Jnda SAS Rodel
			Gérant	EURL Anniju
Christophe PEREZ	Directeur Général	Autres mandats exercés		
		Directeur Général Gérant représentant la SERM Pdt représentant la SERM Censeur représentant la SERM Administrateur	SAAM SCI ODYSSEUM SAS SEAMAN SAS ENERGIES DU SUD SAS HELIOTHAM SPMM SPAC SAEM ENJOY GIE SERM SAAM	

1.3 État de la participation des salariés au capital social

Les salariés ne participent pas au capital de la société.

1.4 Séances du Conseil d'Administration et Assemblées générales

Sur l'année 2015, le Conseil d'Administration de la SERM s'est réuni les :

- 18 février 2015 avec pour ordre du jour :
 - × la présentation de l'audit de la SERM et du Groupe par le Cabinet ORFIS,
 - × la présentation du plan stratégique par le Directeur Général.

- 10 mars 2015 avec l'ordre du jour suivant :

- × Approbation du procès-verbal de la dernière séance en date du 5 décembre 2014
- × Présentation de l'audit commandé par la Ville
- × Plan stratégique
- × Vie et fonctionnement de la société
- × Résultats probables 2014, prévisions budgétaires 2015 (SERM et GIE) et financement
- × Filiales et participations
- × Questions diverses

- 19 mai 2015 avec l'ordre du jour suivant :

- × Approbation du projet de procès-verbal de la dernière séance en date du 10 mars 2015
- × Vie et fonctionnement de la Société
- × Rapport d'activités de la société au 19 mai 2015
- × Arrêté des comptes et du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2014
- × Préparation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle
- × Documents prospectifs et rétrospectifs
- × Avancement de la réalisation du budget 2015
- × Rapport annuel de la fonction achat 2014
- × Questions diverses

- 5 novembre 2015 avec l'ordre du jour suivant :

- × Approbation du projet de procès-verbal de la dernière séance en date du 19 mai 2015
- × Vie et fonctionnement de la Société
- × Financement des opérations d'aménagement
- × Questions diverses

Une Assemblée générale s'est tenue le 30 juin 2015 et a approuvé les comptes 2014.

II. PRESENTATION DES COMPTES 2015

2.1 Chiffre d'affaires / production nette

Le chiffre d'affaires comptable de l'exercice 2015 termine à **90 902 919 €** contre 101 152 088 € à fin 2014 soit une diminution de 10.1 %.

La valeur nette de production, quant à elle, s'élève à **-14 923 714 €** contre -14 053 220 € à fin 2014.

La production nette totale de la société atteint ainsi **75 979 205 €** contre 87 098 868 € à fin 2014.

Les produits de fonctionnement sont en retrait de 3.2% et totalisent **10 964 K€** contre 11 330 K€ en 2014.

Les produits de la concession d'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid sont en augmentation de 7.7% à **15 058 K€** contre 13 984 K€ à fin 2014.

2.2 Evolution du bilan

Le total bilan connaît une diminution de -14 321 285 € à **297 150 149 €** contre 311 471 434 € à fin 2014 constituée par :

- Une augmentation de 1 784 774 € de l'actif immobilisé, qui s'explique notamment par :
 - +3 410 940 € d'immobilisations corporelles, répartis entre + 1 937 463 € de constructions et + 1 629 801 € d'immobilisations en cours,
 - - 1 678 416 € d'immobilisations financières (aucun dividende n'est remonté de la SCI Odysseum I en 2015 contre 844 790 € en 2014)
- Une diminution de 16 106 060 € de l'actif circulant, qui s'explique notamment par :
 - -18 295 243 € sur l'encours de production,
 - + 328 509 € sur les créances,
 - +1 469 885 € sur les placements et disponibilités.

Dans le même temps, la société a accompagné l'investissement tant en concession qu'en DSP par une mobilisation d'emprunts à hauteur de 25 500 000 €. Néanmoins, la politique de désendettement s'est poursuivie puisque 33 290 693 € d'emprunts ont été remboursés.

2.3 Résultat

Le résultat net avant épargne salariale (directe et quote-part GIE) et IS s'élève à **148 K€** contre 151 K€ à fin 2014.

La composition de ce résultat se répartit entre :

- Le fonctionnement / aménagement à hauteur de **-656 K€** contre -886 K€ à fin 2014, malgré une nette amélioration du résultat opérationnel,
- Le Département Energie à hauteur de **804 K€** contre 1 023 K€ à fin 2014.

Le résultat net après IS et épargne salariale termine à **119 841 €** contre 153 432 € à fin 2014.

2.4 Capitaux propres

Grâce à ce résultat, la situation nette de la Société atteint **15 847 673 €** au 31 décembre 2015.

Les capitaux propres eux-mêmes atteignent **32 059 179 €** incluant la provision réglementée d'amortissement dérogatoire pour 1 688 734 € (chaufferie bois des universités et cogénération Antigone) ainsi que des subventions d'équipement à hauteur de 14 522 773 € (principalement sur la DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid).

€	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015
Situation nette	15 758 588	15 727 832	15 847 673
Amortissements dérogatoires	2 223 626	1 956 180	1 688 734
Provision pour investissement	32 500	32 500	0
Subventions d'équipement	13 430 972	14 128 670	14 522 773
Capitaux propres	31 445 686	31 845 182	32 059 180

2.5 Ratios financiers

Les ratios financiers suivants peuvent être observés :

	2013	2014	2015
CAPITAUX PROPRES / ACTIF IMMOBILISE	42%	36%	36%
TOTAL EMPRUNTS / ACTIF IMMOBILISE + en cours production	55%	55%	54%
EMPRUNTS et DETTES FINANCIERES d'opé propres / CAPITAUX PROPRES	99%	119%	115%

2.6 Charges fiscalement non déductibles

Pour l'exercice 2015, les charges fiscalement non déductibles, prévues aux articles 39.4 et 223 quater du Code Général des Impôts sont les suivantes : 553 €
Elles correspondent à la part non déductible de l'amortissement des véhicules de tourisme.

2.7 Information sur les délais de paiement

31/12/2015

Information sur les délais de paiement

La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, complétée par le décret n°2008-1492 du 30 décembre 2008, prévoit que le rapport de gestion des sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un Commissaire aux comptes doit contenir des informations sur les délais de paiement pratiqués à l'égard des fournisseurs (C. comm. Art L 441-6-1 et D 441-4).

En conséquence, les informations relatives aux délais de paiement de l'exercice clos le 31 décembre 2015 sont indiquées comme suit :

Montant dettes fournisseurs et comptes rattachés au "passif"	9 001 000 €
Montant dettes fournisseurs sur immobilisations et comptes rattachés au "passif"	978 694 €
Total dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 979 694 €
A déduire :	
Factures non parvenues	4 414 178 €
Retenues de garantie	1 354 520 €
Total rapprochable	4 210 996 €

Tableau des dettes fournisseurs par date d'échéance

	Total	Moins de 30 jours	31 à 60 jours	plus de 60 jours
Dettes fournisseurs	4 210 996 €	1 452 077 €	1 014 992 €	1 743 927 €
		34%	24%	41%
RAPPEL 2014	9 219 487 €	1 494 114 €	3 121 525 €	4 603 848 €
		16%	34%	50%

2.8 Résultat des cinq derniers exercices

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/12/2015 12	31/12/2014 12	31/12/2013 12	31/12/2012 12	31/12/2011 12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	5 894 000	5 894 000	5 894 000	5 894 000	5 894 000
Nombre d'actions - ordinaires	368 375	368 375	368 375	368 375	368 375
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	90 902 919	101 152 088	83 140 928	103 733 834	102 906 488
Résultat avant impôt, participation, dot, amortissements et provisions	2 524 005	3 234 854	8 151 840	5 341 709	9 720 120
Impôts sur les bénéfices	(26 281)	48 302	231 896	266 336	719 918
Participation des salariés	54 304	20 730	541 640	984 493	1 023 573
Dot. Amortissements et provisions	2 376 142	3 012 389	6 504 663	3 176 730	6 274 558
Résultat net	119 841	153 432	873 642	914 150	1 702 071
Résultat distribué			184 188	184 188	552 563
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	7	9	20	11	22
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0	0	2	2	5
Dividende attribué			1	1	2
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	75	73	73	120	113
Masse salariale	3 671 777	3 729 305	3 528 887	5 580 012	5 568 584
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	1 745 156	1 744 550	1 717 919	2 733 791	2 592 175

2.9 Informations sur la distribution de dividendes et proposition d'affectation du résultat

Pour rappel, les dividendes versés au titre des trois derniers exercices s'élèvent à :

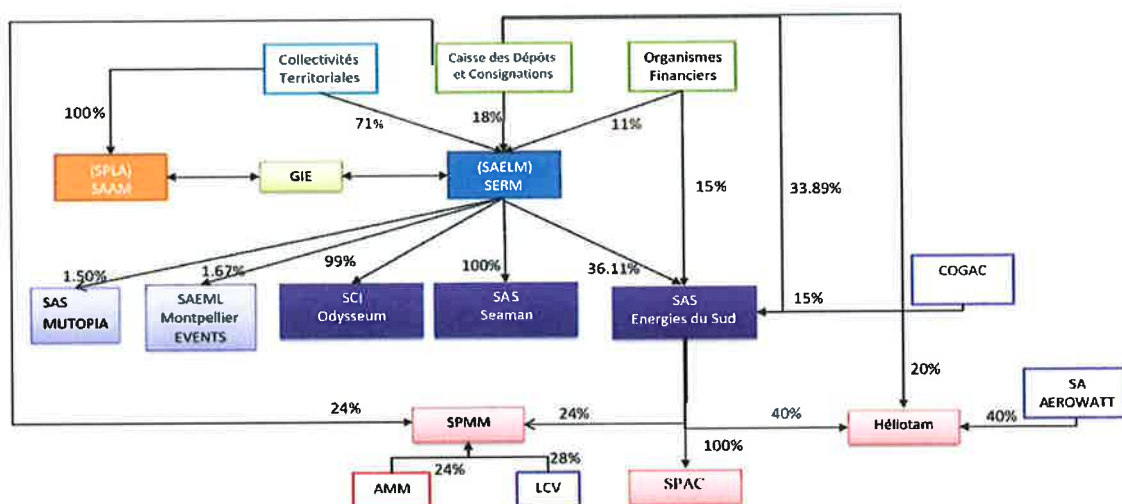
- Aucun au titre de 2014,
- 184 188 € au titre de 2013,
- 184 188 € au titre de 2012.

Le résultat net au titre de l'exercice 2015 s'élève à **119 840.51 €**. Son montant ne permet pas de distribués 0.5 € de dividende par action (soit 184 188 € au total) comme cela a pu être pratiqué précédemment.

En conséquence, il est proposé d'affecter le résultat en réserve facultative à hauteur de **119 840.51 €**. Les capitaux propres, après affectation, s'établissent à **32 059 179 €** contre 31 845 182 € fin 2014. Après affectation du résultat au titre de l'exercice 2015, les capitaux propres se ventilent ainsi :

Capital social	5 894 000 €
Réserve légale	589 400 €
Autres réserves (réserve facultative)	9 364 272 €
Subventions d'investissement	14 522 773 €
Provisions réglementées	1 688 734 €
TOTAL CAPITAUX PROPRES	32 059 179 €

III. COMPTE RENDU DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS DES FILIALES



3.1 SCI ODYSSEUM 1

Aucune activité n'est intervenue sur 2015.
La liquidation de la société pourra être envisagée en 2016.

3.1.1 Chiffre d'affaires

Aucun chiffre d'affaires n'a été réalisé sur 2015.

3.1.2 Résultat

Le résultat net termine en **perte de 6 846 €** en 2015 contre un bénéfice de 853 323 € l'année précédente.

3.1.3 Capitaux Propres

Compte tenu du résultat de l'exercice, les capitaux propres terminent 2015 à **77 888 €** contre 84 734 € à fin 2014.

3.1.4 Bilan

Le total bilan s'élève à 80 479 € contre 944 199 € à fin 2014 (avant la distribution de dividendes)

3.2 MONTPELLIER EVENTS

3.2.1 Chiffre d'affaires et résultat

K€	2015	2014	2013	2012	2011
CA	29 763	26 405	25 844	25 178	27 555
Résultat net	-724	-1 587	-3 324	-2 314	-1 989
CAF	3 972	2 450	1 679	2 401	2 893

Le chiffre d'affaires est en augmentation de 12.7% par rapport à l'année précédente notamment grâce à des événements emblématiques tels le Championnat d'Europe de basket, le congrès des HLM, le concert des enfoirés et I love techno Europe.

Le résultat net termine en perte de 724 K€ contre une perte de 1 587 K€ grâce à une augmentation de l'activité combinée avec une maîtrise des charges.

3.2.2 Capitaux propres

Fin 2015, la société a enregistré l'augmentation de capital de 1 499 K€ par transformation de l'avance en compte courant d'associé de l'actionnaire Région.

Le capital social atteint désormais 36 868 807 €.

Les capitaux propres ont augmenté passant de 26 482 K€ à fin 2014 à 27 258 K€ en 2015.

3.2.3 Bilan

Le total bilan s'élève à 73 803 298 € contre 75 785 697 € à fin 2014.

3.3 SEAMAN

3.3.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires net 2015 de la société est en progression à **4 306 974 €** contre 4 010 498 € à fin 2014.

3.3.2 Résultat

Le résultat net après IS est bénéficiaire de **97 900 €** à fin 2015 contre 17 840 € à fin 2014 et se répartit comme suit :

- **254 186 €** de résultat d'exploitation
- **- 4 786 €** de résultat financier
- **- 151 648 € de résultat exceptionnel.**

3.3.3 Capitaux Propres

Grâce à ce résultat, les capitaux propres de SEAMAN atteignent **475 403 €** contre 377 503 € à fin 2014, dont un capital social de 300 000 €.

3.3.4 Bilan

Le bilan total atteint 2 657 093 € à fin 2015 contre 2 574 427 € à fin 2014.

La SERM a versé une avance à sa filiale à 100 % SEAMAN qui s'élevait à 500 K€ à fin 2015. De plus, la SERM s'est porté caution à 100% d'un emprunt de 600 K€ conclu en décembre 2013 pour financer le renouvellement scénographique de l'exposition. Le capital restant dû est de 25 543 € au 31 décembre 2015.

3.4 ENERGIES DU SUD

3.4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la filiale Energies du Sud atteint **1 951 007 €** (dont 538 734 € de travaux refacturés) en 2015 contre 1 318 007 € en 2014.

L'année 2015 a été marquée par le démarrage de l'activité géothermie (Le Liner) sur ODE à la Mer.

3.4.2 Résultat

Le résultat net après IS de l'exercice 2015 termine à **74 383 €** contre 68 896 € à fin 2014.

3.4.3 Capitaux Propres

Le total du capital de 3 600 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice 2015, les capitaux propres s'élèvent à **4 166 941 €** contre 4 143 799 € à fin 2014.

3.4.4 Bilan

Le total bilan 2015 s'élève à **8 779 799 €** contre 9 190 221 € à fin 2014. Ce bilan comprend notamment :

- Un actif immobilisé de 1 921 602 (en valeur nette comptable)
- 2 767 304 € de redevances de loyers de concession domaniale qui sont réparties, pour une partie correspondant à la valeur des onduleurs sur une durée de 8 ans et pour le solde sur la durée des contrats d'achats d'électricité soit 20 ans.

Au passif, trois emprunts sont inscrits pour un capital restant dû total de 3 688 848 € :

- 1 000 000 € souscrit en 2008 auprès du Crédit Agricole dont le capital restant dû à fin 2015 s'élève à 355 961 €,
- 4 228 300 € souscrit en 2010 auprès du Crédit Agricole dont le capital restant dû à fin 2015 s'élève à 3 079 126 €,
- 500 000 € souscrit en 2010 auprès du Crédit Coopératif dont le capital restant dû à fin 2015 s'élève à 253 761 €.

3.4.5 Participation dans HELIOTAM

Depuis 2010, Energie du Sud détient 40% (40 000 €) de la SAS Héliotam créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le lez et Saint Jean de Vedas.

Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création des ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase d'investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé fin 2011 une avance d'associé. A fin 2015, l'avance d'associé versée par Energie du Sud s'élève à **294 103.62 €**.

3.4.6 Participation dans SPMM

Le 3 février 2012, Energie du Sud a créé la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée, filiale à 100% au capital de 1 000 €, pour répondre à un appel d'offres pour les ombrières sur les parkings de l'aéroport.

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a retenu ce projet en mars 2014 et le 13 octobre 2014, le capital a été porté à 181 241 € et ouvert à trois nouveaux actionnaires.

A fin 2015, le capital se répartit donc entre :

- La Société Aéroport Montpellier Méditerranée (24%)
- La Caisse des Dépôts et Consignations (24%),
- La Compagnie du Vent (28%),
- Energie du Sud (24%).

3.4.7 Participation dans SPAC

En avril 2015, Energie du Sud a créé une filiale à 100% pour répondre à un appel d'offres pour des ombrières photovoltaïques sur l'aéroport de Carcassonne, avec un capital de 1 000 €, la SAS Société Photovoltaïque Aéroport de Carcassonne.

Cette filiale n'est pas active.

3.5 HELIOTAM

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011.

3.5.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2015 termine à **773 699 €** en légère augmentation par rapport à 2014 (766 147 €).

3.5.2 Résultat

Le résultat courant avant IS 2015 s'élève à **103 955 €**, en nette progression par rapport à 2014 (27 346 €). Des amortissements dérogatoires ont été passés pour 160 434 € contre 221 518 € en 2014.

Déduction faite des amortissements dérogatoire, le résultat net 2015 termine **en perte de 50 515 €** contre une perte de 194 171 € en 2014.

3.5.3 Capitaux Propres

Le capital de 100 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice et des amortissements dérogatoires, les capitaux propres s'élèvent à **312 976 €** à fin 2015 contre 209 021 € l'année précédente.

3.5.4 Bilan

Le total du bilan s'élève à **5 296 329 €** fin 2015 (contre 5 844 973 € fin 2014) dont **4 703 741 €** d'actif immobilisé.

Un prêt permettant le financement des installations a été contractualisé avec le Crédit Agricole pour un montant maximum de 5 100 000 €. Au 31 décembre 2015, le capital définitivement mobilisé s'élève à 4 830 000 € et le capital restant dû à 3 952 469 €.

Par ailleurs, il a été conclu un contrat d'échange de conditions d'intérêts entre la SAS HELIOTAM (taux fixe de 3.41%) et le CREDIT AGRICOLE (Euribor 3M) portant sur un montant de 4 000 000 € à compter de janvier 2012 et amortissable sur 18 ans. La charge nette est de 117 964 € en 2015.

Le reste du financement est assuré par les avances d'associés en compte courant pour un montant de 735 259 € portant intérêt à 4.50 % (contre 1 227 552 € à fin 2014).

3.6 SOCIETE PHOTOVOLTAIQUE MONTPELLIER MEDITERRANEE (SPMM)

3.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2015 s'élève à 523 550 € contre 144 423 € fin 2014. Il se décompose entre :

- 476 509 € de refacturation à l'euro l'euro des travaux effectués pour le compte de la Société de l'Aéroport Montpellier Méditerranée, co-actionnaire de SPMM (contre 144 423 € en 2014),
- 47 042 € de ventes d'électricité.

3.6.2 Résultat

Le résultat net de l'exercice 2015, qui comporte quelques semaines d'exploitation, termine **en perte de 81 577 €** contre un résultat 2014 à zéro car le projet était alors en phase construction.

3.6.3 Capitaux Propres

Le capital social de 181 241 € est entièrement versé.

3.6.4 Bilan

Le total bilan s'élève à **10 041 751 €** réparti entre :

- 7 941 667 € d'actif immobilisé,
- 2 100 084 € d'actif circulant.

3.7 GIE SERM SAAM

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les personnels des fonctions support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM-SAAM.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel (outil mis en place dès janvier 2012),
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

Ainsi, le résultat du GIE est toujours nul.

IV. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Pas d'événement postérieur à la clôture.

V. PERSPECTIVES D'AVENIR

Les prévisions pour l'année 2016 arrêtées au Conseil d'Administration du 29 mars 2016 prévoient que la SERM réalise un chiffre d'opérations en concessions d'aménagement de 51 M€, qui représentent 99% de la section aménagement.

Les faits marquants sur les opérations développées et poursuivies en 2016 sont les suivants :

- a) Secteur logement
La SERM prévoit de commercialiser des charges foncières équivalentes à 1 694 logements en 2016 (400 sur les communes, plus de 1 180 sur la Ville centre dont une soixantaine sur l'opération de renouvellement urbain du Petit Bard).
- b) Secteur économique
Les cessions de terrains économiques devraient se limiter à 2.6 ha sur 2016, en grande partie du fait de la pénurie de terrains disponibles.
L'activité tertiaire, quant à elle, vise la commercialisation de 24 802 m² de SDP après une année 2015 exceptionnelle (42 926 m² dont 32 920 m² sur le seul 7 center sur Odysseum).
L'activité gestion immobilière se maintient.

Concernant l'activité Energie :

- La DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid (qui s'achève en 2030), achève son plan d'investissement visant à convertir les centrales de production aux ENR.
- La filiale Energie du Sud poursuit son développement. Elle travaille sur un nouveau plan stratégique. EDS a créé avec des partenaires, deux filiales actives :
 - o HELIOTAM qui exploite les ombrières photovoltaïques de deux parkings TAM,
 - o SPMM qui exploite les ombrières photovoltaïques de l'Aéroport Montpellier Méditerranée.

La SAS SEAMAN, filiale à 100% de la SERM, exploite l'Aquarium Mare Nostrum dans le cadre d'une délégation de service public contractée avec l'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Métropole. L'année 2016 va être marquée par :

- Un objectif de 320 000 visiteurs, avec comme principale nouvelle attraction la création d'un espace de présentation d'une Pieuvre Géante,
 - L'achèvement de la DSP le 15 décembre 2016. La Métropole a lancé un Appel d'Offre pour une nouvelle DSP groupant l'Aquarium et le Planétarium pour une durée de 10 ans et deux mois.
- c) Moyens humains
La mise en œuvre du plan stratégique se poursuit en 2016. Les effectifs devraient atteindre 71.6 ETP sur la SERM et 112.8 ETP sur l'UES.

**B – PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS AU
31/12/2015**

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur unitaire de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social et sa participation au capital s'élève à 1 200 actions.

La détention du capital est répartie comme suit :

- 58% détenus par les collectivités locales
- 24% détenus par les organismes centraux
- 18% détenus par les organismes locaux divers

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	100 800 €	42.0%	300	4
Caisse des Dépôts et Consignations	57 600 €	24.0%	600	1
Ville de Montpellier	19 200 €	8.0%	200	1
Conseil Départemental de l'Hérault	19 200 €	8.0%	200	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	19 200 €	8.0%	200	1
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	9 600 €	4.0%	600	1
Caisse Régionale de Crédit Agricole (C.R.C.A)	9 600 €	4.0%	600	1
B.R.L Participations	4 800 €	2.0%	300	-

Total	240 000 €	100%	000	15	10
--------------	------------------	-------------	------------	-----------	-----------

2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2015

a) Activités de recherche et de développement

Au cours de l'exercice 2015, la SOMIMON a poursuivi et engagé les projets suivants :

- Renforcement des ateliers de transformation
- Extension du Marché d'Intérêt National (MIN) : acquérir du foncier pour implanter des opérateurs apportant une complémentarité aux acteurs du MIN
- Modernisation du secteur alimentaire : des travaux et installations entrepris régulièrement suivent le schéma directeur
- Développement du pôle horticole : investissement de deux grossistes horticoles installés sur le pôle horticole de Gigean

En 2015, le MIN a enregistré les mouvements suivants :

- 84 producteurs ont mis en marché leur production : 47 permanents et 37 saisonniers
- Dans la filière « concessionnaires » ce sont 5 départs (2 en fruits et légumes et 3 distributeurs alimentaires) pour 1 arrivée en fruits et légumes
- Les ateliers de transformation enregistrent 4 arrivées : un producteur de conserve, un producteur de bière, une logistique de plats homogénéisés et diététiques et enfin un atelier de découpe et maturation de viande
- La halle horticole compte 1 départ pour 1 arrivée
- Dans la partie « Hôtel logistique avec conciergerie » ce sont 10 arrivées pour 9 départs
- Les mouvements dans les autres services représentent 3 départs pour 3 arrivées : une activité de courrier pour professionnels, un groupement d'entreprises sociales et solidaires et une société de conseil et formation

3. PERSONNEL

L'effectif de la société au 31 décembre 2015 s'élève à 16 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET GE.

4. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2014	2015	Variation
Produits d'exploitation	2 936 597 €	2 977 342 €	1,4%
<i>dont CA</i>	2 702 751 €	2 709 116 €	0,2%
Charges d'exploitation	2 976 380 €	3 005 776 €	1%
Résultat d'exploitation	-39 783 €	-28 434 €	28,5%
Produits financiers	61 078 €	61 804 €	1,2%
Charges financières	8 395 €	6 437 €	-23,3%
Résultat financier	52 683 €	55 367 €	5,1%
Produits exceptionnels	597 €	4 402 €	637%
Charges exceptionnelles	1 829 €	4 360 €	138%
Résultat exceptionnel	-1 231 €	42 €	-103%
Impôts sur bénéfice / participations	8 136 €	16 006 €	96,7%
Résultat net	3 533 €	10 969 €	210%

5. COMPTE DE RESULTAT - RESULTAT D'EXPLOITATION

La SOMIMON dégage un résultat après impôt de 11 K€ contre 3,5 K€ en 2014.

Le total des produits d'exploitation progresse de 1,4% par rapport à 2014, soit + 41 K€, pour atteindre 2 977 K€ en 2015.

Le chiffre d'affaires progresse légèrement de 6,5 K€ représentant une variation de 0,2%.

Cette variation est principalement due à la hausse des recettes frigorifiques, qui augmentent de 13 K€. A l'inverse, on note la diminution des recettes de locations.

De plus, l'augmentation des charges refacturées a un impact à la hausse de 5 K€ sur les produits divers, qui augmentent au total de 6 K€. Les produits des activités annexes enregistrent une hausse de 11 K€ liée principalement à des recettes publicitaires finançant un guide d'accueil.

Les reprises sur amortissements et provisions ont augmenté de 39 K€. Le suivi du plan gros entretien, ainsi que le volume des travaux, ont généré une reprise de 233 K€.

Le total des charges d'exploitation augmente de 1% par rapport à 2014, s'élevant ainsi à 3 006 K€ pour l'exercice 2015.

Le poste « Achats » diminue de 12 K€ en partie suite à la baisse des fournitures et petits équipements (-27 K€ par rapport à 2014).

Les services extérieurs augmentent de 25 K€. On note une hausse 55 K€ du poste entretien et réparation des biens immobiliers. A l'inverse, le remplacement du prestataire informatique et la renégociation de l'assurance sont venus diminuer les services extérieurs.

Le résultat d'exploitation 2015 s'élève à -28 K€ contre -39,8 K€ en 2014.

Le résultat financier de l'exercice 2015 est positif à 55,4 K€ contre 52,7 K€ en 2014.

6. BILAN

A l'actif du bilan

Le total du bilan progresse de 1,6%, passant de 9 102 K€ à fin 2014 à 9 248 K€ à la clôture de l'exercice 2015. Cette hausse est principalement due à l'augmentation de l'actif immobilisé qui progresse de 109 K€. L'actif circulant enregistre une hausse de 37 K€, liée aux créances et stocks et en cours.

Au passif du bilan

- Capitaux propres : Les capitaux propres progressent légèrement à 1 085 K€ en 2015 contre 1 074 K€ en 2014. Cette hausse est due à l'incorporation du résultat positif de l'exercice.
- Dettes : Les dettes augmentent en 2015, elles s'élèvent à 1 496 K€ contre 1 467 K€ en 2014. On note une hausse des dettes d'exploitation (69 K€ soit +7,9% par rapport à 2014) alors que les dettes à long terme diminuent (-52 K€ soit -27,2% par rapport à 2014).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2015.

Le Conseil prend acte du rapport.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



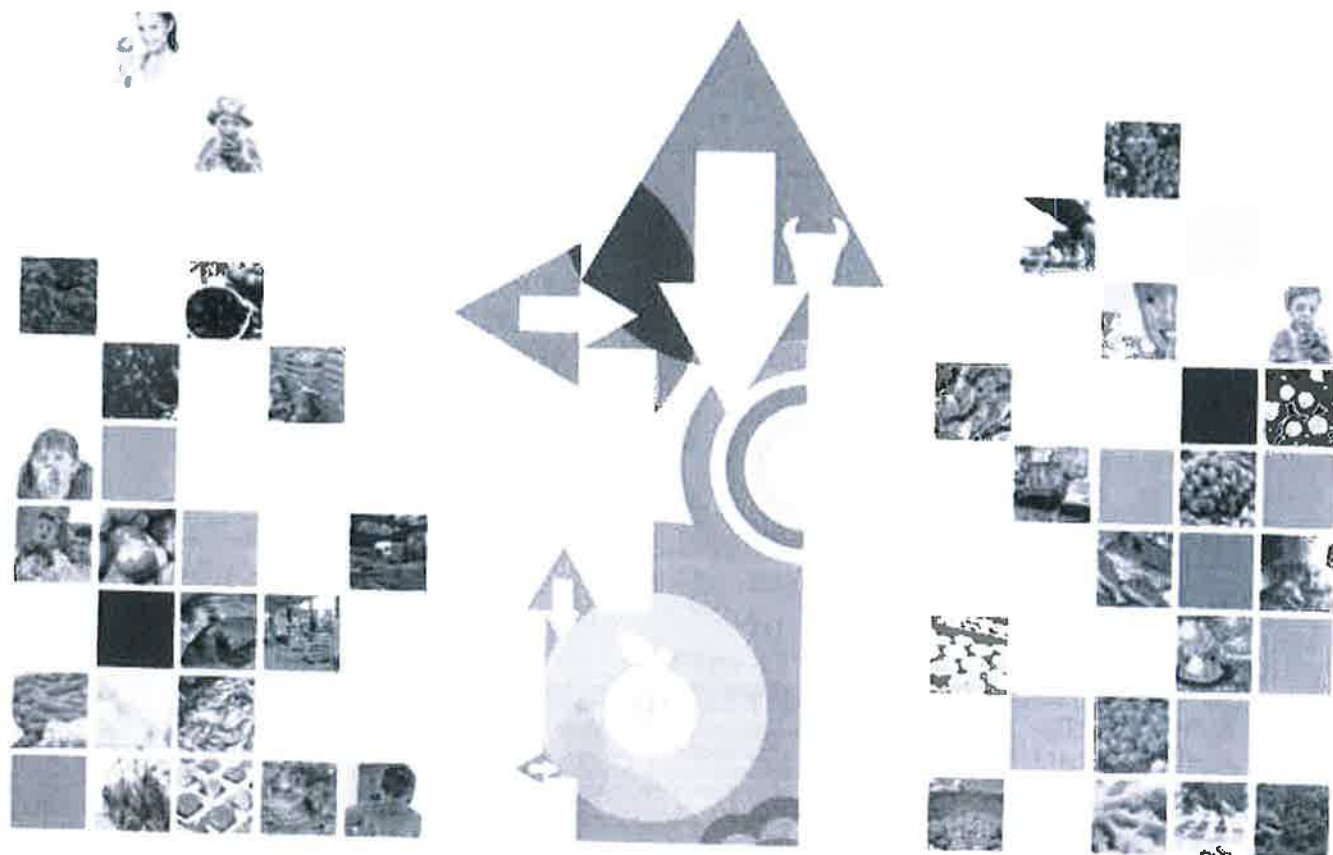
Publiée le : 29 novembre 2016



S O M I M O N

**RAPPORT DE L'ADMINISTRATEUR
de l'article 1524-5**

EXERCICE 2015



SOMMAIRE

A – VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE (pages 2 à 5)

B – ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2015 (pages 6 à 14)

C – SITUATION FINANCIERE (pages 15 et 16)

D – PERSPECTIVES D'AVENIR (page 17)

A - VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la SOMIMON comprend 15000 parts sociales à 16 euros, soit un montant global de 240 000 euros.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Le Conseil d'administration a été informé des changements suivants :

En date du 12 mai 2015

Le conseil a pris acte :

- de la création de « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, suivant décret pris pour application des articles L. 5217-1 et suivants du code général des collectivités territoriales entré en application le 1^{er} janvier 2015.
- de l'entrée en fonction de Mme Mathilde LETERRIER, comme nouvelle représentante permanente de la Caisse des Dépôts et Consignation, en remplacement de Mme Anne Laure DELATTRE, suivant décision prise le 5 mars 2015 par la Direction Régionale de la Caisse des dépôts et consignations pour la Région Languedoc Roussillon.
- de la nomination par l'Assemblée départementale (18 décembre 2014) de Mme Chrystelle DALLING, comme représentante permanente du Conseil Général de l'Hérault, en remplacement de Mr Henri CABANEL.
- de la nomination par l'Assemblée Départementale (17 avril 2015) de Mme Marie-Christine BOUSQUET, comme représentante permanente du Conseil Départemental de l'Hérault, en remplacement de Mme Chrystelle DALLING.

En date du 15 décembre 2015

Le conseil a pris acte :

- de l'entrée en fonction de Mme Isabelle TOUZARD, comme nouvelle représentante de Montpellier Méditerranée Métropole, en remplacement de Mr Jean-François AUDRIN, suivant délibération des membres du Conseil de Métropole en séance ordinaire du 22 juillet 2015.

Au 31 décembre 2015 la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration se présentaient ainsi :

ACTIONNAIRES	% GLOBAL	% PARTIEL	ADMINISTRATEURS	ACTIONS
COLLECTIVITES LOCALES	58			
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE		42	Mr Christophe COUR Mme Isabelle TOUZARD Mr Renaud CALVAT Mr Yvon PELLET	6300
VILLE DE MONTPELLIER		8	Mme Brigitte ROUSSEL GALIANA	1200
DEPARTEMENT DE L'HERAULT		8	Mme Marie-Christine BOUSQUET	1200
ORGANISMES CENTRAUX	24			
C.D.C.		24	Mme Mathilde LETERRIER	3600
ORGANISMES LOCAUX DIVERS	18			
C.C.I.		8	Mr Marc SENTOURENS	1200
CHAMBRE D'AGRICULTURE		4	Mr Jean-Luc LEYDIER	600
C.R.C.A.		4	Mr Pierre-Marie PEZET	600
B.R.L. Participations		2	non représenté	300
TOTAL	100	100		15000

Commissaires aux comptes :

TITULAIRE : Cabinet CAMOIN-PEREZ Associés

SUPPLEANT : Monsieur Christian PEREZ

SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice 2015, le Conseil d'Administration s'est réuni le 12 mai et le 15 décembre.

ASSEMBLEE GENERALE

Au cours de l'exercice 2015, une Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est tenue le 16 juin 2015.

NEGOCIATION ANNUELLE

La Négociation Annuelle, au cours de laquelle figurent notamment à l'ordre du jour l'organisation du travail et les rémunérations du personnel, s'est tenue les 9 et 11 décembre 2015.

EFFECTIF DE LA SOCIETE

L'effectif de la Société, au 31/12/2015, s'élève à 16 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET GE.

SOCIETE DANS LAQUELLE LA SOMIMON A PRIS UNE PARTICIPATION

La Somimon est actionnaire de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine, Société Anonyme d'Economie Mixte :

Domiciliation du siège social : 45 Place Ernest Granier, Etoile Richter, 34960 Montpellier

Capital social : 5.894.000 €

Date de constitution : 1976

Montant de la participation : 1 424 €

Nombre de titres : 89

Représentant de la Société : Mr Christophe COUR

Les comptes de l'exercice 2015 seront approuvés par les organes délibérants dans les délais légaux.

LISTE DES MANDATS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

(voir tableau page suivante)

MANDATS ET FONCTIONS EXERCEES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX DANS D'AUTRES SOCIETES - En application de la Loi 2001-420 du 15 mai 2001 relatives aux Nouvelles Régulations Economiques (N.R.E.), l'Assemblée des associés est informée des mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés au cours de l'exercice 2015.

Administrateurs	Représentant	Mandats et Fonctions exercés	Sociétés
Mr Christophe COUR	Montpellier Méditerranée Métropole	Président Adjoint au Maire Conseiller Gérant	MERCADIS-SOMIMON VILLE DE MONTPELLIER MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ATOLL COME
Mme Isabelle TOUZARD	Montpellier Méditerranée Métropole	Maire Vice-présidente Administratrice Représentante Métropole (suppléant) Présidente Membre du Conseil d'Administration Membre de l'Association Administratrice Représentant Métropole (titulaire)	Commune de MURVIEL LES MONTPELLIER MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE MERCADIS-SOMIMON ETS PUBLIC FONCIER Languedoc-Roussillon AGENCE LOCAL ENERGIE MISSION LOCALE DES JEUNES OFFICE TOURISME ET CONGRES REGIE DES EAUX ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX ARTS
Mr Renaud CALVAT	Montpellier Méditerranée Métropole	Maire Conseiller communautaire spécial Administrateur Membre de l'Assemblée spéciale Administrateur Président Président Président Vice-Président	Commune de JACOU MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE MERCADIS-SOMIMON SAAM Montpellier EVENTS Complexe funéraire Grammont SIVOM des 3 rivières SIAE Synd. intercommunal col. voie domitienne
Yvon PELLET	Montpellier Méditerranée Métropole	Maire Conseiller délégué Conseiller Départemental Administrateur Président du Conseil d'Administration	Commune de ST GENIES des MOURGUES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANTON DU CRES MERCADIS-SOMIMON FDI GROUPE
Mme Brigitte ROUSSEL GALIANA	Ville de Montpellier	Adjointe au Maire Administratrice	VILLE DE MONTPELLIER MERCADIS-SOMIMON
Mme Marie-Christine BOUSQUET	Département de l'Hérault	Maire Vice-présidente Présidente Administratrice	Commune de LODEVE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT CC LOVEVOIS LARZAC MERCADIS-SOMIMON
Mme Mathilde LETERRIER	Caisse des Dépôts et Consignations	Chargé de Développement Territorial Administratrice Administratrice Administratrice Administratrice Administratrice	CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS MERCADIS-SOMIMON SAIEM DE MENDE SA ELIT SEMIGA SAT
Mr Marc SENTOURENS	Chambre de Commerce et d'Industrie	Membre associé Administrateur	C.R.C.I. MERCADIS-SOMIMON
Mr Jean-Luc LEYDIER	Chambre d'Agriculture de l'Hérault	Président Administrateur Président	Chambre d'Agriculture Filière F & L MERCADIS-SOMIMON OP COFRUID'OC
Mr Pierre Marie PEZET	C.R.C.A.M. du Languedoc	Directeur du Centre d'Affaires Administrateur	CREDIT AGRICOLE du LANGUEDOC MERCADIS-SOMIMON

B - ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2015

B.1 – ACTIVITES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les services de la Métropole ont interrompu les démarches patrimoniales entreprises par des grossistes du MIN souhaitant s'implanter dans le périmètre de référence du MIN.

Plusieurs décisions d'installations, de travaux et de modification réglementaire ont vocation à dynamiser l'allée marchande, renforcer le MIN et la mise en marché des productions agricoles locales.

- a) **Les Ateliers de Transformation :** collectivités (Ville, MMM, CD34, Région), FranceAgrimer services vétérinaires (DDPP), LRIA, Coop de France LR, restauration collective, GMS sont associés à différents niveaux à ce projet. Mercadis capitalise sur son expérience du travail collaboratif, sur son statut renforcé et sur ses compétences sanitaires et techniques pour compenser une carence en outils industriels en région. Ce projet renforce l'image du MIN, mais aussi demain du quartier et de la ville, permet de valoriser les productions locales, et de créer / maintenir des emplois (secteurs primaires et secondaires) sur le territoire.
- b) **L'extension du MIN.** Les propriétaires d'une partie des entrepôts implantés sur les parcelles connexes au MIN se sont rapprochés de la SOMIMON pour en proposer la cession. Ces parcelles permettront de bénéficier de marges de manœuvre afin de mener plus confortablement des opérations « tiroir » qui permettront d'implanter des opérateurs apportant une complémentarité aux opérateurs du MIN. L'emprise du MIN n'a pas évolué depuis sa création (1962) (contrairement à la population de sa zone de chalandise). Face au manque de foncier, le risque est de voir s'éparpiller les opérateurs au détriment de l'intérêt général et du maintien des emplois productifs et logistiques régionaux.
- c) **Le projet de modernisation du secteur alimentaire** n'a pas obtenu les financements nécessaires pour le réaliser. Les travaux / installations entrepris régulièrement suivent le schéma directeur. La concentration des horaires et donc le dynamisme de cette filière s'en trouvent impactés.
- d) **Le développement du pôle horticole.** Les 2 grossistes horticoles installés sur le pôle horticole concurrentiel de Gigan souhaitent investir sur le MIN. Cette installation ferait du MIN un acteur régional très attractif face aux transporteurs qui chargent en Hollande et concurrencent nos grossistes régionaux. La proximité d'un grossiste (en particulier en plantes) permettant de créer pour les producteurs de plantes « Sud de France » un nouveau courant d'affaires à construire avec la FNPHP (Fédération Nationale des Producteurs Horticulteurs Pépiniéristes).
Un permis de construire sera déposé (approx. 1300 m²).

REGLEMENTATION

- a) Article 9 « condition d'exploitation des emplacements mis à disposition » : a été complété de l'article 9 bis

Article 9 bis - Liberté de la concurrence et destination des emplacements

Les bâtiments destinés à la vente au carreau sont affectés à des grossistes faisant leur vente sur le carreau et les activités logistiques des grossistes à service complet sont dirigées vers d'autres bâtiments destinés à cet effet - sauf dérogation accordée par le gestionnaire.

Les autorisations d'occupation d'emplacement sont délivrées par le gestionnaire dans le respect du principe de libre exercice de la concurrence, en application notamment de l'article L. 420-1 du code de commerce et ne doivent pas avoir pour effet de créer ou de favoriser une situation de position dominante sur le marché au profit d'une entreprise.

- b) Une annexe a été créée portant sur le règlement sanitaire espaces communs des ateliers de transformation.

B.2 - MOUVEMENTS

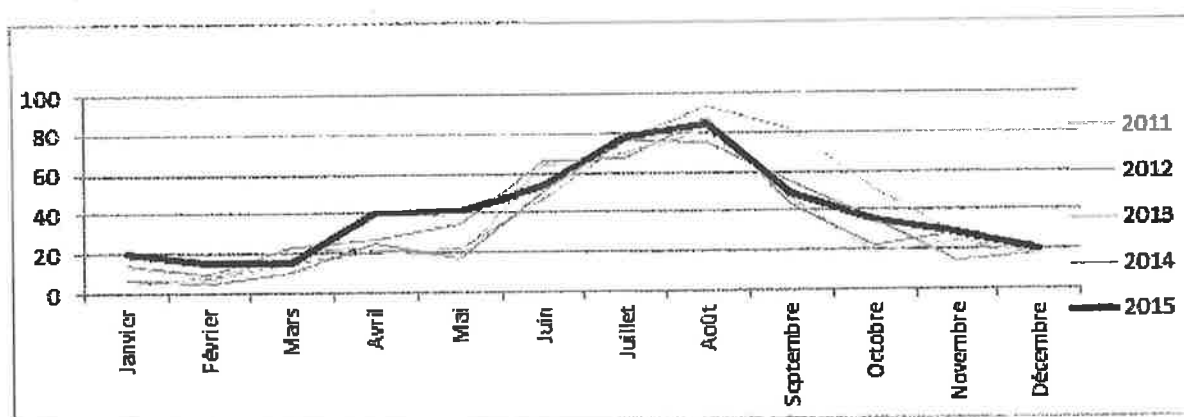
84 producteurs ont mis en marché leur production sur le MIN :

- 47 permanents (-5 / 2014)
- 37 saisonniers (= / 2014)

CARREAU DES PRODUCTEURS

	Arrivées	Départs	Motifs / commentaire	Commune
Permanents				
CLAPIER Michel		X	Retraite	Canet (34)
VIDAL – BLAZY		X	Retraite	Lattes (34)
ROUSSEAU		X	Baisse d'activité	St Laurent d'Aigouze (30)
RETAUX		X	Liquidation judiciaire	Berre l'Etang (13)
TUDELA		X	Baisse d'activité (passe saisonnier)	Mauguio (34)
RUIZ Manuel		X	Retraite	Vic la Gardiole (34)
RUIZ MANZANARES	X		Succession de RUIZ Manuel	Vic la Gardiole (34)
Saisonniers				
MASSEBAU JEANINE	X		Fromages	12
FOULQUIER	X		Légumes variés	34
NETO SIMOES	X		Légumes variés	34
RIPAUD SANDRINE	X		Confitures et sirops de fruits	48
VIALA	X		Fraises	12
BORDEIANU	X		Kiwis	30
TERUEL	X		Kiwis	30
TUDELA	X		Kiwis	34
CAUSSEL		X	Huitres et moules de méditerranée	34
CHEVE		X	Framboises et produits dérivés	34
RUL		X	Pommes de terres, pois chiches	81
BACARESSE		X	Abricots pêches	34
CHRISTOL		X	Légumes variés	34
COSTES		X	Pleurottes	12
DEDIES		X	Noisettes	11
Approvisionnement				
JOAO Michel		X	Arrêt des apros chez Hexagro	Lansargues (34)

La fréquentation des producteurs saisonniers ci-dessous s'inscrit dans une moyenne haute.



CONCESSIONNAIRES (Hors stade de détail (détaillants et restaurants))

	Arrivées	Départs	Activité
Fruits et légumes			
ARISTIDE	X		Semi-grossiste
HK FRUITS ET LEGUMES		X	Grossiste
HAJJAJI NACER		X	Grossiste
Distributeur alimentaire			
SODIPREX		X	Impayés
BIBOL		X	Arrêt d'activité sur le MIN
TRIBOU		X	Arrêt d'activité sur le MIN
	Extension	Diminution	Commentaire
Fruits et légumes			
MK BIO	X		Grossiste Blo
LA MONTPELLIERAINE DE FRUITS ET LEGUMES		X	Semi-grossiste (Intérêt du service)

ATELIERS DE TRANSFORMATION

	Arrivées	Départs	Activité sur le MIN	Commune
LABEL D'OC	X		Production de conserve	Rogue (34)
LE DETOUR	X		Production de bière	Baillargues (34)
CLARELIA	X		Logistique de plats homogénéisés et diététiques (production est aujourd'hui sous-traitée dans le 65, le 34 et le 48).	Baillargues (34)
LE GOÛT DU BOEUF	X		Découpe et maturation de viande	St Jean de Védas (34)

HALLE HORTICOLE

Arrivée	Départs	Commentaire	Commune
PRUNIER Axel		Feuillage	Mélagues (48)
	SUBLIFLOR	Manque d'activité	Lunel (34)

HÔTEL LOGISTIQUE AVEC CONCIERGERIE (Hors stade de détail (détaillants et restaurants))

	Arrivées	Départs	Activité	Commune
Fruits et légumes				
SI BIO	X		transformateurs de jus de fruits et légumes	(66)
RICHAUD Daniel	X		Producteurs	(34)
RUIZ Manuel	X		Producteurs	(34)
JOUT Driss		X	Producteurs	(34)

Distributions alimentaires au stade de gros				
CERMINARA PINO,	X			
FOOD DESTOCK	X			
HASSAN MOHAMED	X			
DISTRI SAVEURS	X			
EL BEKIRI ADNEN	X			
GORCHANE AMIMI INES	X	X		
SODIPREX		X		
SODIVOIRE	X		Succession de SODIPREX	
CHINA FAST FOOD		X		
LA SALAISON PERTUISIENNE		X		
CONSERVES DU CROQUANT		X		
PROVENCE PLATS		X		
DELICE VIANDES		X		
LACENTRALE des PRODUCTEURS		X		

Mouvements AUTRES SERVICES

	Arrivées	Départs	Activité
LA POSTE	X		Courrier pour professionnels
GESS 34	X		Groupement d'entreprises sociales et solidaires
CARRIERE FORMATION CONSEIL	X		
PSA SECURITE		X	
UREI		X	Installée à Réalis
DESTRAGOG		X	

B.3 -VIE ET FONCTIONNEMENT DU MIN

Le Comité Technique Consultatif de Mercadis (CTC) s'est réuni le 25 novembre 2015.

Le PV est adressé à l'ensemble des concessionnaires/producteurs/acheteurs abonnés (approximativement 220 professionnels).

M. Rinaldi a été nommé pour représenter la filière horticole au Comité Technique Consultatif.

La Commission Horticole s'est réunie le 29 janvier 2015.

Les rendez-vous professionnels de MERCADIS

Jeudi 26 mars Lancement de la marque Sud de France sous la halle horticole.

27 > 29 mars Partenariat avec le salon Méditerranée à Déguster

1^{er} > 8 juillet Rencontre entre opérateurs locaux et responsables nationaux de la GMS (produits frais + produits locaux)

Dimanche 15 nov. Eliminatoires de l'Oscar des jeunes fleuristes (107 participants)

Clients Professionnels			Particuliers	Autres
MIN	Nouveau x	Livrés depuis le MIN	Invités	Candidats, Institutionnels...
47	5	8	22	25

Lundi 2 nov. Rencontres entre opérateurs locaux et responsables de la MMM
afin de développer l'approvisionnement de proximité de la Restauration Scolaire.

Lundi 16 nov. Accueil des conférenciers (45) de la rencontre internationale sur les « Politiques Alimentaires Urbaines » organisée par la Chaire Unesco, Cirad, SupAgro
Présentation du MIN (carreaux producteurs, grossistes, Ateliers de transformation...)
18 nationalités étaient présentes (dont le Ministre du Mali délégué au Développement rural).

Jeudi 26 nov. Réunion entre les directeurs des MIN du sud de la France (10)
et les responsables nationaux du Groupe Casino (produits frais)

Mercredi 2 déc. Accueil de responsables de coopératives chinoises (organisé par l'Association pour la Coopération Economique et Culturelle),

Samedi 5 déc. Opération promotionnelle de Le Friboul

Samedi 12 déc. Grande braderie de Noël du Secours Populaire

Mercredi 15 déc. AG de la fédération française des marchés de gros de France

Lundi 16 déc. Mercadis fête Noël

B.4 – RAPPORT FINANCIER

La SOMIMON dégage un résultat de 11 K€, conforme au résultat attendu.

Ce résultat à l'équilibre s'inscrit dans une politique ambitieuse de co-investissement avec les opérateurs :

- pôle transformation (création d'un atelier, de vestiaires communs...).
- travaux de modernisation du secteur fruits et légumes, du bureau de poste.

a) Analyse détaillée des variations de charges

Les charges d'exploitation progressent : + 55 K€.

Achats : diminution de 12 K€ / 2014.

Malgré une forte augmentation de l'électricité : +25 K€ : (hausse du prix + hausse de la consommation refacturée - opérations de congélation).

Fournitures et Petits Equipements -27 K€ : l'investissement et le désamiantage prennent le pas sur les petits travaux d'entretien.

Services extérieurs : hausse de 25 K€ / 2014.

Entretien Réparation des Biens Immobiliers : +55 K€ travaux de désamiantage de deux entrepôts

Compensé par le remplacement du prestataire informatique et la renégociation de l'assurance.

Les travaux de Gros Entretien diminuent de 26 K€.

Autres services extérieurs : hausse de 34 K€ / 2014.

Appel à un chargé de mission « circuits-courts » en intérim en année pleine (voir demande financement chap. développement).

Recours à un PMAD informatique en temps partagé (dernier trimestre 2015).

Impôts et taxes : hausse de 2 K€ / 2014.

Charges de personnel : en baisse de 2 K€ / 2014.

Un temps plein recruté au service exploitation (bénéficiant d'une prime à l'embauche) compensé par la fin d'un contrat en alternance au service technique.

Autres charges de gestion : en hausse de 7 K€ / 2014

La redevance de concession, indexée sur l'indice Construction, diminue de 2 K€.

Les pertes pour créances irrécouvrables (+9 K€) sont compensées par des reprises de provisions pour clients douteux.

Charges financières : baisse mécanique de 2 K€ / 2014.

Dotations aux amortissements et provisions diminuent de 27 K€

Aucune provision pour risques et charges d'exploitation en 2015 contrairement à 2014 qui a enregistré deux litiges (tous deux soldés en faveur de la SOMIMON).

La provision pour Gros Entretien diminue de 19 K€ pour s'établir à 200 K€ suivant le plan de de gros entretien.

La provision pour amortissement de caducité des fonds propres (+13 K€ / 2014) va continuer de s'accroître. La poursuite de la politique d'investissements contribuera à un accroissement d'autant plus rapide de cette provision que le terme de la concession se rapproche (déc. 2028). Une prolongation de 10 ans de la concession permettrait à la SOMIMON de bénéficier d'une diminution de charges d'environ 45 K€ / an.

Provisions pour clients douteux (+2 K€) se maintiennent à un niveau élevé.

b) Analyse détaillée des variations de produits

Le chiffre d'affaires progresse très légèrement : + 7 K€

Recettes frigorifiques : hausse de 13 K€ / 2014.

La hausse des recettes de prestations et stockage commun (+69 K€) est compensée par la baisse des recettes de stockage en privatif.

Recettes de location : baisse de 31 K€ / 2014.

Cette baisse est due aux carences sur plusieurs entrepôts.

Poursuite de la diminution (-9 K€) des locations de carreaux de la halle horticole.

La hausse des recettes des entrepôts agroalimentaires (+14 K€) reflète la politique de recentrage du MIN vers son activité.

Plusieurs entrepôts non alimentaires libérés (-32 K€) font l'objet de projets d'installation sur de l'activité alimentaire sur 2016 (atelier de transformation, grossistes).

Produits divers : hausse de 6 K€ / 2014.
Charges refacturées : hausse de 5 K€ / 2014

Produits des activités annexes : hausse de 11 K€ / 2014
 Recettes publicitaires finançant le guide d'accueil.

Produits financiers : hausse de 1K€ /2014

Reprises sur amortissements et provisions : hausse de 39 K€

Le suivi du plan de Gros Entretien, ainsi que le volume des travaux ont généré une reprise de 233 K€ de provisions (+27 K€ / 2014).

Reprise / provision pour risque et charges : 13 K€ (clôture du litige Régalice en faveur de la SOMIMON)

Reprise / provision dépréciation : hausse de 17 K€

DELAIS DE REGLEMENT

Conformément à l'article L441-6-1 et à l'article D441-4 du code de commerce, les administrateurs sont informés qu'à la date de clôture de l'exercice le solde des dettes à l'égard des fournisseurs se décompose par date d'échéance comme suit :

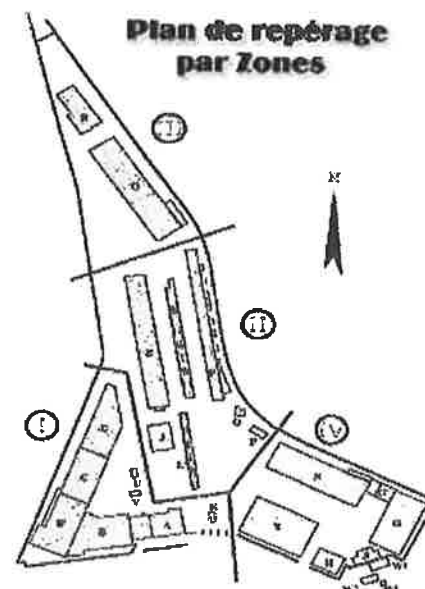
Délais de règlement	2015		2014	
0 à 30 jours	113 507,34	49%	161 230,46	75%
30 à 60 jours	84 118,95	36%	14 203,19	7%
60 à 90 jours	2 392,45	1%	32 945,46	15%
Plus de 90 jours	33 055,21	14%	5 452,17	3%
Total	233 073,95	100%	213 831,28	100%

TRAVAUX ET INVESTISSEMENTS REALISES SUR 2015 - SYNTHESE

Désignations	Gros Entretien	Investissements		Fonctionnement	TOTAL HT
		renouvelables	non renouv.		
Zone I	34 853,00				34 853,00
Zone II	5 343,66				5 343,66
Zone III					-
Zone IV	97 773,22		39 463,35		137 236,57
Zone V - Parties communes	36 317,38				36 317,38
INSTALLATIONS GENERALES		871,00			871,00
MATERIEL INFORMATIQUE		2 747,03			2 747,03
MOBILIER MAT. DE BUREAU		1 256,93			1 256,93
MATERIEL & OUTILLAGE		33 653,42			33 653,42
AGENCEMENTS ENTREPOTS		124 865,57			124 865,57
ETUDES AMENAGEMENT DU SITE				15 300,00	15 300,00
DESAMIANPAGE Bât C				41 631,00	41 631,00
DESAMIANPAGE Bât N				16 923,00	16 923,00
Totaux	174 287,26	163 393,95	39 463,35	73 854,00	450 998,56

Travaux de gros entretien 2015

Désignation	Euros HT
Zone 1 – Façades, Peinture, Serrurerie	11 123,00
Zone 1 – Isolations	23 730,00
Zone 2 – Façades, Peinture, Serrurerie	1 585,00
Zone 2 – Isolations	3 758,66
Zone 4 – Sols intérieurs	25 488,25
Zone 4 – Couvertures, Bardages, Etanchéités	17 950,57
Zone 4 – Façades, Peinture, Serrurerie	3 223,38
Zone 4 – Isolations	51 111,02
Zone 5 – Voiries	2 290,00
Zone 5 – Réseaux Secs	11 237,38
Zone 5 – Réseaux Humides	14 710,00
Zone 5 – Ingénierie	8 080,00
Total	174 287,26



Charges significatives de fonctionnement 2015

Désignation	Euros HT
<u>Travaux non provisionnés au plan des Gros Entretiens</u>	
Isolations Zone 1	10 860,00
Isolations Zone 4	47 300,02
Réseaux secs	10 052,38
Réseaux humides	11 743,00
<u>Dépassements budgétaires des provisions G.E. constituées</u>	
Ingénierie	5 251,00
<u>Etudes - Honoraires</u>	
Etude d'aménagement du site	15 300,00
Etudes énergétiques	18 306,00
<u>Prévention et autres réparations significatives</u>	
Travaux de désamiantage Bât C	41 631,00
Travaux de désamiantage Bât N	16 923,00
	177 366,40

Biens renouvelables – investissements 2015

n° Immo	Désignation	Montant HT
897	Extincteurs (1) Marché	110,21
898	Extincteurs (4) Entrepôt Frigo	954,16
899	Structure Ch Froide Congel N0060	12 065,10
900	Porte Ch Froide Congel N0060	2 630,00
901	Tableau Elec Ch Froide Congel N0060	1 109,91
902	Groupe Ch Froide Congel N0060	2 168,62
903	Evaporateur Ch Froide Congel N0060	1 571,90
904	Climatisation Bureau Directeur	871,00
905	Enregistreur Températures E2 Bât C	17 867,17
906	Mobilier Salle de réunion A0080	708,83
907	Bacs à déchets 660l gris (7)	1 052,70
908	Bacs à déchets 660l marron (5)	769,68
909	Bacs à déchets 120l vert (10)	329,33
910	Bacs à déchets 120l gris (11)	356,05
911	Serveur Lenovo Contrôle Accès	925,34
912	PC Lenovo n°20 Mission	886,34
913	PC Lenovo n°20 Compta 1 - Montels	935,35
914	Chaises (30) Salle de réunion RDC	548,10
915	Lave-bottes vestiaire commun	3 000,00
916	Aménagement N0070 Label d'Oc	94 367,83
917	Enregistreur Températures E2 Bât N	9 214,12
918	Chambre Froide Bât P	6 472,21
919	Réseau électrique Bât P	4 480,00
		163 393,95

C – SITUATION FINANCIERE

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	2011	2012	2013	2014	2015
Chiffre d'affaires net	2 562	2 613	2 771	2 703	2 709
Reprise provisions gros entretiens	246	229	225	206	233
Production immobilisées et Subvention Exploit.		2	0	0	0
Transfert de charges		20	12	6	2
Produit de l'exercice	2 808	2 864	3 008	2 915	2 944
Achats et charges externes	1069	1143	1211	1200	1248
Autres charges	239	233	247	242	249
Valeur ajoutée	1500	1488	1550	1473	1447
Impôts et taxes	58	59	48	40	43
Frais de personnel	964	977	968	946	944
Excédent brut d'exploitation	478	452	534	486	460
Reprise amortissement et provisions	58	0	4	5	34
Dotations amortissements et provisions	590	518	557	530	522
Résultat d'exploitation	-54	-65	-20	-40	-28
Résultat financier	84	58	44	53	55
Résultat exceptionnel	7	27	-7	-1	0
Impôt Société & Intéressement Salariés	32	19	12	8	16
RESULTAT NET COMPTABLE	6	1	6	4	11

TABLEAU D'ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE

	2011	2012	2013	2014	2015
CAPITAUX PROPRES	1 064	1 065	1 071	1 074	1 085
EMPRUNTS A LMT > 1 AN	287	240	190	138	85
AUTRES RESSOURCES	309	319	347	359	379
CAPITAUX PERMANENTS	1 660	1 623	1 607	1 572	1 549
IMMOBIL. NETTES	5 817	5 892	5 877	5 864	5 974
AMORT. & PROVISIONS	6 063	6 184	6 334	6 487	6 594
FONDS DE ROULEMENT	1 907	1 915	2 064	2 195	2 170
CLIENTS, AUTRES CREANCES & cptes régul. actif/passif	236	277	359	417	512
FOURNISSEURS ET AUTRES	261	268	287	360	370
DETTES FISCALES & SOCIALES	508	499	496	530	580
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	2	1	2	3	5
DETTES FINANCIERES < 1 AN	46	48	50	52	54
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	581	538	475	529	497
TRESORERIE ACTIF DISPO.	2 488	2 453	2 539	2 724	2 666
TRESORERIE contrôle : val mob placement + disponibilités	2 488	2 453	2 539	2 724	2 666

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2015 12</i>	<i>31/12/2014 12</i>	<i>31/12/2013 12</i>	<i>31/12/2012 12</i>	<i>31/12/2011 12</i>
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	240 000	240 000	240 000	240 000	240 000
Nombre d'actions - ordinaires	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 709 116	2 302 752	1 770 864	2 613 324	2 561 775
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	282 826	333 260	346 895	307 515	322 946
Impôts sur les bénéfices	(210)	(230)	(210)	3 946	2 924
Participation des salariés	16 216	4 346	12 171	15 856	28 796
Dot. Amortissements et provisions	255 849	321 591	329 624	298 236	285 586
Résultat net	10 969	3 533	3 895	575	5 640
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	18	22	22	19	19
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	15	15	15	16	16
Masse salariale	618 544	608 293	637 013	639 772	633 166
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	329 276	358 076	330 674	347 589	340 443

D – PROPOSITIONS D’AFFECTATION DU RESULTAT

L’Assemblée générale, sur proposition du Conseil d’administration, décide d’affecter l’excédent apparaissant au compte de résultat de l’exercice 2015 pour un montant de **10 969,27 €** à la réserve facultative dénommée **AUTRES RESERVES** dont le montant se trouverait ainsi porté de **619 359,66 €** à **630 328,93 €**.

Compte tenu du résultat de l’exercice 2015, les capitaux propres, après affectation, s’établissent à **1 158 733,78 €** contre **1 147 764,51 €** à la fin de l’exercice 2014, et se ventilent comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT 2015	EN EUROS
CAPITAL SOCIAL VERSE	240 000,00
RESERVE LEGALE	24 000,00
RESERVES REGLEMENTEES	
AUTRES RESERVES	630 328,93
RESULTAT DE L'EXERCICE	
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	190 924,42
DROIT DU CONCEDANT	73 480,43
TOTAUX	1 158 733,78

L’assemblée rappelle, conformément à la loi, qu’il n’a pas été distribué de dividende depuis les 5 derniers exercices.

E – PERSPECTIVES D’AVENIR

Les perspectives d’avenir relèvent principalement de la poursuite de la Politique de Développement et de l’évolution de la proposition du Plan d’Evolution Stratégique.

F – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE LA CLÔTURE DE L’EXERCICE ET L’ETABLISSEMENT DU RAPPORT

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Région Languedoc-Roussillon / Occitanie	13 880 102 €	37.65%	85 154	6
Montpellier Méditerranée Métropole	13 104 059 €	35.54%	80 393	6
Ville de Montpellier	3 423 326 €	9.29%	21 002	2
Département de l'Hérault	424 289 €	1.15%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
TOTAL PUBLICS	30 831 939 €	83.63%	189 153	15
Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.02%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.78%	6 294	1
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.50%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.06%	4 650	1
Park and Suites Appart'City Arena	749 963 €	2.03%	4 601	1
Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine	616 955 €	1.67%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.02%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.68%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.35%	798	-
SAS Odysseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.19%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-
Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-
UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-
Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-

Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
TOTAL PRIVES	6 036 868 €	17.07%	37 036	7
TOTAL	36 868 807 €	100.00%	226 189	22

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales
- Les actionnaires privés

En date du 20 novembre 2015, l'Assemblée Générale a décidé d'augmenter le capital social par la création et l'émission de 9 202 actions nouvelles d'un montant nominal de 163 € chacune.

Au 31 décembre 2015, le capital social s'élève donc à 36 869 K€, réparti en 226 189 actions de 163 € chacune. La Ville de Montpellier détient 9,3% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 21 002 actions.

2. ACTIVITES

En 2015, des événements emblématiques ont été reçus dans les 4 équipements gérés par Montpellier Events : le festival I love techno Europe, le championnat d'Europe de basket, le congrès des HLM, ou encore le concert des enfoirés.

Les activités réalisées en 2015 se répartissent ainsi sur les quatre sites:

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
CORUM			
Manifestations économiques	139	180 908	282 314
Manifestations culturelles	122	106 285	106 285
	261	287 193	388 599
ZENITH			
Manifestations économiques	13	18 100	25 900
Manifestations culturelles	49	125 793	125 793
	62	143 893	151 693
PARC EXPO			
Manifestations économiques	72	471 667	507 873
Manifestations culturelles	1	19 800	19 800
	73	491 467	527 673
PARK&SUITES ARENA			
Manifestations économiques	4	21 797	41 049
Manifestations culturelles/sport	62	331 110	331 110
	66	352 907	372 159
TOTAL	462	1 275 460	1 440 124

MANIFESTATIONS PAR MARCHE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
POLE SALONS			
Salons MONTPELLIER EVENTS	6	165 983	165 983
	6	165 983	165 983
POLE MICE			
Congrès & Institutionnels	104	95 193	218 965
Salons et concours	62	327 312	354 144
Corporate	56	103 984	118 044
Sport	38	162 593	162 593
	260	689 082	853 746
POLE SPECTACLE			
Spectacles	93	337 584	337 584
	93	337 584	337 584
CULTURE			
Concerts et spectacle Culture	103	82 811	82 811
	103	82 811	82 811
TOTAL	462	1 275 460	1 440 124

L'activité 2015 est stable par rapport à 2014 en nombre de manifestations (462 sessions contre 475 en 2014) mais en hausse en nombre de journées participants : 1 440 124, soit +19,5% (1 205 016 en 2014).

Le comparatif par marché donne les tendances suivantes au cours de l'exercice 2015 :

- Pôle ou marché des salons organisés : recul de 7% du nombre de journées participants par rapport à 2014
- Pôle ou marché du MICE (Meeting Industrie, Congrès & Events) regroupant les congrès, le corporate (conventions d'entreprises), les salons accueillis et le sport : hausse de 41% du nombre de journées participants par rapport à 2014
- Pôle ou marché des spectacles qui désigne tous les concerts et spectacles et événement culturel (Orchestre Opéra de Montpellier / festival radio France / Montpellier danse) : stable par rapport à 2014

3. PERSONNEL

Le nombre de salariés au 31/12/2015 est de 122 salariés dont 5 personnes en CDD et 1 mandataire social. Le montant de la masse salariale pour l'exercice 2015 s'élève à 5 306 K€ contre 5 181 K€ en 2014.

4. COMPTES ANNUELS

a) Compte de résultat

COMPTES ANNUELS	2014	2015	Variations
Produits d'exploitation	27 324 934 €	30 679 123 €	12,3%
<i>dont CA</i>	26 404 766 €	29 763 436 €	12,7%
Charges d'exploitation	27 809 554 €	30 502 638 €	9,7%
Résultat d'exploitation	-484 620 €	176 484 €	136,4%
Produits financiers	8 826 €	10 706 €	21,3%
Charges financières	1 019 166 €	979 209 €	-3,9%
Résultat financier	-1 010 340 €	-968 503 €	4,1%
Produits exceptionnels	843 191 €	544 818 €	-35,4%
Charges exceptionnelles	935 658 €	482 898 €	-48,4%
Résultat exceptionnel	-92 467 €	61 919 €	167,0%

Impôts sur bénéfice	0 €	- 6000 €	NA
Résultat net	- 1 587 427 €	- 724 099 €	54,4%

Le chiffre d'affaires 2015 s'établit à 29 763 K€ contre 26 405 K€ pour l'exercice 2014, soit une augmentation de 12,72% (+3 354 K€).

Cette hausse est due aux évolutions suivantes :

- +20% pour le parc des expositions
- +16,6% pour le Corum
- +5,7% pour l'ARENA
- -18% pour le ZENITH

- Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 30 679 K€ sur l'exercice 2015, soit une hausse de 12,27% par rapport à 2014.

Le total des charges d'exploitation augmente de 9,68% entre 2014 et 2015. Il s'élève au 31 décembre 2015 à 30 503 K€ contre 27 810 K€ en 2014. La hausse des charges est inférieure à celle des produits d'exploitation. Il est noté une évolution de la masse salariale limitée à +2% alors que le chiffre d'affaires évolue de +12,7%.

Le résultat d'exploitation 2015 devient positif à 176 K€ contre un déficit de -485 K€ en 2014. Cette évolution s'explique par l'accroissement de l'activité combiné à une maîtrise des charges.

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2015 est négatif, il s'établit à -969 K€ (contre -1 010 K€ en 2014). Il est noté une baisse de 3,92% des charges financières grâce à la baisse du capital restant dû des emprunts.

Le résultat courant 2015 s'établit à -792 K€ contre -1 495 K€ en 2014.

- Résultat net

Après le résultat exceptionnel positif de 62 K€ le résultat net s'élève à -724 K€ en 2015 contre un résultat de -1 587 K€ en 2014.

b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du bilan est en baisse d'un exercice sur l'autre, s'établissant au 31 décembre 2015 à 73 803 K€ contre 75 786 K€ à fin 2014. On peut noter une variation à la hausse de l'actif circulant (+1 147 K€) alors que l'actif immobilisé diminue de 3 130 K€.

- Au passif du bilan

Capitaux propres : Les capitaux propres sont passés de 26 482 K€ en 2014 à 27 258 K€ à la clôture de l'exercice 2015, après augmentation du capital et affectation du résultat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2015.

Le Conseil prend acte du rapport.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

AU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE MONTPELLIER

SAEML MONTPELLIER EVENTS

EXERCICE 2015

Les administrateurs

Mme Chantal LEVY-RAMEAU
M. Pascal KRZYZANSKI

Le présent rapport des Administrateurs représentant la Collectivité au Conseil d'administration de la SAEML MONTPELLIER EVENTS est établi conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Locales.

Il concerne les activités de la Société pour l'exercice 2015

Il comprend les parties suivantes :

1 – Le rapport d'activité

2 – Les comptes de l'exercice

LES ACTIVITES DE LA SOCIETE

I - VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2015

1) Capital social

En date du 20 novembre 2015, l'Assemblée Générale a décidé d'augmenter le capital social par la création et l'émission de 9.202 actions nouvelles d'un montant nominal de 163 euros chacune, réservées à la Région Languedoc Roussillon.

La Région Languedoc-Roussillon a souscrit à l'augmentation de capital par compensation avec son avance en compte courant d'associée.

Le capital est passé de 35.368.881 € divisé en 216.987 actions à **36.868.807 €** divisé en 226.189 actions de 163 euros chacune.

2) Mandataires sociaux

Présidente du Conseil d'administration :

Mme Agnès JULLIAN représentant la Région Languedoc Roussillon

Aucune rémunération de la part de la société au titre de ce mandat

Directeur Général :

M. Antoine PERRAGIN

Administrateur provisoire (remplacement du DG décédé) :

Me Olivier Fabre (remplacement du DG)

Nommé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du 2 Juillet 2015 pour 8 mois.

PM : Le Conseil d'Administration a nommé en date du 1^{er} décembre 2015, un nouveau directeur général, M Cédric FIOLET, pour une prise de fonction au 1er mars 2016.

3) Composition du Conseil d'administration

Au cours de l'exercice, la composition du Conseil d'administration a enregistré les modifications suivantes :

- Le Département de l'Hérault a désigné en date du 17 avril 2015, Monsieur Michaël DELAFOSSE, pour le représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de Montpellier Events en remplacement de Madame Marie-Christine BOUSQUET.
- Montpellier Méditerranée Métropole a désigné en date du 28 avril 2015, Monsieur Jean-Pierre RICO, pour la représenter au Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Gilbert PASTOR
- La Caisse des Dépôts et Consignations a désigné en date du 3 septembre 2015, Monsieur Olivier CAMAU pour la représenter au Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Brice PAQUET.

L'Assemblée Générale du 30 juin 2015, a renouvelé le mandat de censeur de la Banque Populaire du Sud représentée par Monsieur Pierre CHAUVOIS, pour une période de 6 ans qui prendra fin avec l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

4) Représentants

Au 31 décembre 2015, la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration s'établissaient comme suit :

ACTIONNAIRES	REPRESENTANTS des actionnaires	ADMINISTRATEURS et (*)censeurs	CAPITAL/€	Nbre Actions	%
Région Languedoc-Roussillon	A. JULLIAN	J. ABATI D. ALARY J. COLLERAIS A. JULLIAN (Présidente) F. LOPEZ Y. PIETRASANTA	13 880 102	85 154	37,65
Montpellier Méditerranée Métropole	B. TRAVIER	R. CALVAT JL. COUSQUER M. DRAY-FITOUSSI MC. PANOS JP. RICO B. TRAVIER	13 104 059	80 393	35,54
Ville de Montpellier	D. MARTIN- PRIVAT	D. MARTIN-PRIVAT H. MAILLET	3 423 326	21 002	9,29
Département de l'Hérault	M. DELAFOSSE	M. DELAFOSSE	424 289	2 603	1,15
Ville de Pérols	JP. RICO		163	1	0,00
TOTAL PUBLICS			30 831 939	189 153	83,63
Crédit Mutuel Méditerranéen	C. MARCOT		1 114 105	6 835	3,02
Caisse des Dépôts et Consignations	O. CAMAU	O. CAMAU	1 025 922	6 294	2,78
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	J.F. MANLHIOT	J.F. MANLHIOT	921 439	5 653	2,50
Comité de la Foire	J. BRIN	(*) J. Brin	757 950	4 650	2,06
Groupe Park & Suites/Appart'City	P. DENIZET	(*) P. Denizet	749 963	4 601	2,03
Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine	C. PEREZ	(*) C. Perez	616 955	3 785	1,67
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	A. DELJARRY	A. DELJARRY	374 248	2 296	1,02
SAS Financière de Participation BPS (Banque Populaire du Sud)	P. CHAUVOIS	(*) P. Chauvois	250 694	1 538	0,68
Sas La CITADELLE (Groupe CASSIOPEA)	F. DIDELOT		130 074	798	0,35
SAS Odysséum (Groupe CASSIOPEA)	F. DIDELOT		69 927	429	0,19
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	M. MAURY		8 150	50	0,02
Chambre des Métiers de l'Hérault	C. LOPEZ		3 260	20	0,01
UMIH 34	J. MESTRE		2 445	15	0,01
Les Chevaliers du Cep	A. CAUSSE		2 282	14	0,01
Autres privés (5)			9 454	58	0,03
TOTAL PRIVES			6 036 868	37 036	16,37
TOTAL	24 actionnaires	18 administrateurs (*) + 4 censeurs	36 868 807	226 189	100

Les administrateurs ne perçoivent pas de jetons de présence

5) Commissaires aux comptes

L'Assemblée générale du 30 juin 2015 a nommé pour une durée de six exercices, qui prendra fin lors de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020 :

- M. Alain CAMOIN, représentant de la société CAMOIN-PEREZ Associés, en qualité de commissaire aux comptes titulaire,
- M. Christian PEREZ, en qualité de commissaire aux comptes suppléant.

6) Séances du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'est réuni aux dates suivantes:

- le 26 février 2015
- le 30 avril 2015
- le 30 juin 2015
- le 15 juillet 2015
- le 14 octobre 2015
- le 1^{er} décembre 2015

7) Assemblée Générale

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie :

- en AGO le 30 juin 2015
- en AGE le 20 novembre 2015

8) Personnel

Au 31 décembre 2015 les effectifs de la Société étaient de 122 salariés, dont 5 personnes en contrat à durée déterminée et 1 mandataire social (administrateur provisoire)

9) Prise de participation significative dans des Sociétés

Néant

10) Faits Significatifs depuis la fin de l'exercice

- ✓ Prise de fonction du nouveau Directeur Général, Cédric FIOLET
- ✓ Renouvellement des instances de la société suite à la désignation des nouveaux représentants des trois principales collectivités actionnaires et élection du nouveau Président du Conseil d'administration (M. Philippe SAUREL, représentant Montpellier Méditerranée Métropole)

II – ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Une activité quasi-stable par rapport à 2014 en nombre de manifestations (462 sessions contre 475 en 2014) mais en très forte hausse en nombre de journées participants **1 440 124** contre 1.205.016 en 2014 (+19,5 %) grâce à des événements de plus grandes importantes.

Au niveau des 4 sites, tous sont en progression en nombre de journées participants.

Le comparatif par marché donne les tendances suivantes au cours de 2015 :

- ✓ Pôle ou marché des Salons qui désigne les salons organisés par Montpellier Events :

Le nombre de journée participants connaît un léger recul -7%

- ✓ Pôle ou marché du MICE (Meeting Industrie, Congres & Events) regroupant

- Les congrès
- Le corporate (conventions d'entreprises...)
- Les salons accueillis
- Le sport

Plus forte hausse de journées x participants +41%

- ✓ Pôle ou marché des spectacles qui désigne tous les concerts et spectacles et culture qui regroupe, l'Orchestre et l'Opéra de Montpellier, le festival de Radio France et Montpellier Danse :

Stabilité par rapport à l'année précédente

Bilan d'activité

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
CORUM			
Manifestations économiques	139	180 908	282 314
Manifestations culturelles	122	106 285	106 285
	261	287 193	388 599
ZENITH			
Manifestations économiques	13	18 100	25 900
Manifestations culturelles	49	125 793	125 793
	62	143 893	151 693
PARC EXPO			
Manifestations économiques	72	471 667	507 873
Manifestations culturelles	1	19 800	19 800
	73	491 467	527 673
PARK&SUITES ARENA			
Manifestations économiques	4	21 797	41 049
Manifestations culturelles/sport	62	331 110	331 110
	66	352 907	372 159
TOTAL	462	1 275 460	1 440 124

MANIFESTATIONS PAR MARCHE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
POLE SALONS			
Salons MONTPELLIER EVENTS	6	165 983	165 983
	6	165 983	165 983
POLE MICE			
Congrès & Institutionnels	104	95 193	218 965
Salons et concours	62	327 312	354 144
Corporate	56	103 984	118 044
Sport	38	162 593	162 593
	260	689 082	853 746
POLE SPECTACLE			
Spectacles	93	337 584	337 584
	93	337 584	337 584
CULTURE			
Concerts et spectacle Culture	103	82 811	82 811
	103	82 811	82 811
TOTAL	462	1 275 460	1 440 124

III – PRESENTATION DES COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2015

Les comptes qui concernent l'activité des 4 sites Corum, Zénith Sud, Parc des Expositions et Park&Suites Aréna sont présentés selon les règles légales et réglementaires en la matière.

Le Chiffre d'affaires s'établit à 29.763.436 € contre 26 404 766 € soit une augmentation de 12,72% (+3.358.670 €).

Cette croissance à deux chiffres est le fruit d'évolutions différentes selon les sites :

Très belles progression pour le Parc Expo (+20%), le CORUM (+16.6%) et l'ARENA (+5.7%) mais recul pour le ZENITH (-18%).

Cette année a enregistré également un record en nombre d'évènement accueillis ...

Des évènements parmi les plus emblématiques dans leurs domaines ont été reçus dans les 4 équipements de Montpellier Events, par exemple :

- *Le Championnat d'Europe de Basket*
- *Le congrès des HLM*
- *Concert des Enfoirés*
- *I Love Techno Europe*

Au global le taux d'occupation atteint son record à 32,5%.

Seule difficulté permanente pour la société, le développement de l'activité salon-propriétaire.

1) Les comptes de résultat

1-1 Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 30.679.123 € en 2015 contre 27.324.933 € en 2014 soit une augmentation de +12,27 %.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 30.502.638 € en 2015 contre 27.809.553 € en 2014 soit une augmentation (+9.68 %) moins que proportionnelle à celle du Chiffre d'affaires,

A l'intérieur de ces charges d'exploitation, il est à noter une excellente maîtrise de la masse salariale qui n'augmente que de 2% malgré la hausse de l'activité, améliorant ainsi le taux de productivité.

Le résultat d'exploitation s'élève à +176.484 € en 2015 contre -484.619 € en 2014. L'augmentation de l'activité, associée à une excellente maîtrise des charges a permis une amélioration du Résultat d'exploitation qui passe en positif.

Notons au passage que les charges financières baissent également, de -3,92 % grâce à la baisse du capital restant dû des emprunts.

1-2 Résultat financier et Résultat courant

Le résultat financier s'établit à -968.503 € en 2015 contre -1.010.340 € en 2014 soit une amélioration de 42 k€.

Le résultat courant présente donc un déficit réduit à de -792.018 € en 2015 contre 1.494.960 € en 2014.

Le résultat courant s'établit comme suit :

Ratios résultats	2011	2012	2013	2014	2015
Chiffre d'affaires	27 555	25 178	25 821	26 405	29 763
Résultat courant	-2 032	-2 522	-3 622	-1 495	-792
%	-7,4%	-10,0%	-14,0%	-5,7%	-2.7%

1-3 Résultat net

Après un résultat exceptionnel positif de +61.919 €, le résultat net s'élève à -724.099 € en 2015 contre -1.587.426 € en 2014.

2) Le bilan

Le bilan actif et passif 2015 est de 73.803.298 € contre 75.785.697 € en 2014.

A l'actif du bilan, on peut donc noter les variations suivantes en chiffres arrondis, par rapport à l'exercice précédent :

- l'actif immobilisé net est passé de 67.963 K€ en 2014 à 64.833 k€ en 2015
- l'actif circulant net est passé de 7.822 k€ en 2014 à 8.969 k€ en 2015

Au passif du bilan :

- Les capitaux propres ont augmenté en passant de 26.482 k€ en 2014 à 27.258 k€ en 2015
- Les provisions pour risques et charges sont passées de 715 k€ en 2014 à 1.091 k€ en 2015
- Les dettes ont diminué en passant de 48.589 k€ en 2014 à 45.453 k€ en 2014

3) Ratios indicatifs

Ratios bilan		2011	2012	2013	2014	2015
Capitaux propres	Capitaux propres/Immobilisations nettes	43%	43%	41%	39%	42%
endettement	Dettes auprès des Ets de crédit/Capitaux propres	112%	114%	119%	129%	117%
charges financières	Charges financières/Dettes financières	3%	3%	4%	3%	3%

LES COMPTES ANNUELS

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2015	31/12/2014
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	939 829	599 187	340 642	426 240
Fonds commercial	3 952 378		3 952 378	3 952 377
Autres immobilisations incorporelles	1 270 150	1 056 541	213 609	291 261
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	70 356 814	15 956 293	54 400 521	57 194 773
Installations techniques, matériel, outillage	4 078 259	2 709 636	1 368 622	1 797 140
Autres immobilisations corporelles	7 493 448	2 937 039	4 556 409	4 299 484
Immobilisations en cours				425
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	465		465	465
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 290		1 290	1 289
ACTIF IMMOBILISE	88 092 632	23 258 697	64 833 935	67 963 436
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	251 369		251 369	242 081
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 070		1 070	1 070
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 919 954	154 872	4 765 082	4 800 072
Autres créances	2 081 560	6 000	2 075 560	1 520 480
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	552 208		552 208	1 092
(dont actions propres :)				
Disponibilités	801 797		801 797	620 780
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	522 277		522 277	636 683
ACTIF CIRCULANT	9 130 234	160 872	8 969 362	7 822 260
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	97 222 866	23 419 569	73 803 298	75 785 697

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2015	31/12/2014
Capital social ou individuel (dont versé : 36 868 807)	36 868 807	35 368 881
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	57 270	57 209
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-8 943 917	-7 356 489
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-724 089	-1 587 426
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	27 258 061	26 482 233
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	536 676	243 000
Provisions pour charges	554 571	471 878
PROVISIONS	1 091 247	714 878
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	31 900 731	34 257 584
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	22 166	23 666
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 155 642	1 879 500
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 224 026	4 189 142
Dettes fiscales et sociales	2 981 781	2 751 039
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	368 785	1 295 976
Autres dettes	174 752	1 895 767
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 530 100	2 295 001
DETTES	45 453 989	48 588 585
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	73 803 298	75 785 697

Compte de résultat partie 1

Rubriques	France	Exportation	31/12/2015	31/12/2014
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	250 951		250 951	227 367
Production vendue de services	29 512 485		29 512 485	26 177 398
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	29 763 436		29 763 436	26 404 766
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			220 466	233 918
Autres produits			686 221	686 248
PRODUITS D'EXPLOITATION			30 679 123	27 324 933
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			15 174 761	13 113 793
Impôts, taxes et versements assimilés			830 233	896 767
Salaires et traitements			5 306 160	5 181 402
Charges sociales			2 587 584	2 618 321
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 682 570	3 597 670
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			125 692	74 977
Dotations aux provisions			651 207	697 479
Autres charges			2 135 431	1 629 140
CHARGES D'EXPLOITATION			30 502 638	27 809 553
RESULTAT D'EXPLOITATION			176 484	-484 619
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 124	946
Autres intérêts et produits assimilés			9 582	7 879
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			10 706	8 825
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilés			979 209	1 019 165
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			979 209	1 019 165
RESULTAT FINANCIER			-968 503	-1 010 340
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-792 018	-1 494 960

Compte de résultat partie 2

Rubriques	31/12/2015	31/12/2014
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	440 591	266 400
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 227	43 358
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	100 000	533 432
PRODUITS EXCEPTIONNELS	544 818	843 191
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	37 413	633 384
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	183 880	20 273
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	261 590	273 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	482 898	935 657
RESULTAT EXCEPTIONNEL	61 919	-92 466
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-6 000	
TOTAL DES PRODUITS	31 234 647	28 176 950
TOTAL DES CHARGES	31 958 746	29 764 377
BENEFICE OU PERTE	-724 099	-1 587 426

Résultats des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	36 868 807	35 368 881	35 368 881	35 368 881	34 580 450
Nombre d'actions					
- ordinaires	226 189	216 987	216 987	216 987	212 150
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	29 763 436	26 404 766	25 820 812	25 178 272	27 555 090
Résultat avant impôt, participation, dot, amortissements et provisions	3 785 401	2 482 985	1 548 494	2 406 762	2 881 241
Impôts sur les bénéfices	-6 000		-15 000		-15 180
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	4 515 500	4 080 412	4 887 407	4 721 165	4 885 101
Résultat net	-724 099	-1 587 427	-3 323 913	-2 314 404	-1 988 680
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	16,70	11,48	7,21	11,09	13,65
Résultat après impôt, participation dot.amortissements et provisions	-3,2	-7,32	-15,32	-21	-9,37
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	118	120	127	128	130
Masse salariale	5 306 160	5 181 403	5 521 476	5 258 618	5 524 995
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	2 587 584	2 618 321	2 654 265	2 789 594	2 845 549

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

SA3M Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2015, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Membres du Conseil d'Administration				
Montpellier Méditerranée Métropole	899 000 €	50.79%	8 990	9
Ville de Montpellier	400 000 €	22.60%	4 000	4
Région Languedoc Roussillon / Occitanie	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
17 Communes de l'Assemblée Spéciale				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1

Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1
Total	1 770 000 €	100.00%	17 700	34

La Ville de Montpellier détient 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100 €, soit 400 000 €.

II. PERSONNEL

L'effectif moyen sur 2015 est de 9 personnes. A cela se rajoutent 15 ETP mis à disposition (opérationnels SERM travaillant à temps partiel pour la SAAM). Le Directeur Général est mis à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET.

III. COMPTES ANNUELS

En K€	2014	2015	Variation
Produits d'exploitation	18 304	38 792	112%
<i>dont CA</i>	6 332	10 788	70,4%
Charges d'exploitation	18 410	38 125	107%
Résultat d'exploitation	-106	667	-729%
Produits financiers	51	20	-60,8%
Charges financières	7,6	0,5	-93,4%
Résultat financier	43,3	19,7	-54%
Produits exceptionnels	0	0	NA
Charges exceptionnelles	0,13	0	NA
Résultat exceptionnel	-0,13	0	NA
Impôts sur bénéfice / participation des salariés	-18	-12,1	32,8%
Résultat net	-45,1	699,2	1650%

COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2015 atteint 10 789 051 € contre 6 331 782 € à fin 2014. La production stockée termine en 2015 à 23 773 842 € contre 9 339 631 € à fin 2014 avec notamment des acquisitions importantes sur ODE à la mer.

Ainsi les produits d'exploitation s'élèvent en 2015 à 38 792 228 € contre 18 303 679 € à fin 2014.

EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 89 300 950 € sur l'exercice 2015 contre 65 852 075 € à fin 2014 soit une évolution de +23 448 875 € dont :

- + 26 226 060 € sur l'encours de production (dont une acquisition de près de 14 M€ sur ODE à la mer),
- - 9 725 018 € sur les disponibilités du fait des investissements réalisés

Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions d'aménagement ont été financés par un recours à l'emprunt de 2 825 984 €. Dans le même temps, 1 885 303 € d'emprunts ont été remboursés.

RESULTAT

Le résultat net est de 699 K€ à la clôture de l'exercice 2015.

CAPITAUX PROPRES

Par le fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 1 443 209 € à fin 2015 pour un capital social de 1 770 000 €.

A fin 2015, le capital social est reconstitué à hauteur de 81,5%.

IV. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS

Pour l'année 2016, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 29 mars 2016 prévoient un chiffre opérations de 45,7 M€ (contre 41,6 M€ à fin 2015) dont plus de 91% en concessions d'aménagement.

En 2016, les cessions démarrent avec la commercialisation de :

- Près de 400 logements,
- Plus d'un hectare de terrain d'activité,
- Près de 8 500 m² SPD de tertiaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2015.

Le Conseil prend acte du rapport.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

(SA3M)

**SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT
DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE
(EX - SAAM)**

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS REPRESENTANTS

LA VILLE DE MONTPELLIER

**AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SA3M
(EX - SAAM)**

Sur l'exercice 2015, la Ville de Montpellier a été représentée au Conseil d'Administration de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en les personnes de Madame Mylène CHARDES, Monsieur Vincent HALUSKA, Monsieur Henri MAILLET et Monsieur Patrick RIVAS, ce dernier assurant également la fonction de représentant aux Assemblées Générales de la Société.

En application de l'article L 1524-5 alinéa 15 du Code Général des Collectivités Territoriales, vos représentants, ont l'honneur de vous faire ci-après, le compte rendu des activités de la société concernant l'exercice 2015, dans le cadre de l'exercice de leur mandat, et soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

A – RAPPORT D'ACTIVITE

I. VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'ANNEE 2015

1.1 - Répartition du capital et composition du capital social

Actionnaires	Administrateurs	Censeurs	%	Nombre d'actions
1/ MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION				
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Philippe SAUREL (Président) (a) Jean François AUDRIN Pierre BONNAL Thierry BREYSSE Roger CAIZERGUES Jean-Luc MEISONNIER Cyril MEUNIER Gilbert PASTOR Jean-Pierre RICO	Arnaud MOYNIER	50.7909	8990
VILLE DE MONTPELLIER	Mylène CHARDES Vincent HALUSKA Henri MAILLET Patrick RIVAS (a)		22.5988	4000
REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON	Paulette CHARLES (a) Anne Yvonne LE DAIN		10.0564	1780
VILLE DE CASTELNAU LE LEZ	Frédéric LAFFORGUE (a)		1.1299	200
VILLE DE LATTES	Carole DONADA (a)		1.6949	300
ASSEMBLEE SPECIALE	Jean-Luc SAVY			
2/ MEMBRES DE L'ASSEMBLEE SPECIALE (b)				
BAILLARGUES	Philippe MARTY		0,8474	150
CASTRIES	Claudine VASSAS-MEJRI		0,8474	150
CLAPIERS	Gilles CHRETIEN		0,8474	150
COURNONSEC	Régine ILLAIRE		0,6779	120
COURNONTERRAL	Trinité FRANCES		0,8474	150
GRABELS	Thierry AUFRANC		0,8474	150
JACOU	Renaud CALVAT		0,8474	150
JUVIGNAC	Jean-Luc SAVY		0,8474	150
LAVERUNE	Jean-Jacques LAGET		0,6779	120
LE CRES	Francis MILOSZYK		0,8474	150
PEROLS	Benoit DELTOUR		0,8474	150
PRADES LE LEZ	Jean-Marc LUSSERT		0,6779	120
SAINT JEAN DE VEDAS	Eric PETIT		0,8474	150
SAINT GEORGES D'ORQUES	Anne AMIEL		0,8474	150
SUSSARGUES	Didier TERRAL		0,6779	120
VENDARGUES	Pierre DUDIEUZERE		0,8474	150
VILLENEUVE LES MAGUELONE	Noël SEGURA		0,8474	150
TOTAL	18		100	17700

1.2 Mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

Mandats sociaux et fonction exercés au 31/12/2015 (*)				
Administrateur	Représentant	Fonction exercée	Mandat exercé dans d'autres sociétés	
Philippe SAUREL	MONTPELLIER Méditerranée Métropole	Président		
Jean François AUDRIN	MONTPELLIER Méditerranée Métropole	Vice Président	Gérant	SCP PERROT AUDRIN POUJOL DUNIE
Thierry BREYSSE	MONTPELLIER Méditerranée Métropole	Vice Président		
Pierre BONNAL	MONTPELLIER Méditerranée Métropole	Vice Président		
Roger CAIZERGUES	MONTPELLIER Méditerranée Métropole	Conseiller Métropolitain		
Jean-Luc MEISSONNIER	MONTPELLIER Méditerranée Métropole	Vice Président	Gérant	SCI KARL SCI VIK EARL JAL
Cyril MEUNIER	MONTPELLIER Méditerranée Métropole	Vice Président	Président	SEMPA 3
Gilbert PASTOR	MONTPELLIER Méditerranée Métropole	Conseiller Métropolitain délégué		
Jean Pierre RICO	MONTPELLIER Méditerranée Métropole	Conseiller Métropolitain	Administrateur	SPLA Or Aménagement Montpellier Events
Mylène CHARDES	Ville de MONTPELLIER	Adjoint au Maire	Administrateur	Sociétés Locales d'Epargne (groupe Caisse d'Epargne) Nouveau Logis Méditerranée TAM
Vincent HALUSKA	Ville de MONTPELLIER	Conseiller municipal		
Henri MAILLET	Ville de MONTPELLIER	Conseiller municipal		
Patrick RIVAS	Ville de MONTPELLIER	Conseiller municipal	Administrateur	SERM
Paulette CHARLES	Région LR	Vice Présidente	Administrateur	Etablissement Public Foncier LR
Anne Yvonne LE DAIN	Région LR	Vice-Présidente	Administrateur	SORIDEC INVEST LR
Frédéric LAFFORGUE	Ville de CASTELNAU	Adjoint au maire	Vice-Président	SIGC
Carole DONADA	Ville de LATTES	Adjoint au maire		
Jean-Luc SAVY	Assemblée Spéciale	Maire Juvignac	Administrateur	TAM ACM Office Tourisme de la Métropole Comité d'Action Sociale sportive et culturelle Métropole

Christophe PEREZ	Directeur Général	Autres mandats exercés	
		Directeur Général Gérant représentant la SERM Pdt représentant la SERM Censeur représentant la SERM Administrateur	SERM SCI ODYSSEUM SAS SEAMAN SAS ENERGIES DU SUD SAS HELIOTHAM SPMM SPAC SAEM ENJOY GIE SERM SAAM

(*) Ce document présente un caractère préparatoire. Il sera complété selon les informations attendues de la part des mandataires sociaux.

1.3 Evolution de la composition du Conseil d'Administration

Néant

1.4 Etat de la participation des salariés au capital social

Non applicable

1.5 Séances du Conseil d'Administration et Assemblées Générales

Sur l'année 2015, le Conseil d'Administration de la SAAM s'est réuni les :

- 18 février 2015 avec pour ordre du jour :
 - × Présentation de l'audit de la SERM et du Groupe par le Cabinet ORFIS,
 - × Présentation du plan stratégique par le Directeur Général.
- 10 mars 2015 avec l'ordre du jour suivant :
 - × Approbation des procès-verbaux des séances en date du 18 septembre 2014 et du 18 février 2015
 - × Présentation de l'audit commandé par la Ville
 - × Plan stratégique de la société et du groupe
 - × Préparation et convocation d'une Assemblée Générale Ordinaire
 - × Résultats probables 2014, prévisions budgétaires 2015 (SAAM et GIE) et financements
 - × Engagement Opération nouvelle - Concession pour la réalisation de la ZAC de la République
 - × Vie et fonctionnement de la société
 - × Commission des marchés – suppression de la Commission EAI
 - × Questions diverses
- 19 mai 2015 avec l'ordre du jour suivant :
 - × Approbation du procès-verbal de la dernière séance en date du 10 mars 2015
 - × Examen des décisions à prendre après constatation de pertes ayant entraîné des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social
 - × Vie et fonctionnement de la Société
 - × Rapport d'activités de la Société au 19 mai 2015
 - × Arrêté des comptes et du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2014
 - × Préparation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle
 - × Avancement de la réalisation du budget 2015
 - × Rapport annuel de la fonction achat 2014
 - × Questions diverses

Une Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes s'est tenue le 31 mars 2015 et a approuvé les comptes 2013. Une Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 26 juin 2015 et a approuvé les comptes 2014 ; le même jour, une Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de ne pas dissoudre la société, suite à la perte de la moitié du capital.

1.6 Commissaires aux Comptes

Le mandat actuel des Commissaires aux Comptes titulaire le cabinet CAMOIN PEREZ représenté par Monsieur Alain CAMOIN et suppléant en la personne de Monsieur Christian PEREZ, d'une durée de 6 ans, arrive à échéance à l'Assemblée Générale devant statuer sur la clôture des comptes au 31 décembre 2015.

Dans ce contexte, l'Assemblée Générale Ordinaire doit procéder à la nomination du commissaire aux comptes titulaire et du commissaire aux comptes suppléant, pour un mandat légal couvrant les exercices 2016 à 2021.

Dans le cadre de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et de son décret d'application n° 2005-1742 du 30 décembre 2005, un appel d'offres ouvert a été lancé le 5/02/2016 avec publication d'un avis d'appel public à concurrence au JOUE, dans Midi-Libre, l'Hérault du Jour et sur le site Achatpublic. La date limite de remise des offres était prévue le 18/03/2016.

Le marché à attribuer est composé d'une mission de base et d'une mission complémentaire :

- *La mission de base: certification des comptes sociaux*
- *Mission complémentaire: certification des comptes des opérations en phase de clôture technique, administrative, comptable et financière*

La Commission des Marchés de la SAAM s'est réunie le 4/5/2016.

Trois plis ont été reçus dans le délai imparti. Trois plis ont été jugés recevables et admis à l'analyse des offres.

L'offre économiquement la plus avantageuse a été déterminée à l'issue d'un classement, selon les critères suivants :

Pondération	Critère	Notation
70 %	Qualité de la note méthodologique	/ 10 selon mémoire demandé
30 %	Prix des prestations	/ 10 $\text{Note} = 10 - [(\text{Po} - \text{Pmd}) / \text{Pmd}] * 10$ Po : prix de l'offre analysée Pmd : prix de l'offre moins-disante

Détail des critères techniques :

- Stratégie d'audit envisagée au regard des caractéristiques d'une SPLA (noté sur 35),
- Méthodologie et organisation de la mission proposée pour la réalisation des prestations, incluant un planning prévisionnel des interventions (phasage et nombre d'heures décomposées par profil de collaborateurs et niveau d'expertise) (noté sur 30),
- Moyens humains affectés pour la réalisation des prestations (curriculum vitae des intervenants proposés pour le secteur concerné ; CV du commissaire aux comptes suppléant) (noté sur 35).

Détail du critère prix :

- Forfait pour la mission de base (noté sur 9)
- Forfait proposé pour la mission complémentaire (noté sur 1)

Après l'analyse des offres selon les critères techniques et financiers, la Commission des Marchés de la SAAM a décidé de retenir l'offre de l'entreprise CAMOIN-PEREZ présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Mission de base : 177 562,00 € HT / 6 exercices
- Mission complémentaire : 3 600,00 € HT par clôture

C'est sur la base de cette analyse que nous proposerons à l'Assemblée Générale Ordinaire de la SAAM approuvant les comptes de l'exercice 2015, de retenir le Cabinet CAMOIN PEREZ, représenté par Monsieur Alain CAMOIN, Commissaire aux comptes titulaire et Monsieur Christian PEREZ, Commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de 6 exercices, telle que prévu par les dispositions légales.

II. PRESENTATION DES COMPTES 2015

2.1 Chiffre d'affaires / Production nette

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2015 atteint **10 789 051 €** contre 6 331 782 € à fin 2014.

La production stockée termine en 2015 à **23 773 842 €** contre 9 339 631 € à fin 2014, avec notamment des acquisitions importantes sur ODE à la Mer.

Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent en 2015 à **38 792 228 €** contre 18 303 679 € à fin 2014.

2.2 Evolution du bilan

Le total bilan s'élève à **89 300 950 €** sur l'exercice 2015 contre 65 852 075 € à fin 2014 soit une évolution de + 23 448 875 € dont :

- + 26 226 060 € sur l'encours de production (dont une acquisition de près de 14 M€ sur ODE à la Mer),
- - 9 725 018 € sur les disponibilités du fait des investissements réalisés.

Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions d'aménagement ont été financés par un recours à l'emprunt de 2 825 984 €. Dans le même temps, 1 885 303 € d'emprunts ont été remboursés.

2.3 Résultat

Le résultat courant net avant IS s'élève à fin 2015 à **687 K€** (et hors quote-part GIE CICE) contre -64 K€ à fin 2014.

Le résultat net (après intéressement et quote-part GIE CICE) termine 2015 en bénéfice de **699 174 €** contre une perte de 45 088 € à fin 2014.

Le résultat cumulé à fin 2015 termine à **-326 791 €** contre – 1 025 965 € à fin 2014.

2.4 Capitaux Propres

Par le fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à **1 443 209 €** à fin 2015 pour un capital social de 1 770 000 €.

A fin 2015, **le capital social est reconstitué à hauteur de 81.5 %**.

2.5 Ratios financiers

Non applicable.

Les capitaux propres s'élèvent à 1 443 K€ et les seuls emprunts sont liés à des concessions.

2.6 GIE SERM – SAAM

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Économique (GIE) SERM SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les personnels des fonctions support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM-SAAM.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel (outil mis en place dès janvier 2012),
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

Ainsi, le résultat du GIE est toujours nul.

2.7 Information sur les délais de paiement

Information sur les délais de paiement

La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, complétée par le décret n°2008-1492 du 30 décembre 2008, prévoit que le rapport de gestion des sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un Commissaire aux comptes doit contenir des informations sur les délais de paiement pratiqués à l'égard des fournisseurs (C. comm. Art L 441-6-1 et D 441-4).

En conséquence, les informations relatives aux délais de paiement de l'exercice clos le 31 décembre 2015 sont indiquées comme suit :

Montant dettes fournisseurs et comptes rattachés au "passif"	748 993 €
Montant dettes fournisseurs sur immobilisations et comptes rattachés au "passif"	- €
Total dettes fournisseurs et comptes rattachés	748 993 €
A déduire :	
Factures non parvenues	26 739 €
Retenues de garantie	748 €
Total rapprochable	721 506 €

Tableau des dettes fournisseurs par date d'échéance				
	Total	Moins de 30 jours	31 à 60 jours	plus de 60 jours
Dettes fournisseurs	721 506 €	400 801 €	4 698 €	316 007 €
%		56%	1%	44%
RAPPEL 2014	1 425 833 €	163 094 €	15 633 €	1 247 106 €
		11%	1%	87%

2.8 Charges fiscalement non déductibles

Pour l'exercice 2015, aucune charge fiscalement non déductible, prévue aux articles 39.4 et 223 quater du Code Général des Impôts n'est à mentionner.

2.9 Résultat des cinq derniers exercices

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/12/2015 12	31/12/2014 12	31/12/2013 12	31/12/2012 12	31/12/2011 12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 770 000	1 770 000	1 770 000	1 770 000	1 780 000
Nombre d'actions - ordinaires	17 700	17 700	17 700	17 700	17 800
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	10 789 051	6 331 782	6 422 660	4 611 705	251 044
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	999 092	467 314	(373 791)	44 970	(276 976)
Impôts sur les bénéfices	(19 873)	(20 783)	(12 329)		
Participation des salariés	7 776	2 808	134 645	115 996	8 476
Dot. Amortissements et provisions	312 014	530 376			
Résultat net	699 174	(45 088)	(496 107)	(71 025)	(285 452)
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	57	27	(28)	(4)	(16)
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	40	(3)	(28)	(4)	(16)
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	9	10	9	5	2
Masse salariale	413 916	500 680	538 449	219 028	49 783
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	196 036	238 723	217 040	109 505	22 891

2.10 Informations sur la distribution de dividendes et proposition d'affectation du résultat

Pour rappel, aucun dividende n'a été versé au titre des trois derniers exercices.

Le résultat net au titre de l'exercice 2015 s'élève à **699 174.47 €**. Il est proposé d'affecter le résultat en report à nouveau.

Les capitaux propres, après affectation, s'établissent à **1 443 209 €** contre 744 035 € à fin 2014, et se ventilent comme suit :

Capital social	1 770 000 €
Réserve légale	0 €
Report à nouveau	- 326 791 €
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 443 209 €

III. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Pas d'événement postérieur à la clôture à signaler.

IV. PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour l'année 2016, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 29 mars 2016 prévoient un chiffre opérations de **45.7 M€** (contre 41.6 M€ à fin 2015) dont plus de 91% en concessions d'aménagement.

En 2016 les cessions démarrent avec en volume, la commercialisation de :

- Près de 400 logements,
- Plus d'un hectare de terrain d'activité,
- Près de 8 500 m² SPD de tertiaire.

**B – PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS AU
31/12/2015**

STE D'AMENAGEMENT DE L'AGGLO MTP

**CS 39556
34000 MONTPELLIER**

Etats financiers au 31 décembre 2015

SEMAPHORES

SOMMAIRE

BILAN

Bilan actif	1
Bilan passif	2

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat partie 1	3
Compte de résultat partie 2	4

ANNEXE

5

Informations sur Bilan et Compte de résultat

6

Etat de l'actif immobilisé	7
Etat des amortissements	8
Etat des provisions et dépréciations	9
Etat des échéances, des créances et des dettes	10
Produits à recevoir	11
Charges à payer	12
Charges et produits constatés d'avance	13
Composition du capital social	14
Effectif moyen	14
Transfert de charges	14
Résultats des cinq derniers exercices	15
Bilan et Compte de Résultat par activités	16

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2015	31/12/2014
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 605		1 605	
ACTIF IMMOBILISE	1 605		1 605	
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	76 067 946		76 067 946	49 841 886
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	37 284		37 284	37 284
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	123 458		123 458	139 809
Autres créances	8 319 826		8 319 826	1 355 646
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	4 750 832		4 750 832	14 475 850
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				1 600
ACTIF CIRCULANT	89 299 345		89 299 345	65 852 075
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	89 300 950		89 300 950	65 852 075

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2015	31/12/2014
Capital social ou individuel (dont versé : 1 770 000)	1 770 000	1 770 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	(1 025 965)	(980 877)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	699 174	(45 088)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	1 443 209	744 035
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	271 280	151 930
Provisions pour charges	571 111	378 446
PROVISIONS	842 391	530 376
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	52 011 592	38 063 933
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	14 387 652	10 103 225
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 766 508	2 516 800
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 392 839	2 395 358
Dettes fiscales et sociales	379 368	147 361
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 349 594	370 530
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	13 727 797	10 980 456
DETTES	87 015 350	64 577 663
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	89 300 950	65 852 075

Résultat de l'exercice en centimes

699 174,47

Total du bilan en centimes

89 300 950,03

COMPTES DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2015	31/12/2014
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	1 120		1 120	
Production vendue de services	10 787 931		10 787 931	6 331 782
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	10 789 051		10 789 051	6 331 782
Production stockée			23 773 842	9 339 631
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 229 334	2 632 266
Autres produits			1	
PRODUITS D'EXPLOITATION			38 792 228	18 303 679
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			34 217 490	15 182 804
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			2 161 405	1 878 977
Impôts, taxes et versements assimilés			37 682	78 336
Salaires et traitements			413 916	500 680
Charges sociales			196 036	238 723
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			719 861	530 376
Autres charges			378 446	0
CHARGES D'EXPLOITATION			38 124 835	18 409 896
RESULTAT D'EXPLOITATION			667 392	(106 217)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				24
Autres intérêts et produits assimilés			4 119	13 653
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			16 052	37 242
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			20 170	50 919
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilés			485	7 640
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			485	7 640
RESULTAT FINANCIER			19 685	43 279
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			687 078	(62 938)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2015</i>	<i>31/12/2014</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		125
CHARGES EXCEPTIONNELLES		125
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(125)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	7 776 (19 873)	2 808 (20 783)
TOTAL DES PRODUITS	38 812 398	18 354 597
TOTAL DES CHARGES	38 113 224	18 399 685
BENEFICE OU PERTE	699 174	(45 088)

ANNEXE

ANNEXE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2015, dont le total est de 89 300 950 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat bénéficiaire de 699 174 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 janvier au 31 décembre 2015.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement ANC 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendances des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La méthode retenue pour l'évaluation et la comptabilisation des opérations portant sur les instruments financiers est la méthode « premier entré et premier sorti ».

L'avis du Comité National de la Comptabilité du 18 mars 1999 pour les opérations de concession d'aménagement. L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la fédération des EPL (guides comptables professionnels des SEMI activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) ont également été respectés.

2. PRINCIPALES METHODES UTILISEES

a. Immobilisations incorporelles :

La société ne détient aucune immobilisation incorporelle au 31/12/2015.

b. Immobilisations corporelles

La société ne détient aucune immobilisation corporelle au 31/12/2015.

c. Concessions d'aménagement

- Principes appliqués pour les en-cours de concessions d'aménagement.

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable général. Il existe une exception à ce principe général sur les en cours de concessions d'aménagement qui font l'objet de l'analyse ci-dessous.

Le montant figurant au bilan sous la rubrique encours de concessions d'aménagement résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés, estimés en fin d'exercice, de manière globale, par application au coût de revient prévu par le compte rendu financier de la fraction établie comme suit :

- | | |
|-------------------|---|
| Au numérateur → | le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante, |
| Au dénominateur → | le montant global des produits prévus par le compte rendu financier (ou le bilan d'origine pour la 1 ^{ère} année) hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante. |

La comptabilité traduit les concessions d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

- a) stocks / en cours de production de biens : pour le montant total des coûts engagés en cumulé à la clôture de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés,
- b) comptes de régularisation actif ou passif : pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concédant,
- c) compte de provisions pour risques et charges :
 1. pour le montant des charges non encore comptabilisées mais courues à la fin de l'exercice,
 2. pour le montant des risques de pertes à terminaison sur les opérations concédées aux risques du concessionnaire,
 3. pour le montant des coûts de liquidation des opérations achevées.

Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il sera constitué une provision pour charges, égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée, inscrite dans les comptes annuels sera nulle.

Les tableaux présentés ci-après reprennent l'ensemble des informations relatives aux en cours des conventions d'aménagement. Les informations mentionnées dans ce tableau, notamment celles relatives aux participations prévisionnelles des collectivités concédantes, sont issues des comptes rendus financiers présentés aux collectivités concédantes au cours du second semestre 2015 pour les prévisions et de la comptabilité de l'entreprise à fin 2014 pour les réalisations.

Les tableaux présentés ci-dessous reprennent l'ensemble des informations relatives aux en cours des concessions d'aménagement :

TABLEAU DES CONCESSIONS D'AMENAGEMENT

N° OPE	NOM DE LA CONCESSION	NOM DU CONCEDANT	DATE DE SIGNATURE	DATE EXPIRATION	PRISE EN CHARGE RESUL. PAR CONCEDANT	RESULTAT PREVISIONNEL	PARTICIPATION TOTALE CONCEDANT
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1900	ZAC DESCARTES (a)	CAM	avr-10	avr-18	100%	-2 059	2 059
1905	GRAND CŒUR	Ville de Montpellier	déc-13	déc-20	100%	-4 514	4 514
1910	ZAC ODYSSEUM EST (a)	CAM	mai-11	mai-20	100%	0	0
1918	ZAC PARC 2000 - 2éme Extension (a)	CAM	nov-11	nov-21	100%	-189	189
1920	ZAC PORT MARIANNE HIPPOCRATE (a)	CAM	août-11	août-17	100%	0	0
1930							
1931	ROUTE DE LA MER	CAM	nov-11	nov-31	100%	-32 421	32 421
1932							
1940	ZAC RESTANQUE	Commune Montpellier	juil-12	juil-42	100%	-23 200	23 200
1945	E.A.I CROIX D'ARGENT	Commune Montpellier	juil-12	juil-27	90%	-16 300	16 300
1946	ZAC PORT MARIANNE REPUBLIQUE	Commune Montpellier	févr-15	févr-30	85%	-296	296
1950	ZAC CŒUR D'ORQUE (a) (b)	Commune St Georges d'Orques	mars-12	oct-21	100%	0	0
1960							
1962	OZ MONTPELLIER NATURE	CAM	oct-13	nov-38	100%	0	0
1970	ZAC DES SAUREDES (a)	Commune Castries	mars-12	mars-22	100%	-200	200
1980	ZAC "LE CASTELET"	Commune Clapiers	oct-13	oct-23	0%	0	0

Montants en milliers d'€

Notes concernant les colonnes :

- (1) Nom de la collectivité contractante
- (2) Date signature de la convention par la seml et le concédant
- (3) Date d'expiration de la convention
- (4) Répartition conventionnelle du résultat de l'opération (concédant, concessionnaire, risques partagés)
- (5) Résultat de l'opération selon le CRACL servant de base à l'arrêté des comptes annuels
- (6) Montant de la participation totale HT du concédant selon CRACL
- (7) Montant de la participation HT comptabilisée au 31/12
- (a) risque 100% concédant dans la limite de la participation approuvée, au-delà risque aménageur selon hypothèses définies art.25-4 de la convention. Le boni de l'opération sera reversé au concédant à hauteur de 80%
- (b) Jugement du 06/07/2015 ordonnant la résiliation dans le 4 mois, protocole de clôture en cours de réalisation

TABLEAU DES CONCESSIONS D'AMENAGEMENT

PARTICIPATION COMPTABILISEE AU 31 DECEMBRE	CUMUL CHARGES	CUMUL PRODUITS	STOCKS AU 31 DECEMBRE	PROVISION POUR CHARGES	NEUTRALISATION INTERMEDIAIRE	RESULTAT	PARTICIPATION RESTANT A PERCEVOIR
						PARTICIPATION A RECEVOIR EN FIN D'EXERCICE	PARTICIPATION PERCUE D'AV. EN FIN D'EX.
(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		(12)	(13)
							(14)
2 059	2 514	0	2 513	0	0	2059	0
940	2 407	963	1 305	0	0	795	3 574
0	114	0	114	0	0	0	0
189	2 443	1	2 442	0	0	189	0
0	1 975	1 909	65	0	0	0	0
9 421	47 840	2 553	44 780	0	0	8914	23 000
0	522	0	522	0	0	0	23 200
1 700	19 101	138	18 933	0	0	1671	14 600
0	315	0	315	0	0	0	296
0	1 972	2 543	0	571	0	0	0
0	5 013	3 812	1 201	0	0	0	0
100	3 559	0	3 559	0	0	100	100
0	318	0	318	0	0	0	0
TOTAUX			76 068	571	0	13 728	
<i>Rubrique concernée dans le bilan</i>			<i>En-cours de biens</i>	<i>Provision pour charges</i>	<i>Charges constatées d'avance</i>	<i>Produits constatés d'avance</i>	

Montants en milliers d'€

Notes concernant les colonnes :

- (8) Montant du cumul des charges comptabilisées au 31/12 (y compris les charges prévisionnelles provisionnées)
- (9) Montant du cumul des produits hors participations du concédant comptabilisés au 31/12
- (10) Montant du stocks de concessions d'aménagement en cours au 31/12 (cumul des charges diminués du coût de revient des lots vendus)
- (11) Montant de la provision pour charges comptabilisée dans le cas où les charges sont inférieures au coût de revient des lots vendus
- (12) Montant de la participation à percevoir à la clôture déterminée en fonction du degré d'avancement
- (13) Montant de la participation perçue d'avance à la clôture déterminée en fonction du degré d'avancement
- (14) Montant de la participation totale attendue (col 6) déduction faite de la participation déjà comptabilisée (col. 7)

• *Transfert de charges vers les opérations*

La société impute une quote-part de ses frais généraux sur les opérations de concessions d'aménagement selon les modalités définies par les conventions (rémunération forfaitaire, proportionnelle, ...).

Par l'intermédiaire d'un compte de transfert de charges, il a été imputé, au titre de l'année 2015, 3236 377 € pour l'ensemble des concessions d'aménagement.

A titre d'information, la rémunération de conduite opérationnelle est prélevée en fonction des dépenses.
 Une rémunération commerciale est prélevée en fonction des recettes encaissées.
 Une rémunération de gestion de trésorerie a été prélevée au titre des mouvements de trésorerie.
 Une rémunération forfaitaire d'étude a été prélevée conformément à la convention.

• *Frais et produits financiers*

La société impute sur les conventions d'aménagement des frais et des produits financiers en fonction de la situation de trésorerie des opérations.

Au titre de l'exercice 2015 :

- le montant des frais financiers imputés s'élevant à	16 k€
- le montant des produits financiers imputés s'élevant à	0 k€

• *Emprunts*

Eu égard au caractère spécifique des opérations de la SEMI et aux règles fixées par le législateur, les collectivités concédantes peuvent garantir dans les limites fixées par la loi les emprunts contractés par la SEMI.

activités	Capital restant du	Collectivités		Taux non garanti	non garanti
		taux garanti	montant garanti		
Conc. Aménag. Zac Parc 2000 - 2ème Ext.	2 500 K€	80%	2 000 K€	20%	500 K€
Conc. Aménag. Route de la mer	10 000 K€	100%	10 000 K€	0%	0 K€
Conc. Aménag. E.A.I Croix d'argent	22 623 K€	100%	22 623 K€	0%	0 K€
Conc. Aménag. OZ montpellier Nature urbain	1 700 K€	80%	1 360 K€	20%	340 K€
Conc. Aménag. Zac des Saurédes Castries	2 084 K€	100%	2 084 K€	0%	0 K€
Totaux	38 907 K€		38 067 K€		840 K€

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Le tableau synthétisant les différentes provisions et les différents mouvements intervenus en 2015 est présenté en page 9. Sans reprendre la totalité des provisions, les précisions suivantes peuvent être apportées :

- ✓ Des provisions pour charges prévisionnelles sont enregistrées, conformément aux principes régissant les concessions d'aménagement (cf. § 1.2.5. a1), leur montant ressortant à 571 k€ à fin 2015.
- ✓ Une provision pour litiges prud'homaux a été constatée pour 271 k€
- ✓ L'ancien directeur général, révoqué de son mandat social par le conseil d'administration en date du 18 septembre 2014, a assigné la société en février 2016, devant le tribunal de commerce. Le montant réclamé s'élève à 128 k€ (hors charges sociales). A ce stade de la procédure contentieuse, et en l'état des informations, le conseil d'administration considère qu'il n'y a pas lieu de doter une provision

Engagement de retraite

A fin 2015, l'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite est évalué à 79 k€.

Autres informations

Depuis 2012 un GIE entre la SERM et la SAAM a été mis en place pour partager les moyens fonctionnels. Il s'est poursuivi sur l'exercice 2015.

Information sur les relations filiales et SERM :

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions conclues avec la partie liée		Montant des transactions conclues avec la partie liée		Autres informations
		Impact au bilan solde au 31/12/2015	Impact au compte de résultat (charges)	Impact au bilan solde au 31/12/2015	Impact au compte de résultat (Produits)	
SERM	Convention de mise à disposition à but non lucratif	-16 812,00 €	828 390,00 €			
SERM	Refacturation transfert de charges (congrés payés, annonces légales...)		15 638,58 €		15 632,16 €	
GIE SERM SAAM	Refacturation quote-part Intéressement 2015	5 110,30 €	4 258,58 €			
GIE SERM SAAM	Répartition des charges selon règlement intérieur du GIE	160 041,86 €	1 032 461,91 €			
GIE SERM SAAM	Répartition des charges selon règlement intérieur du GIE	38 611,86 €	70 434,92 €	539,24 €	449,37 €	
GIE SERM SAAM	Acompte sur répartition de charges			85 000,00 €		

Crédit d'impôt – CICE

Un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été comptabilisé dans les comptes 2015 pour un montant de 4 725 Euros.

Le montant du CICE est calculé sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés au cours de l'année 2015 qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC multiplié par un taux de 6 % pour l'année 2015. Ce crédit d'impôt a été enregistré en diminution des comptes de personnel conformément aux recommandations de l'Autorité Nationale de la Comptabilité.

Le CICE a notamment été utilisé pour financer des actions de formation, pour reconstituer le fonds de roulement.

Par ailleurs la SAAM bénéficie du CICE calculé au titre du GIE SERM SAAM à hauteur de la proportion de ses droits dans le GIE (soit 50%). A défaut d'avoir supporté les charges de personnel correspondants, la SAAM a comptabilisé en diminution de son impôt le CICE issu du GIE pour un montant de 19 873 €, comme le préconise la doctrine comptable.

**INFORMATIONS
BILAN ET RESULTAT**

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			1 605
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 605
TOTAL GENERAL			1 605

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			1 605	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 605	
TOTAL GENERAL			1 605	

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	530 376	719 861	407 846	842 391
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	530 376	719 861	407 846	842 391
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	530 376	719 861	407 846	842 391
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		719 861	407 846	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 605	1 605	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	123 458	123 458	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	52 985	52 985	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	443 999	443 999	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	3 725	3 725	
Etat, autres collectivités : créances diverses	13 228	13 228	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	7 805 890	7 805 890	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	8 444 889	8 444 889	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	13 023 263	13 023 263		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	38 988 330	2 762 954	17 675 093	18 550 283
Emprunts et dettes financières divers	14 387 652	287 652	2 100 000	12 000 000
Fournisseurs et comptes rattachés	2 392 839	2 392 839		
Personnel et comptes rattachés	55 147	55 147		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	61 731	61 731		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	244 125	244 125		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	18 366	18 366		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	1 349 594	1 349 594		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	13 727 797	13 727 797		
TOTAL GENERAL	84 248 842	33 923 467	19 775 093	30 550 283
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 825 984			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 885 303			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2015

PRODUITS A RECEVOIR	24 616,51
AUTRES CREANCES	24 616,51
448700 ETAT - PRODUITS à RECEVOIR	13 227,93
468710 PRODUITS A RECEVOIR - DIVERS	11 388,58
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	24 616,51

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2015

CHARGES A PAYER	1 819 422,99
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	80 951,00
168800 INTERETS COURUS	80 951,00
DETTE FOURNISSEURS CPTE RATTACH	1 643 845,96
408100 FOURNISSEURS d'EXPLOITATION - FACTU	1 579 706,30
4081001 FOURNISSEURS d'EXPLOITATION - FACTU	2 362,12
4081003 FOURNISSEURS d'EXPLOITATION - FACTU	61 777,54
DETTE FISCALES ET SOCIALES	94 626,03
428200 PERSONNEL - DETTE PROVISIONS pour	45 982,00
428400 PERSONNEL - DETTE PROVISIONNEES po	2 931,48
428600 PERSONNEL - AUTRES CHARGES à PAYER	5 600,00
438200 PERSONNEL - DETTE PROV. pour CHARG	27 112,55
448600 ETAT - AUTRES CHARGES à PAYER	13 000,00
TOTAL DES CHARGES A PAYER	1 819 422,99

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2015

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(13 727 797,00)
	(13 727 797,00)
482700 NEUTRALISATION MALI PROVISOIRE CONC	(13 727 797,00)
TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(13 727 797,00)

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	17 700			100,00

EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	6	
Agents de maîtrise	3	
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	9	

TRANSFERTS DE CHARGES

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Rémunérations sur concessions d'aménagement	3 236 377	7912....
Neutralisations des dotations aux provisions pour charges prévisionnelles sur concessions d'aménagement	571 111	791380
Neutralisation boni annuel quote-part concédant		791500
Transfert de charges financières	16 052	796...
Autres transferts de charges	14 000	7911....
TOTAL	3 837 539	

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/12/2015 12	31/12/2014 12	31/12/2013 12	31/12/2012 12	31/12/2011 12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 770 000	1 770 000	1 770 000	1 770 000	1 780 000
Nombre d'actions - ordinaires	17 700	17 700	17 700	17 700	17 800
Nombre maximum d'actions à créer					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	10 789 051	6 331 782	6 422 660	4 611 705	251 044
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	999 092	467 314	(373 791)	44 970	(276 976)
Impôts sur les bénéfices	(19 873)	(20 783)	(12 329)		
Participation des salariés	7 776	2 808	134 645	115 996	8 476
Dot. Amortissements et provisions	312 014	530 376			
Résultat net	699 174	(45 088)	(496 107)	(71 025)	(285 452)
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	57	27	(28)	(4)	(16)
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	40	(3)	(28)	(4)	(16)
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	9	10	9	5	2
Masse salariale	413 916	500 680	538 449	219 028	49 783
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	196 036	238 723	217 040	109 505	22 891

BILAN CUMULE PAR COLONNES PAR ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2015

ACTIF

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	CONCESSION D'AM.	TOTAL NET
Capital Souscrit Non Appele				0
Frais d'établissement				0
Frais de Recherche & développement				0
Concessions, Brevets, Droits similaires				0
Fonds commercial				0
Autres immobilisations incorporelles				0
Terrains				0
Constructions				0
Installations techniques, Outillage				0
Autres immobilisations corporelles				0
Immobilisations en cours				0
Avances & Acomptes				0
Participations par Mise en Equivalence				0
Autres participations				0
Créances Rattachées à des participations				0
Autres Titres immobilisés				0
Prêts				0
Autres Immobilisations Financières			2	2
ACTIF IMMOBILISE	0	0	2	2
Stocks de Matières Premières				0
Stocks d'en-cours de production de biens				0
Stocks en-cours production de services			76 068	76 068
Stocks de produits intermédiaires, finis				0
Stocks de Marchandises				0
Avances, acomptes versés s/commandes			37	37
Créances clients & comptes rattachés	8		116	123
Autres créances	306	614	7 400	8 320
Capital souscrit, appelé non versé				0
Valeurs mobilières de placement				0
Disponibilités	4 751			4 751
Charges constatées d'avance	0		0	0
ACTIF CIRCULANT	5 066	614	83 621	89 299
Charges à répartir s/plsrs exercices				0
Primes remboursement des obligations				0
Ecart de conversion actif				0
TOTAL GENERAL	5 066	614	83 623	89 301
Comptes de liaison		740	2 220	2 960
TOTAL AVEC COMPTES DE LIAISON	5 066	1 354	85 843	92 262

Montants en milliers d'euros

S.A.A.M

BILAN CUMULE PAR COLONNES PAR ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2015 PASSIF

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	CONV. PUB. D'AM.	TOTAL NET
Capital social	1 770			1 770
Primes d'émission, de fusion, d'apport				0
Ecart de réévaluation				0
Réserve légale				0
Réserves statutaires & contractuelles				0
Réserves réglementées				0
Autres réserves				0
Report à nouveau	-1 026			-1 026
RESULTAT DE L'EXERCICE	699			699
Subventions d'investissement				0
Provisions réglementées				0
CAPITAUX PROPRES	1 443	0	0	1 443
Produits des émissions de titres participatifs				0
Apport du concédant				0
AUTRES FONDS PROPRES			0	0
Provisions pour risques	271			271
Provisions pour charges			571	571
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	271	0	571	842
Emprunts obligataires convertibles				0
Autres emprunts obligataires				0
Emprunts & dettes auprès etb crédit			52 012	52 012
Emprunt & dettes fi divers			14 388	14 388
Avances & acomptes reçus			2 767	2 767
Dettes fournisseurs & cptes rattachés	254	5	2 134	2 393
Dettes fiscales & sociales	135		244	379
Dettes sur immob & cptes rattachés				0
Mandants				0
Autres Dettes		1 349	0	1 350
Produits constatés d'avance			13 728	13 728
DETTES	390	1 354	85 272	87 015
Ecart de conversion passif				0
TOTAL GENERAL	2 104	1 354	85 843	89 301
Comptes de liaison	2 961			2 961
TOTAL AVEC COMPTES DE LIAISON	5 066	1 354	85 843	92 262

Montants en milliers d'euros

S.A.A.M

COMPTE DE RESULTAT CUMULE PAR COLONNES PAR ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2015

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	CONV. PUB. D'AM.	TOTAL NET
Ventes de marchandises				
Productions vendues de biens			1	1
Production vendues de services	338		10 450	10 788
CHIFFRES D'AFFAIRES	338	0	10 451	10 789
Production stockée			23 774	23 774
Production immobilisée				0
Subventions d'exploitation				0
Reprises amortiss., provis., transf. charges	3 280		950	4 229
Autres produits	0			0
PRODUITS EXPLOITATION	3 618	0	35 174	38 792
Achats de marchandises				0
Variation de stocks de marchandises				0
Achats matières premières, approvision.			34 217	34 217
Variation des stocks [mat.prémières]				0
Autres achats & charges externes	2 156		5	2 161
Impôts, taxes & versements assimilés	36		2	38
Salaires & traitements	414			414
Charges sociales	196			196
Dotations amortissement s/immobilisations				0
Dotations aux provisions s/immobilisations				0
Dotations aux provisions s/actif circulant				0
Dotations provisions risques & charges	149		571	720
Autres charges			378	378
CHARGES EXPLOITATION	2 951	0	35 174	38 125
RESULTAT D'EXPLOITATION	667	0	0	667
BENEF.OPE FAITES EN COMMUN				0
PERTE OPE FAITES EN COMMUN				0
Produits financiers de participation				0
Produits autres valeurs mobilières				0
Autres intérêts & produits assimilés	4			4
Reprises s/provisions, transferts charges	16			16
Différences positives de change				0
Produits nets cessions valeurs mob.placements				0
PRODUITS FINANCIERS	20	0	0	20
Dotations financières amortis.,provisions				0
Intérêts & charges assimilées	0			0
Différences négatives de change				0
Charges nette cessions valeurs mob.placement				0
CHARGES FINANCIERES	0	0	0	0
RESULTAT FINANCIER	20	0	0	20
RESULTAT COURANT AVANT IS	687	0	0	687

Montants en milliers d'euros

S.A.A.M

COMPTE DE RESULTAT CUMULE PAR COLONNES PAR ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2015

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	CONCESSION D'AM.	TOTAL NET
Produits exceptionnels s/ope.gestion				0
Produits exceptionnels S/opé. en capital				0
Reprises provisions & transferts de charges				0
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	0	0
Charges exceptionnelles s/opé.gestion	0			0
Charges exceptionnelles s/opé en capital				0
Dotations exceptionnelles amortiss.,provisions				0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	0	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0	0	0
Participation et intéressement ds salariés	8			8
Impôts sur les bénéfices	-20			-20
TOTAL PRODUITS	3 638	0	35 174	38 812
TOTAL CHARGES	2 939	0	35 174	38 113
RESULTAT NET	699	0	0	699

Montants en milliers d'euros

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

TaM Transports de l'agglomération de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier)
- les autres types actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Épargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

La Ville de Montpellier détient 27,33% du capital social. Sa participation s'élève donc à 1 171 250€.

Dans le cadre de la compétence voirie et stationnement, transférée au 1^{er} janvier 2015, la Ville de Montpellier a cédé le 28 janvier 2016 à Montpellier Méditerranée Métropole 6 248 actions (soit 2/3 de ses parts détenues dans TaM) à la valeur nominale de 125 €.

La part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société est donc passée de 27,79% à 46,02%, celle de la Ville de Montpellier de 27,33% à 9,11%.

Les Collectivités conservent 7 voix au Conseil d'Administration de TaM. La répartition des sièges de l'ensemble des représentants des actionnaires au sein du Conseil d'administration de la société se trouve ainsi modifiée : Montpellier Méditerranée Métropole passe de 4 à 6 représentants et la Ville de Montpellier de 3 à 1 représentant.

Actionnaires	Au 31/12/2015				Après le CM du 28/01/2016			
	Capital	%	Nb actions	Nb admin	Capital	%	Nb actions	Nb admin

Montpellier Méditerranée Métropole	1 191 250 €	27.79%	9 530	4	1 972 250 €	46.02%	15 778	6
Ville de Montpellier	1 171 250 €	27.33%	9 370	3	390 250 €	9.11%	3 122	1
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1	491 000 €	11.46%	3 928	1
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.01%	1	1	125 €	0.01%	1	1
Total	4 286 000 €	100%	34 288	13	4 286 000 €	100%	34 288	13

2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2015

1) Pour l'activité Transport

Les ventes de titres de l'année 2015 à 35,3 M€, sont sensiblement du même niveau qu'en 2014 (-0,7%). Il s'agit de l'effet année pleine de la réforme tarifaire de septembre 2014 qui a occasionné +5% de fréquentation et ce à un tarif moindre pour l'utilisateur.

L'augmentation des frais de personnel est de +2.8%, la valeur du point ayant progressé de 0,21% et le régime d'indemnités journalières ayant évolué.

2) Pour l'activité Stationnement

TaM a remporté de nouveaux contrats fin 2014 et début 2015 : parking du CHU Lapeyronie et Parking « Ode à la Mer » au pied de l'immeuble « Liner ».

Le résultat global du stationnement passe de 290,1 K€ en 2014 à 454,2 K€ en 2015.

A noter que hors le remboursement d'assurances et les provisions, le résultat global stationnement 2015 serait proche de 2014.

3) Pour les projets tramway menés en mandats MOD et divers AMO

- **Marché Ligne 3/Parking Mosson et première phase de la ligne 4 :**
Complément 4 rames livrées en 2014 et garantie de parfait achèvement en phase pour 2015. Le projet d'avenant acte du changement de périmètre du Projet, et de la rémunération mandataire correspondante : abandon du projet de parking en ouvrage Mosson, suppression du mur à la station Pérols, et ajout projet d'une station tramway à Boirargues.
- **Marché Bouclage de la ligne 4/Ligne 5 :**
L'avenant 3 voté par la Métropole le 16 décembre 2015 a acté la modification de périmètre du projet, ramené au seul bouclage de la ligne 4, et précisé en tranches conditionnelles le périmètre de l'aménagement en 2 phases du dépôt Jeune Parque. La phase 1 a été affirmée, concernant l'étude et réalisation d'une voie d'accès supplémentaire et l'acquisition d'un tour en fosse qui évitera de déplacer les rames au 2^e dépôt.

4) Activités de la filiale

L'activité de la SAS Saint Roch Stationnement, filiale à 100% de TaM, est dédiée statutairement à la gestion de l'affermage en DSP du parking de la Gare Nouveau St Roch, ouvert au public en juillet.

Il a été procédé d'avril à juin à l'acquisition et installation des équipements péagers, mobiliers, et divers aménagements intérieurs.

L'activité de la filiale, conforme au plan prévisionnel, a été la suivante en 2015 :

- Produits d'exploitation : 1,55 M€ dont 0,18 M€ de transferts de charges
- Charges d'exploitation : 1,23 M€
- Résultat d'exploitation : 0,32 M€
- Charges Financières : 0,26 M€
- Résultat courant avant impôts 59,6 K€ soit 42,8 K€ après IS.

3. PERSONNEL

L'effectif activité transport (dont PMAD) progresse de 1070 en 2014 à 1107 en 2015, soit +3,5% essentiellement sur des postes de vérificateurs consacrés à la lutte contre la fraude.

4. COMPTES ANNUELS

En millions d'euro HT	2014	2015	%
Produits d'exploitation	97,97	101,44	+3,5%
<i>dont CA</i>	62,94	63,16	+0,3%
Charges d'exploitation	100,29	103,7	+3,4%
Résultat d'exploitation	-2,32	-2,25	+3%
Produits financiers	0,30	0,28	-6,7%
Charges financières	0,32	0,30	-6,3%
Résultat financier	-0,02	-0,02	0%
Produits exceptionnels	2,92	3,37	+15,4%
Charges exceptionnelles	1,85	2,14	+15,7%
Résultat exceptionnel	1,07	1,23	+15%
Impôts sur bénéfice dont CICE / Participations des salariés	-1,86	-1,86	0%
Résultat net	0,58	0,82	41,4%

a) Compte de résultat

Le chiffre d'affaires 2015 (hors subvention forfaitaire d'exploitation) s'établit à 63,2 M€, contre 62,9 M€ en 2014, avec une évolution de +0,23 M€.

L'évolution provient principalement du Transport (compensations sociales indexées, indemnités PV et régie publicitaire compensent l'effet en année pleine de la réforme tarifaire 2014). La quote-part de subvention forfaitaire d'exploitation revenant à TaM évolue significativement par rapport à 2014 : +1,67 M€, puisqu'elle équilibre forfaitairement l'effet année pleine de la réforme tarifaire de septembre 2014 (impact de 1,11 M€ sur les 4 mois de 2014).

Les charges d'exploitation augmentent de 3,4 M€, passant de 100,3 M€ à 103,7 M€ (+3,4%), avec notamment :

- ✓ 58,7 M€ soit +1,6 M€ (+2,8%) pour les frais de personnels
- ✓ 18,8 M€ soit +0,6 M€ de charges sociales : taux de charges en hausse de 0,3 points
- ✓ 4,6 M€ (+0,2 M€) sur les Impôts et Taxes : Taxes sur salaires, CVAE et contribution sociale
- ✓ 7,2 M€ soit +1,2 M€ sur les dotations aux amortissements et provisions d'exploitation

✓ 23,1 M€, soit +0,7 M€ (+3,3%) pour les achats et charges externes

✓ 2,4 M€ soit +0,1 M€ de redevances d'affermage versées

Les charges exceptionnelles augmentent de 0,3 M€, passant de 1,85 M€ à 2,14 M€.

Les charges financières sont relativement stables à 0.3M€

b) Résultat

Le résultat 2015 avant IS et CICE s'établit à -1 043,7 K€ en amélioration par rapport au résultat 2014 de -1 273,1 K€.

Compte tenu d'une charge d'impôts de 0€ (0€ en 2014, et 35.819,00€ en 2013), et du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) dont les droits acquis représentent 1 861 735,88 € en 2015, le résultat net après impôts s'élève à 817 984,94€ contre 582 383,87€ en 2014.

c) CICE

En 2015, TaM bénéficie pour la troisième année de l'effet du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE). Il est inscrit dans les comptes en réduction de l'impôt sur les sociétés « CICE ». Les montants des droits acquis par année sont les suivants :

- Exercice 2013 : 1 195 306,74 €
- Exercice 2014 : 1 855 453,30 €
- Exercice 2015 : 1 861 735,88 €

d) Bilan

Les fonds propres représentent plus de 20% du total bilan : 19,3 M€ soit 27% en 2015.

A 84,96 M€ en 2015, contre 82,83 M€ en 2014, l'actif immobilisé brut de TaM reste couvert par les capitaux permanents : 94,40 M€ (contre 88,91 M€ en 2014).

Ces derniers se constituent de :

- 19,33 M€ de fonds propres (incluant 7.36 M€ de subventions d'investissement),
- 9,12 M€ de provisions,
- 2,92 M€ d'emprunts et cautionnements, hors concours bancaires sur dépenses projet tram en MOD,
- et 63,02 M€ d'amortissements et dépréciations.

Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG) à 9,43 M€ augmente de +3,35 M€ par rapport à 2014.

Le Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (BFRE) demeure négatif bien qu'en hausse (variation de +1,07 M€), passant de -14,65 M€ en 2014 à -13,58 M€ en 2015.

Le compte clients continue de diminuer, mais les stocks augmentent en 2015, l'actif circulant d'exploitation progressant ainsi de +0,89 M€.

Le passif circulant diminue de -0,17 M€, malgré la hausse du compte fournisseurs.

e) Evolution des ratios de gestion

- L'endettement sur capitaux propres est de 17,9% en 2015 (21,1 % en 2014): cela montre que l'actif de la société est davantage financé par les capitaux propres que par l'endettement
- L'endettement sur chiffres d'affaires est de 5,5% en 2015 (6,3% en 2014) : ce ratio indique quelle proportion du chiffre d'affaires de la société est financée par l'endettement
- Le cout moyen de l'endettement est de 3,7% en 2015 contre 3,8% en 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2015.

Le Conseil prend acte du rapport.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

EXERCICE 2015
<p>rapport de gestion de l'administrateur article 1524-5 du CGCT</p>
DOCUMENT N°2a

TaM

Société Anonyme d'Economie Mixte Locale
 Au capital de 4.286.000€
 Siège Social : 125 rue Trotski – 34075 Montpellier
 314 871 815 RCS Montpellier

SOMMAIRE

	Page
❖ Situation de la Société et gouvernance	3
❖ Contrats en vigueur et conventions réglementées en cours	5
❖ Séances du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales	10
❖ Activité de l'exercice	
• Principaux faits marquants, activité de la filiale	13
• Evènements postérieurs à la clôture	17
• Perspectives d'avenir	17
• Résultat à Terminaison concernant la rémunération des activités en mandat	19
❖ Répartition du capital, mandats sociaux et dividendes distribués	20
❖ Tableau des filiales et participations	22
❖ Comptes annuels	
• Analyse des produits, charges, et résultat	23
• Activité en matière de recherches et développement	28
• Programmes de Provisions de Gros Entretien et Résultat Fiscal	28
• Analyse du bilan	29
• Balance âgée fournisseurs et ratios d'endettement	30
❖ Proposition d'affectation du résultat	31

ANNEXE

❖ Tableau des résultats des cinq derniers exercices	32
---	----

SITUATION DE LA SOCIETE

La Société Anonyme d'Economie Mixte TaM (Transports de l'agglomération de Montpellier), ainsi rebaptisée par décision de l'AGE du 15 Février 2000, a été immatriculée sous le nom de Société Montpelliéraine de Transports Urbains (SMTU) le 19 mars 1979 pour une durée initiale de 30 ans, prorogée de 50 ans par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juin 1992, soit jusqu'au 18 mars 2059.

Elle a pour objet l'exploitation des services de Transport Public, la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de Stationnement, la réalisation de toute étude et/ou de toute infrastructure Transport en vue de la mise en oeuvre de Transports en Commun en Site Propre (TCSP), ainsi que toutes opérations qui se rapportent à ces activités : location de vélos libre-service, commercialisation d'objets dérivés ou autres.

Par décision de l'Assemblée Générale du 29 Juin 2001, le capital de TaM a été augmenté par incorporation de réserves et converti à la somme de 4.286.000€. La répartition des 34.288 actions, d'un montant porté à 125€, est restée inchangée.

Le 15 Novembre 2001, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté les dispositions de la Loi NRE du 15 Mai 2001 donnant au CA la faculté de dissocier les fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration du 13 Décembre 2001 a opté pour la dissociation des fonctions, en confiant à un Directeur Général nommé par le Conseil les pleins pouvoirs dans la gestion de la société, à l'exception de ceux statutairement réservés au Président concernant la direction des travaux du Conseil et des Assemblées Générales. Ces dispositions ont été reconduites par les Conseils d'Administration du 14 Mai 2008 (recomposition du Conseil amenant à renouveler le mandat de Direction Générale), du 16 Décembre 2009 (changement de Directeur Général), et du 14 Mai 2014 (recomposition du Conseil amenant à renouveler le mandat de Direction Générale)

L'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2002 a ratifié la décision de transfert de Siège Social.

Le 25 juin 2003, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté la création de postes de censeurs, et adapté les statuts pour étendre l'objet social à la mise à disposition de cycles motorisés ou non.

Le 19 Octobre 2004, le Conseil d'Administration a décidé qu'à compter du 1^{er} Novembre 2004, le Directeur Général ne serait plus Personnel mis à disposition (PMAD) par le groupe TRANSDEV mais mandataire social rémunéré.

Le 21 Décembre 2005, le Conseil d'Administration a décidé du changement d'adresse du siège social (même lieu mais modification de l'accès visiteurs et personnel du dépôt Jeune Parque), ratifié par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 juin 2006.

Le Conseil d'Administration du 16 décembre 2009 a désigné le remplaçant du Directeur Général à compter du 22 mars 2010 et jusqu'au CA 2018 appelé à arrêter les comptes 2017.

Ses conditions de rémunération ont été fixées en reconduisant les dispositions en vigueur, dont une évolution annuelle soumise aux CA d'arrêté des comptes, et une prime variable dont la décision d'attribution a été déléguée au Président par le CA du 21 décembre 2005, sous réserve de demeurer dans les limites de 0 à 15% fixées par le CA du 19 octobre 2004.

Ces dispositions ont été reconfirmées le 16 Décembre 2009 et le 14 Mai 2014.

Le Conseil d'Administration du 22 juin 2011 a approuvé la cession de l'action de l'association de consommateurs UFCS (Union Féminine Civique et Sociale) à l'association de consommateurs CLCV (Consommation Logement et Cadre de Vie).

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 juin 2013 s'est prononcée contre une augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre de la Loi Epargne Salariale du 19/2/2001.

Le 19 juin 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adapté les statuts pour étendre l'objet social à la vente et distribution d'objets promotionnels liés à l'activité de la société

Le Conseil d'Administration du 14 Mai 2014 prenant acte de l'entrée en fonction des nouveaux représentants des Collectivités Ville de Montpellier et Communauté d'Agglomération de Montpellier a notamment :

- procédé à la désignation du Président
- adopté le mode de Direction Général et délégation de pouvoirs accordés au Président
- désigné le Directeur Général et lui a délégué les pouvoirs de gestion
- décidé des conditions de rémunération
- décidé d'adopter un Règlement Intérieur pour déterminer ses modalités de fonctionnement et préciser la qualité des membres participants hors les administrateurs
- adopté la mise à jour de la Procédure Achats, les modalités de fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres et du Comité de Rémunération, et en a désigné les membres pour une durée allant jusqu'au terme de leur mandat d'administrateur.
- Adopté l'ordre du jour de l'AGE permettant de mettre à jour et faire évoluer les statuts

Le 25 juin 2014, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté l'évolution de ses statuts pour y faire figurer les éléments spécifiques du Code Général des Collectivités Territoriales adaptables aux SAEMTL, intégrer les dernières dispositions en vigueur, et étendre l'objet à la possibilité de créer des filiales pour s'adapter aux demandes d'un maître d'ouvrage public lors d'une réponse à une consultation de DSP.

Dans le cadre de l'Acte III de la décentralisation, et de la Loi MAPTAM de « Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles », la Communauté d'agglomération de Montpellier a changé de statut pour devenir une métropole après le vote du conseil du 24 octobre 2014, ayant également choisi le nom de « **Montpellier Méditerranée Métropole** ».

Ces décisions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

En vertu de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, un certain nombre de compétences, dont celles ci-après en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et concernant contractuellement TaM :

- Organisation de la mobilité.
- Création, aménagement et entretien de voirie.
- Signalisation.
- Abris de voyageurs
- Parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains.
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.
- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables

Le Conseil d'Administration du 11 Mars 2015 a :

- autorisé la création d'une filiale dédiée à l'exploitation du parking Nouveau St Roch, telle qu'imposée par le cahier des charges de l'Autorité Délégante : la société « SAS Saint Roch Stationnement », dont TaM est l'unique actionnaire et présidente, est une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) au capital de 500.000€, complété d'un apport en Compte Courant d'Associé rémunéré de 470.000€.
- désigné comme Commissaire Aux Comptes titulaire de la filiale le Cabinet Camoin Perez & Associés, et le cabinet SOFIRA comme suppléant,
- adopté les procédures de mise en concurrence en qualité de « pouvoir adjudicateur » définies par l'ordonnance 2005-649 du 6 juin 2005
- autorisé la filiale à souscrire l'emprunt en son nom, et reprendre tous les engagements contractuels de TaM concernant la DSP du parking Nouveau St Roch
- été informé que 4 conventions (non réglementées) régissent les rapports entre TaM et sa filiale : compte courant, mise à disposition de ressources au temps passé, commercialisation, et PMAD assurant le management

La filiale SAS Saint Roch Stationnement a été immatriculée le 15 avril 2015 au RCS de Montpellier sous le numéro 810880401, domiciliée au Siège Social de TaM, avec un début d'activité à cette même date.

Le Conseil d'Administration du 30 Juin 2015 a autorisé TaM à se porter caution solidaire de l'emprunt souscrit par sa filiale

Renouvellement des Mandats :

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juin 2010 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la société **TRANSDEV**.

Suite à la consultation lancée par TaM, l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juin 2010 a désigné en qualité de **Commissaires aux Comptes** pour 6 ans, soit jusqu'à l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015, **le Cabinet CAMOIN-PEREZ en tant que titulaire et le cabinet SOFIRA en tant que suppléant**.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 22 juin 2011 a désigné pour 6 ans la **CLCV** comme nouvel administrateur, en remplacement de l'UFCS,

L'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2012 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la **Chambre de Commerce et d'Industrie**, et de la **Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon**.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2014 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la **Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2015 a renouvelé pour 6 ans le **mandat de censeur** attribué à la société **TRANSDEV**.

Au cours de son 37^{ème} exercice social,
les contrats en vigueur en 2015 régissant les activités de TaM sont les suivants :

Activité Transport :

La Délégation de Service Public pour la Gestion du service des Transports Publics du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2017 sur le PTU de 31 communes a été attribuée par Montpellier Agglomération au Groupement Momentané d'Entreprise (GME) constitué de TaM et Transdev Montpellier, et piloté par TaM qui en est le mandataire.

Cette activité outre l'exploitation bus et tramway, inclut la gestion des pôles d'échanges, dont la gare routière Sabine, Velomagg, et tous services intermodaux.

Le Conseil d'Administration du 16 décembre 2009 a autorisé, sur les bases négociées en 2009, la signature du nouveau contrat de DSP et de l'avenant à la convention de groupement solidaire pour la gestion en GME avec TRANSDEV-MONTPELLIER.

La signature de l'avenant 1 au contrat de DSP a été autorisée par le CA du 20/01/2011 :
décisions successives prises par l'AOTU en 2010 modifiant les objectifs d'offre, trafic, et charges forfaitaires, dont le rajout de la 4^e ligne de tramway baptisée « circulade », ainsi que le report au 2^e semestre 2011 de la clause de revoyure sur l'impact des travaux du Projet Ligne 3 sur les recettes de trafic et compensations.

Le CA du 22/06/2011 a autorisé la signature de l'avenant 2 au contrat de DSP, par lequel l'Autorité Organisatrice confie au Groupement la réalisation du projet numérique EMMA et en précise le mode de financement.

Un avenant n°3 à la DSP Transport a été finalisé fin 2011 pour actualiser les objectifs d'offre, trafic, charges forfaitaires, prix unitaires et formule d'indexation, compte tenu des modifications décidées par l'AOTU pour le réseau restructuré autour des lignes 3 et 4 de tramway, avec une mise en service avancée de 3 mois. L'avenant contractualise aussi les montants validés par l'Agglomération au titre de la clause de revoyure concernant l'impact 2010/2011/2012 des travaux du Projet L3/L4 sur les recettes de trafic, et une précision technique sur le mode de calcul des compensations.

Les annexes plans d'investissements sont mises à jour avec le nouveau concept Velomagg, le planning actualisé d'investissements bus, et les modifications sur le mode de financement du projet EMMA

Présenté au CA du 19/1/2012, cet avenant a été ratifié par l'AGO du 20/6/2012.

L'avenant n°4 à la DSP Transport finalisé fin 2012 réajuste les charges forfaitaires, prix unitaires et formules d'indexation : objectifs d'offre, de trafic, et vitesse bus et tram sur le réseau restructuré, compte tenu des décisions successives de la Communauté d'agglomération, ainsi qu'une mise à jour du périmètre et du budget du projet EMMA

L'avenant 4 au contrat de DSP a été ratifié par l'AGO du 19/6/2013.

Le CA du 20/02/2013 a autorisé la signature de l'avenant 5 au contrat de DSP, prenant notamment en compte l'impact des décalages des programmes d'urbanisation sur les objectifs de trafic contractuel des années 2013 et 2014.

Le CA du 14/05/2014 a autorisé la signature de l'avenant 6 au contrat de DSP, prenant en compte l'impact de ces décalages de programmes d'urbanisation sur 2015-2017, les modifications d'offre et services décidées durant 2013, et l'actualisation du projet EMMA.

Le CA du 28/01/2015 a autorisé la signature de l'avenant 7 au contrat de DSP, qui regroupe et formalise les décisions d'offre et services prises courant 2014 par l'Autorité Organisatrice : TAD, bouclage L4, Amigo, L30, les impacts sur les recettes des travaux bouclage ligne 4, et les économies réalisées notamment sur le SAV EMMA, la gestion des feux, et la fin d'activité location vélos longue durée et VAE

Cet avenant a contractualisé le montant forfaitaire de prise en charge des impacts de la réforme tarifaire de septembre 2014, et précisé les modalités de calcul et de versement des compensations des gels tarifaires 2012 à 2014. Compte tenu du calendrier (constitution de la Métropole) l'avenant n°7 n'a été voté en Conseil de Métropole qu'en date du 31 Mars 2015.

***La convention d'indemnisation au réel par Montpellier Méditerranée Métropole des charges de pré-exploitation** préalables à la mise en service L5/Bouclage L4, complétant habituellement le dispositif n'a, compte tenu de la réduction du périmètre de l'opération au bouclage L4, finalement pas été jugée nécessaire par la Collectivité, qui a préféré forfaitiser l'indemnisation 2014-2016 des charges exceptionnelles, et des impacts sur les recettes, de manière prévisionnelle dans l'avenant n°7 au contrat de DSP.*

Le CA du 13/10/2015 a autorisé la signature de l'avenant 8 au contrat de DSP, qui regroupe et formalise les décisions d'offre et services prises courant 2015 par l'Autorité Organisatrice Lignes 24, 32, 40, 42 et TAD 2015-2017, économies générées par diamétralisation lignes 11/16, report au 2/7/2016 de la mise en service bouclage L4 et décalage mise en service EMMA WEB. L'avenant n°8 a été voté en Conseil de Métropole en date du 16/12/2015

Le contrat de DSP entre Montpellier Agglomération et le GME délégataire est complété, au sein du GME et entre les partenaires TaM et Transdev-Montpellier, par une **convention de groupement** définissant les rôles et responsabilités respectifs de chacun.

La convention de Groupement initiale actait la constitution du GME, son périmètre, sa durée, et les rôles respectifs des partenaires tels que proposés au Conseil d'Administration du 4 mars 2009, pour candidater à la consultation DSP Transport lancée par Montpellier Agglomération.

- Le Conseil d'Administration du 16 décembre 2009 a autorisé, sur les bases négociées en 2009, la signature de l'avenant n°1 à la convention de groupement définissant, au sein du Groupement, les rôles respectifs des partenaires dans l'exécution du contrat de DSP attribué au Groupement Délégataire*
- Le CA du 19/01/2012 a autorisé la signature de l'avenant n°2 à la convention de groupement, qui formalise au sein du GME la répartition des rôles spécifiques au projet EMMA, piloté par le partenaire Transdev-Montpellier.*
- le CA du 20/06/2012 a autorisé la signature de l'avenant n°3 à la convention de groupement, comportant une mise à jour des rôles et budgets respectifs du Projet EMMA*
- le CA du 20/02/2013 a autorisé la signature de l'avenant n°4 à la convention de groupement, actualisant le périmètre et la répartition du budget du Projet EMMA tel qu'il figure l'avenant 4 du contrat de DSP*

Activités Stationnement : Marchés de prestations de service en Régie de Recettes

Marché de collecte et maintenance des **horodateurs sur voirie et parking Vicarello de la Ville de Castelnau** attribué à TaM pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2015

Marché de collecte et maintenance des **horodateurs sur voirie de la Ville de Montpellier** attribué à TaM pour la période du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013, tacitement reconductible par année jusqu'au 31 mai 2016 (*Présenté au CA du 20 février 2013, et ratifié en Assemblée Générale du 19 juin 2013*)

Marché de prestations d'exploitation des 70 places du **parking du Bassin Jacques Cœur** attribué à TaM pour une durée maximale de 36 mois et notifié le 15 mai 2013.
(*Présenté au CA du 24 octobre 2013, et ratifié en Assemblée Générale du 25 juin 2014*)

Activités Stationnement Gestion des parkings de centre ville :

- **Laissac** (affermage 2013-2015) entrée en vigueur le 1/1/2013, la nouvelle convention présentée au CA du 20 février 2013 a été ratifiée en Assemblée Générale du 19/6/2013. *Avenant 1 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.* Sa démolition étant programmée au 2^e trimestre 2016, un avenant n°2 de prolongation pour un maximum de 3 mois a été signé avec l'Autorité Déléguée en décembre 2015, ramené au 22 février par courrier Métropole.
- **Arceaux** : contrat d'affermage pour la période 01/2011-12/2015. *Avenant 1 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.* TaM n'a pas remporté l'appel d'offres 2015 de la Ville de Montpellier, l'activité cesse au 31 Décembre 2015.

Poursuite des contrats concernant les cinq autres parkings :

- **Corum** (subdélégation de Montpellier EVENTS en affermage 01/2009 au 31/12/2018) TaM s'est présenté comme sous-délégataire de la SEM Enjoy, qui a remporté en 2008 la consultation de Montpellier Agglomération concernant le Palais des Congrès pour cette même période. *Avenant 1 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.*
- **Nombre d'Or** : contrat d'affermage associant les parkings Nombre d'Or et Comédie, et remporté par TaM pour la période de février 2014 au 31/12/2023 *ratifié en Assemblée Générale du 25 juin 2014. Avenant 1 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.*
- **Comédie** : contrat d'affermage associant les parkings Nombre d'Or et Comédie, et remporté par TaM pour la période de janvier 2014 au 31/12/2023 *ratifié en Assemblée Générale du 25 juin 2014. Avenant 1 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.*
- **Gambetta** (concession 10/1987-12/2029) : avenant n°7 signé en 2004 (tarifs), et courrier Ville concernant la suspension de la compensation tarifaire pour réhabilitation en l'absence de déficit. *Avenant 8 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.*
- **Europa** (concession 01/1996-12/2035) : avenant n°3 signé le 06/09/04 concernant les conditions tarifaires. Fin au 31/12/2013 du contrat de Crédit Bail avec reprise à l'€ symbolique. *Avenant 4 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.*

Contrats « privés » n'entrant pas dans le cadre des conventions réglementées :

Parkings Mer et Glace (1/1/2011-31/12/2016), Clinique St Jean (30/8/2011-29/8/2021), Clinique du Millenaire (13/9/2011-12/9/2021), Parking Lapeyronie (1/9/2014-31/8/2024), Parking Ode à la Mer « Liner » (6/2/2015-5/2/2016 *renouvelable 3 fois 1 an*), Nouvelle Clinique St Roch (29/2/2016-28/2/2031)

Contrat transféré à la filiale SAS Saint Roch Stationnement :

Parking Gare Nouveau Saint Roch : contrat d'affermage du 5/5/2015 au 4/5/2030

Activités en marchés de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et/ou Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

- **Mandat d'étude et réalisation de la 2ème ligne de tramway** (délibération du 12/07/2000) : Avenant n°8 signé en 2008 concernant les aménagements complémentaires et la rémunération du mandataire.
- **Marché de Mandat de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway**, extension ouest ligne 1, ligne 4 « la circulade », et parking Mosson
Avenant n°5 présenté au CA du 24/10/2013 et ratifié par l'AGO du 25/6/2014 concernant les marchés à bon de commande
Un projet d'avenant n°6 actant de la modification de périmètre du projet, et de la rémunération mandataire correspondante, est en attente de validation par la Métropole
- **Contrat de sous-traitance TRANSAMO pour la MOD de la Ligne 3**
Autorisation de signature de l'Avenant n°5 approuvée au CA du 31/10/2012
- **Contrat de sous-traitance TRANSAMO pour la MOD de la Ligne 5**
Autorisation de signature de l'Avenant n°2 approuvée au CA du 11/03/2015
- **Marché de Mandat d'étude et de réalisation de la 5ème ligne de tramway et bouclage Ligne 4** (délibération du 26/01/2011) : marché soumis à ratification à l'Assemblée Générale du 20 juin 2012.
Avenant n°3, actant de la modification de périmètre du projet, et de la rémunération du périmètre correspondante, et intégrant la phase I de l'adaptation Jeune Parque, approuvé par le CA du 28/1/2015 et voté au Conseil de Métropole du 16 décembre 2015
- **Convention cadre d'assistance sur le Projet Tramway du réseau d'Aubagne**
Autorisation de signature approuvée au CA du 19/06/2013

Autres conventions réglementées en vigueur :

- **Convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transdev Stationnement concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations**
Autorisation de signature approuvée au CA du 19/01/2016
- **Convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transamo concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations DSP**
Autorisation de signature approuvée au CA du 19/01/2016
- **Convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transdev SA concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations DSP**
Autorisation de signature approuvée au CA du 19/01/2016
- **Prestations de Formation Continue Obligatoire assurées par Transdev Formation (23 sessions)**
Autorisation de signature approuvée au CA du 19/01/2016

SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES ASSEMBLEES GENERALES

- ⊙ Le Conseil d'Administration s'est réuni 6 fois au cours de l'année 2015.

Conseil d'Administration n°135 du 28 JANVIER 2015

Points principaux à l'ordre du jour :

- Marche de l'entreprise
- Budget TaM 2015 et estimé 2014 (sous réserve vote avenant 7 et budget Métropole)
- Autorisations de signature de Conventions :
 - Avenant n°7 à la DSP Transport (*administrateur concerné Métropole*)
 - Convention de Délégation de Service Public pour la gestion du parking Nouveau St Roch (*administrateur concerné Ville de Montpellier*)
- Autorisation d'engager les démarches pour la création d'une filiale dédiée à l'exploitation du parking Nouveau St Roch

Administrateur(s) présent(s) : 9

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 1

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 2

Conseil d'Administration n°136 du 11 MARS 2015

Points principaux à l'ordre du jour :

- Marche de l'entreprise
- Création d'une filiale dédiée à l'exploitation du parking Nouveau St Roch
- Information préalable à la signature de 4 conventions avec filiale détenue à 100% (non réglementées) : compte courant, mise à disposition de ressources, commercialisation, et PMAD
- Autorisations de signature de Conventions :
 - Convention de prêt bancaire pour la DSP St Roch (*administrateur concerné CELR*)
 - Convention de Mise à Disposition de Personnel entre TRANSAMO et TaM : Directeur Projets Tramway (*administrateurs concernés TRANSDEV et CDC*)
 - Avenant n°2 à la convention de sous-traitance TaM/TRANSAMO du mandat de réalisation L5/Bouclage L4 (*administrateurs concernés TRANSDEV et CDC*)

Administrateur(s) présent(s) : 10

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 2

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 0

Conseil d'Administration n°137 du 7 AVRIL 2015

Points principaux à l'ordre du jour :

- Marche de l'entreprise
- Budget TaM 2015 et estimé 2014 (suite au vote avenant 7 et budget Métropole)

Administrateur(s) présent(s) : 10

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 0

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 2

Conseil d'Administration n°138 du 26 MAI 2015

Points principaux à l'ordre du jour :

- Marche de l'entreprise
- Arrêté des comptes sociaux de l'exercice 2014
- Préparation de l'Assemblée Générale Ordinaire
- Documents liés à la prévention des difficultés des entreprises
- Autorisation de signatures de conventions :
 - *Avenant n°3 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et réalisation de la ligne 5 et bouclage Ligne 4 (administrateur concerné Métropole), sous réserve de vote par Montpellier Méditerranée Métropole*

Administrateur(s) présent(s) : 12

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 0

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 0

Conseil d'Administration n°139 du 30 JUIN 2015

Points principaux à l'ordre du jour :

- Marche de l'entreprise
- Autorisation de signatures de conventions :
 - *Autorisation de caution solidaire de l'emprunt souscrit par la filiale St Roch Stationnement pour un montant de 16.718.027€*
- Questions diverses : demande du CE concernant la restitution de l'audit DSP Transport engagé par la Métropole

Administrateur(s) présent(s) : 10

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 0

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 2

Conseil d'Administration n°140 du 13 OCTOBRE 2015

Points principaux à l'ordre du jour :

- Entrée en fonction du nouveau représentant de la CDC
- Marche de l'entreprise
- Documents liés à la prévention des difficultés des entreprises
- Autorisation de signatures de conventions :
 - *Avenant n°3 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et réalisation de la ligne 5, bouclage Ligne 4, et aménagement dépôt Jeune Parque (administrateur concerné Métropole) ; sous réserve de vote par Montpellier Méditerranée Métropole, le projet antérieurement présenté au CA du 26/5/2015 ayant été significativement modifié*
 - *Avenant n°6 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et réalisation de la ligne 3 et parking Mosson (administrateur concerné Métropole), sous réserve de vote par Montpellier Méditerranée Métropole*
 - *Avenant n°8 à la DSP Transport (administrateur concerné Métropole), sous réserve de vote par Montpellier Méditerranée Métropole*
- Information sur les conventions à ratifier en Assemblée Générale pour raisons calendaires
 - *Avenant n°1 à la DSP Arceaux*
 - *Avenant n°1 à la DSP Comédie/Antigone*
 - *Avenant n°1 à la DSP Laissac*
 - *Avenant n°4 à la DSP Europa*
 - *Avenant n°8 à la DSP Gambetta*
 - *Avenant n°1 à la Subdélégation DSP Corum*
- Questions diverses : information du Président sur la procédure adoptée concernant le futur remplacement du Directeur Général

Administrateur(s) présent(s) : 12

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 0

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 0

⊙ **Assemblées Générales :**

🔗 AGO du 30 JUIN 2015

- Approbation des Comptes de l'exercice 2014
- Affectation du résultat exercice 2014
- Approbation des conventions visées à l'article L.225.38 du code du Commerce
- Ratification des conventions visées à l'article L.225.42 du code du Commerce :
 - *Convention TaM/SERM de travaux de la clinique St Roch-ZAC Grisettes*
- Renouvellement du poste de censeur de TRANSDEV

A NOTER :

Prochaine AGE à tenir au titre de la Loi Epargne Salariale du 19/2/2001 = en 2016

ACTIVITE DE L'EXERCICE

Principaux faits marquants

Le périmètre d'activité de TaM, toutes activités confondues, et non compris le partenariat suburbain assuré par Transdev-Montpellier, atteint **105.1 M€ de produits en 2015** (contre 87.6M€ en 2010, soit 20% de croissance en 5 ans)

Le niveau d'activité progresse de 3.9M€ par rapport à 2014 (101.2M€),

- Hausse modeste de 0.2M€ du chiffre d'affaires :
les activités stationnement progressent, tandis que la progression des recettes directes clients transport subit l'effet année pleine de la réforme tarifaire de septembre 2014, et que le périmètre des activités en mandat s'est fortement réduit
- Hausse significative de la Subvention Forfaitaire de la Métropole (+1.7M€), compte tenu de la prise en charge forfaitaire des impacts de la réforme tarifaire transport 2014.
- Hausse de +1.7M€ des autres produits d'exploitation venant couvrir des charges 2015 : indemnités assurances (+0.7M€), reprises de provisions clients (+0.4M€) remboursement prévoyance maintien salaires (+0.3M€), production immobilisée et quote-parts de subventions d'investissements.
- Hausse de 0.3M€ des produits exceptionnels (part de remboursement assurance Gambetta)

Ce qui, avec une évolution de 3.7M€ des charges, et un CICE stable, porte le résultat de 0.6M€ à 0.8M€,

Les charges passent en effet à 104.3M€ en 2015 (contre 100.6M€ en 2014) avec :

- Des charges d'exploitation en hausse de +3.4M€,
 - les consommations de pièces augmentent de 0.6M€, les salaires et charges progressent de +1.6M€ soit +2.8% avec une part de charges sur salaires qui passe de 49.0% à 49.7%
 - les dotations aux amortissements et provisions sont en hausse de +1.2M€
- Des charges exceptionnelles en hausse de +0.3M€,
 - Baisse des charges exceptionnelles de gestion (-0.7M€), exceptionnellement élevées en 2014 (*régularisation du redressement fiscal 2008-2010 concernant les cartes de transport aux ayants-droits (TVA+IS), et redressement URSSAF en régularisation des déductions Fillon de 2011 à 2013 sur CDD*)
 - Hausse de 1.0M€ des provisions pour risques et charges exceptionnels (*compte 771810*) : *Litiges sociaux dont personnel Projet L5 et stationnement ; provisions charges sociales sur risques dommages et intérêts ; risque antériorité mutuelle et IJ.*
- Un Crédit d'impôt CICE stable par rapport à 2014 : -1.86M€ en 2015.

Pour l'Activité TRANSPORT

Les ventes de titres de l'année 2015 : **35.3M€**, sont sensiblement du même niveau qu'en 2014 (-0.7%), malgré **+5.0% de fréquentation supplémentaire** (déplacements validés).

Il s'agit de l'effet année pleine de la réforme tarifaire de septembre 2014.

Son impact a forfaitairement été pris en charge par la Métropole en Subvention Forfaitaire (*avenant n°7 au contrat de DSP Transport, voté par la Nouvelle Métropole le 31 Mars 2015*)

L'effet sur la fréquentation des coupures tramway a en partie été compensé par l'efficacité sur les validations des moyens supplémentaires de lutte contre la fraude (+30 personnes par rapport à 2014). L'enquête fraude 2015 indique une forte diminution de la fraude « dure ».

Le volume des **indemnités PV** semble avoir atteint son niveau de croisière : 1.9M€, en progression de +6% similaire à la fréquentation, traduisant la nécessité de maintenir la pression.

L'effectif activité transport (dont PMAD) progresse de **1070 en 2014 à 1107 en 2015, soit +3.5%** essentiellement sur des postes de vérificateurs consacrés à la lutte contre la fraude.

L'augmentation consécutive des frais de personnel est de +2.8%, la valeur du point n'ayant progressé que de 0.21% (inflation à 0.06%), et le régime d'indemnités journalières ayant évolué.

Les droits acquis du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi pourraient s'avérer une ressource susceptible de pérenniser ces moyens sans en faire porter la charge aux contribuables de la Métropole, et participeront par ailleurs à la reconstitution du fonds de roulement.

Concernant les autres charges, la diminution des prix du GNV et gazole, des pneumatiques grâce au contrat Groupe TRANSDEV et des charges d'équipement information du public, compensent l'augmentation de la maintenance des équipements (*contrat SAE mais aussi éléments exceptionnels : sortie stocks poteaux LAC, vandalisme DAT et sinistre agence*)

A noter que pour l'exécution de la DSP Transport 2010-2017, le délégataire est organisé en Groupement Momentané d'Entreprise (GME) constitué de TaM et TRANSDEV-Montpellier, sous le pilotage de TaM.

La charge d'exploitation des lignes suburbaines affrétées et autres prestations « Groupe TRANSDEV » (assistance technique et informatique,...) ne figurent donc ni en charges ni en produits de Subvention Forfaitaire d'Exploitation dans nos comptes.

TRANSDEV-Montpellier assume le risque sur ses charges, ainsi qu'un risque sur recettes au prorata de la fréquentation validée sur les lignes qu'il affrète.

Cette quote-part de recettes/compensations figure dès lors en produits et charges dans nos comptes

Pour les Activités STATIONNEMENT

TaM a remporté de nouveaux contrats fin 2014 et début 2015 : parking du CHU Lapeyronie et Parking « Ode à la Mer » au pied de l'immeuble « Liner ».

Le marché du parking Arceaux a pris fin au 31/12/2015.

Le résultat global des 3 domaines d'activités stationnement (public, privé et régies de recettes), passe de 290.1k€ en 2014 à 454.2k€ en 2015.

Toutefois, sans les produits hors exploitation de remboursement d'assurances Gambetta et les provisions litiges sociaux, **le résultat global stationnement 2015 serait proche de 2014, à 339.6k€**

- **Résultat des Parkings Centre Ville : passent de 265.2k€ en 2014 à 575.3k€ en 2015 (mais 460.8k€ hors remboursement assurances Gambetta et provisions litiges sociaux)**
 - L'entreprise a comptabilisé en 2015 le 4^e acompte de remboursement assurance au titre du sinistre du parking Gambetta (496k€), après remboursement à la Ville (137k€) du solde des amortissements qu'elle avait déjà pris en charge, et d'une partie des frais financiers.
Ce produit mis à part, le résultat de la concession Gambetta progresse de 70 à 167k€, équilibrant la baisse de la concession Europa qui passe de 40k€ à -71k€
 - Le résultat de Corum progresse significativement de 9 à 190k€, et les évolutions de résultat des 3 autres parkings se neutralisent entre elles : Antigone se rééquilibre à 9k€, Comédie perd 10% à 166k€, et Laissac repasse en négatif (-33k€)

Ces mouvements sur les résultats par parking n'affectent pas les redevances d'affermage versées aux Collectivités qui, basées sur les chiffres d'affaires, progressent de +0.1M€.

- **Le résultat des activités en régies de recette perd à l'inverse 212k€, passant de -49 à -262k€**
 - La perte provient de la hausse des charges sur la gestion des horodateurs voirie :
Hausse du vandalisme sur les horodateurs, effectif en perspective « dépenalisation » et mise à jour des règles de répartition de charges communes à la demande de la direction concernée
 - La prestation parking bassin Jacques Cœur est stable
- **Le résultat des marchés privés a doublé : 141k€ en 2015 contre 74k€ en 2014.**
Ce revenu devrait permettre de contribuer au financement des charges de structure de la direction stationnement, et rester ainsi compétitifs en réponse aux consultations de parkings publics, face à une concurrence qui dispose de conventions collectives qui les avantagent.

Pour les PROJETS TRAMWAY menés en mandats MOD et divers AMO :

- **Mandat d'Etude et Réalisation de la Ligne 2 :**
Avancement de la mise en situation définitive à Castelnau face à l'ancien garage : les dernières ordonnances d'expropriation ont été prononcées.
- **Marché Ligne 3/Parking Mosson et première phase de la ligne 4 :**
Complément 4 rames livrées en 2014 et garantie de parfait achèvement en phase pour 2015. Le projet d'avenant 6 (non encore voté par la Métropole) acte du changement de périmètre du Projet, et de la rémunération mandataire correspondante : abandon du projet de parking en ouvrage Mosson, suppression mur à la station Pérols, et rajout projet d'une station tramway à Boirargues.
- **Marché Bouclage de la ligne 4/Ligne 5 :**
L'avenant 3 voté par la Métropole le 16 décembre 2015 a acté la modification de périmètre du projet, ramené au seul bouclage de la ligne 4, et précisé en tranches conditionnelles le périmètre de l'aménagement en 2 phases du dépôt Jeune Parque. La phase 1 a été affirmée, concernant l'étude et réalisation d'une voie d'accès supplémentaire et l'acquisition d'un tour en fosse qui évitera de déplacer les rames au 2^e dépôt.

L'inauguration du bouclage Ligne 4 est prévue le 1^{er} juillet 2016 pour une mise en service commerciale le 2 juillet. Le 2^e tour en fosse devrait être opérationnel pour début 2018.

Autres :

En 2015, TaM bénéficie pour la troisième année de l'effet provisoire du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE).

Il est inscrit dans nos comptes en réduction de l'impôt sur les sociétés en compte 699000 « CICE »

Les montants des droits acquis par année sont les suivants :

- Exercice 2013 : **1 195 306,74 €**
- Exercice 2014 : **1 855 453,30 €**
- Exercice 2015 : **1 861 735,88 €**

Pour mémoire :

La remise en cause par l'Administration Fiscale, lors du contrôle de la période 2008-2010, de la déductibilité fiscale des cartes de transport attribuées aux familles des salariés et retraités, tout en leur rajoutant un impact TVA, avait amené l'entreprise à provisionner 333k€ à fin 2011 (non déductibles), au titre de la période 2010-2014. Cette provision a fait l'objet en 2012 d'une reprise de régularisation de 147k€, et de dotations complémentaires au titre des AVN de 32k€ pour 2012 et de 28k€ pour 2013.

La Commission Nationale des Impôts Directs n'ayant pas souhaité se prononcer, et le recours auprès du responsable départemental n'ayant permis qu'un léger allègement sur la proposition de redressement, un décaissement de 153.640€ a eu lieu en 2014 (IS et TVA sur les cartes de libre-circulation des ayants-droits)

Les URSSAF avaient remis en cause en 2014 les calculs de déductibilité Fillon (prorata) notamment concernant les contrats précaires sur la période 2011-2013. A ce titre TaM a dû décaisser 303.856€ de redressements, complétés de 41.174€ de pénalités pour lesquels a été faite une demande de remise gracieuse

Activité de la filiale

L'activité de la SAS Saint Roch Stationnement, filiale à 100% de TaM, est dédiée statutairement à la gestion de l'affermage en DSP du parking de la Gare Nouveau St Roch, ouvert au public en juillet.

Il a été procédé d'avril à juin à l'acquisition et installation des équipements péagers, mobiliers, et divers aménagements intérieurs.

L'activité de la filiale, conforme au plan prévisionnel, a été la suivante en 2015 :

- Produits d'exploitation : 1.55M€ dont 0.18M€ de transferts de charges
- Charges d'exploitation : 1.23M€ dont 27.625€ de redevances
- Résultat d'exploitation : 0.32M€
- Charges Financières : 0.26M€
- Résultat courant avant impôts 59.616€ soit 42.807€ après IS.

Au titre des 4 conventions en vigueur en 2015 entre TaM et sa filiale :

- TaM a facturé : PMAD Management stationnement 77.5, Rémunération Compte Courant 6.7, ainsi que les temps passés et frais pour la mise en place : Ressources affectées 54.9+frais 11.4
- SAS St Roch a facturé les titres commercialisés par TaM : 133.3

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Dans le cadre de l'Acte III de la décentralisation, et de la Loi MAPTAM de « Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles », la Communauté d'agglomération de

Montpellier a changé de statut pour devenir une métropole après le vote du conseil du 24 octobre 2014, ayant également choisi le nom de « **Montpellier Méditerranée Métropole** ».

Ces décisions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

En vertu de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, un certain nombre de compétences, dont celles ci-après en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et concernant contractuellement TaM :

- Organisation de la mobilité.
- Création, aménagement et entretien de voirie.
- Signalisation.
- Abris de voyageurs
- Parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains.
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.
- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables

Dans le cadre de la compétence voirie et stationnement, transférée au 1^{er} janvier 2015, la Ville de Montpellier a cédé le 28 janvier 2016 à Montpellier Méditerranée Métropole 6 248 actions (soit 2/3 de ses parts détenues dans TaM) à la valeur nominale de 125€.

La part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société est donc passée de 27,79% à 46,02%, celle de la Ville de Montpellier de 27,33% à 9,11%.

Les Collectivités conservent 7 voix au Conseil d'Administration de TaM. La répartition des sièges de l'ensemble des représentants des actionnaires au sein du Conseil d'administration de la société se trouve ainsi modifiée : Montpellier Méditerranée Métropole passe de 4 à 6 représentants et la Ville de Montpellier de 3 à 1 représentant.

Le Conseil d'Administration du 23 février 2016 a pris acte de la nomination des nouveaux représentants.

Perspectives d'avenir

D'un point de vue contractuel pour TaM, les compétences transférées par les communes en ce qui nous concerne prendront effet au 1^{er} janvier 2016 concernant les contrats parkings (seuls les marchés de collecte/maintenance des horodateurs restent provisoirement du ressort des communes), et concernant la gestion « corrective » des carrefours à feux.

La gestion « préventive » des-dits carrefours fera en revanche l'objet de prolongations avec transferts progressifs sur la Métropole d'ici fin 2016.

Pour l'Activité TRANSPORT

L'avenant n°8 au contrat de DSP Transport, voté par Montpellier Métropole le 16 Décembre 2015 intègre les décisions prises en 2015 :

- **Développement d'offre concernant le partenaire du Groupement :** augmentation de l'offre suburbaine des lignes 24 Grabels, 32 Villeneuve, 40 St Georges, 42 Murviel, ainsi que desserte Juvignac, et contractualisation du maintien de l'offre des TAD mis en service en 2014 ou antérieurs ; adaptation du parc nécessaire à la bonne exécution de l'offre TAD, à compter de juillet 2016 (le coût parc des 6 bus des lignes 40 et 42 est réduit compte tenu du réemploi de véhicules 2011)
- **Economies concernant TaM :** « Diamétralisation » des lignes 11 et 16, économies de charges de fonctionnement liées au report de mise en service d'EMMAWEB au 2^e trimestre 2016, et du bouclage L4 au 2 juillet 2016, économies concernant les charges communes réparties sur les mandats, et lissage de la SFE TaM 2016-2017.

Pour l'activité STATIONNEMENT

Compte tenu des tendances observées en 2015, la tarification au ¼ heure imposée par la Loi à partir de juillet 2015 devrait avoir un effet report positif sur le Chiffre d'Affaires 2016.

Nous avons en revanche perdu la consultation concernant le parking des Arceaux, dont la DSP s'achevait le 31 décembre 2015, et devons faire face à la fermeture au 22 février 2016 du parking Laissac pour démolition.

Outre les transferts de compétences évoqués en introduction entre Autorités Délégantes :

Nous avons remporté et mis en service mi-2015 le contrat sur 15 ans du parking Gare Saint Roch, exploité par « SAS Saint Roch », notre filiale dédiée exigée par l'Autorité Délégante.

TaM a aussi signé fin 2015 un nouveau contrat privé sur 15 ans concernant le parking de la nouvelle clinique St Roch, devant entrer en service au 1^{er} trimestre 2016.

En 2016 nous répondrons au cours du 1^{er} trimestre à la consultation de la Ville de Montpellier sur le marché de prestations de collecte/maintenance horodateurs sur Voirie pour une courte période en attente de la dépenalisation. Le marché en vigueur s'achève en mai 2016.

Pour les PROJETS TRAMWAY menés en mandats MOD et divers AMO :

Les activités Projets en marchés de mandats de maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de la Métropole sont en forte diminution (-0.5M€) compte tenu du périmètre du **marché L5/Bouclage L4** désormais limité au seul bouclage de la Ligne 4, projet devant s'achever avec sa livraison au 2^e trimestre 2016.

Concernant le **mandat ligne 2**, les décisions de justice permettent d'achever les derniers travaux de voirie restés en attente sur Castelnau. Les derniers contentieux sont en cours de traitement.

Concernant le **mandat des lignes 3 et 4**, TaM reste en attente du vote du projet d'avenant n°6 par le Conseil de Métropole, censé acter contractuellement l'abandon du projet de nouveau parking Mosson, de certaines reprises d'aménagements ou modifications de programme (terminus Pérols et station Boirargues)

Enfin, la Métropole a lancé en 2015 une consultation pour un mandat d'étude et réalisation « extension ligne 1 nouvelle gare TGV », à laquelle nous avons répondu et espérons pouvoir remporter.

Résultat à Terminaison :

ECHEANCIERS DE REMUNERATIONS DES CONVENTIONS DE MANDATS

31/12/2015

3ème Ligne, Circulade et Extension Ouest L1 - Etude et Réalisation

En KEuros HT	<=2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Au delà	Total €
Total rémunération	147	1 493	1 589	369	1 394	2 456	2 866	3 007	2 627	1 362	128	15	54		17 506
Opérations connexes	-						38	116	9	12	49		10		234
Charges	131	338	574	1 614	2 353	2 668	3 031	3 008	2 747	929	162	25	51	48	17 739
Solde annuel	16	1 155	1 015	-1 246	-959	-213	-126	55	-111	445	15	-10	13	-48	0
Solde cumulé	16	1 171	2 186	940	-19	-231	-357	-303	-414	31	46	35	-48	0	0

L'opération Mosson a été annulée - avenant de régularisation en cours

Un avenant est en cours pour le ré-étalement des dernières missions (fonciers, recours et vannes martelères, gestions financières des dernières conventions)

et l'intégration de 2 nouvelles opérations Pérols et Boirargues (en cours de discussion avec 3 M) à hauteur de 58 K€

5ème Ligne et bouclage 4ème Ligne - Etude et Réalisation

En KEuros HT									2011	2012	2013	2014	2015	2016	Au delà	Total €
Total rémunération Mandat*									276	594	1 764	2 218	1 738	1 441	1 323	9 355
Charges									291	611	1 796	2 259	1 610	1 072	1 716	9 355
Aléas/risque													279			279
Solde annuel									- 15	- 17	- 31	- 41	- 152	370	- 392	- 279
Solde cumulé									- 15	- 32	- 64	- 104	- 256	113	- 279	- 279

version basée sur l'avenant 3 votée par la Métropole

* Tranche ferme et Tranche conditionnelle 3,4 et 5

☆ Provision pour perte à terminaison comptabilisée au 31/12/2015

2ème Ligne - Etude et Réalisation

En KEuros HT	<=2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Au delà	Total €
Total rémunération Mandat	11 679	2 425	1 728	520	114										16 466
Opérations connexes	382	700	494	22	100	- 12	- 5								1 681
Autres opérations	35	40	24						7						106
Charges	10 602	3 484	3 478	559	49	61	2	13	9	5	21	29	18		18 329
Solde annuel	1 494	- 319	- 1 232	- 17	165	- 73	- 7	- 13	- 2	- 5	- 21	- 29	- 18		
Solde cumulé	1 494	1 175	- 57	- 74	91	18	11	- 2	- 4	- 9	- 29	- 59	- 76		76
Perte déjà comptabilisée		- 76													- 76

*Autres opérations dont perte constatée en 2005

Perspectives concernant l'activité de la filiale

Le volume d'activité de la SAS Saint Roch Stationnement, filiale à 100% de TaM dédiée statutairement à la gestion de l'affermage en DSP du parking de la Gare Nouveau St Roch, devrait doubler par rapport aux 6 mois d'ouverture sur 2015. Les redevances variables s'ajouteront aux charges, en revanche les ressources affectées liées à la constitution de la filiale n'auront plus à être supportées sur 2016. Le résultat attendu devrait donc être positif dans la lignée de celui de 2015.

LA REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Actionnaires, Administrateurs et leurs représentants

Au 31/12/2015 :

Conformément à l'article L225-102 du Code du Commerce, il est précisé qu'au 31 Décembre 2015, le capital social n'est constitué d'aucune action détenue par les salariés de l'entreprise.

ACTIONNAIRES	Représentants des Actionnaires	Représentants des Administrateurs	%	Participation au Capital	Nombre d'actions
A) COLLECTIVITES LOCALES			55.12%		
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE 50, Place Zeus BP 9531 34045 MONTPELLIER	A. EL KANDOUSSI	A. EL KANDOUSSI JL. COUSQUER JL. SAVY JP. RICO	27.79%	1 191 250	9 530
VILLE DE MONTPELLIER Hôtel de Ville - 1, Place G. Frêche 34064 MONTPELLIER	P. MIRALLES	P. MIRALLES M. CHARDES N. LIZA	27.33%	1 171 250	9 370
B) AUTRES ACTIONNAIRES					
TRANSDEV 9, rue Maurice Mallet 92445 Issy les Moulineaux CEDEX	M. LAPUJOLADE F. CHAPUT (censeur)	M. LAPUJOLADE F. CHAPUT (censeur)	19.99%	856 750	6 854
CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS Immeuble Oz'one 181, Place Ernest Granier-CS 99025 34965 MONTPELLIER cedex 2	JS. SAULNIER D'ANCHALD	JS. SAULNIER D'ANCHALD	11.46%	491 000	3 928
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE LANGUEDOC ROUSSILLON Parc d'Activité Alco 254, Rue Michel Teule 34000 MONTPELLIER	M. CAVAILLON	M. CAVAILLON	7%	300 000	2 400
BANQUE POPULAIRE DU Sud 38 Boulevard Clémenceau 66966 PERPIGNAN	M. PLENCE		3.50%	150 000	1 200
CREDIT AGRICOLE LANGUEDOC Avenue Montpellièret Paysagère 34970 MAURIN	M. BERNE		1.75%	75 000	600
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE Grand'Rue Jean Moulin 34045 MONTPELLIER CEDEX	Mme PEREZ	Mme PEREZ	1.17%	50 000	400
CHAMBRE DES METIERS 44, Av. Saint Lazare 34000 MONTPELLIER	Mme SEVERAC		0.0146%	625	5
C.L.C.V 23 Avenue de Nîmes Résidence Utrillo 34000 MONTPELLIER	Mme BASCOUL	Mme BASCOUL	0.0029%	125	1
TOTAUX	10	12	100%	4 286 000	34 288

Liste nominatives des mandats exercés par les mandataires sociaux

En application des dispositions de l'article L 225-102-1 alinéa 3, liste nominative des mandats ou fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice par les représentants de nos administrateurs :

Nom	Administrateur TaM 2015	Société concernée*
Abdi EL KANDOUSSI	Montpellier Méditerranée Métropole	Chargé d'opération au service d'ACM Habitat
Jean-Luc COUSQUER	Montpellier Méditerranée Métropole	Néant
Jean-Luc SAVY	Montpellier Méditerranée Métropole	Néant
Jean-Pierre RICO	Montpellier Méditerranée Métropole	Société Publique Locale d'Aménagement "L'Or Aménagement" Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) Montpellier Events
Patricia MIRALLES	Ville de Montpellier	Néant
Mylène CHARDES	Ville de Montpellier	Néant
Nicole LIZA	Ville de Montpellier	Néant
Stéphane LAPUJOULADE	TRANSDEV	Président du Conseil d'Administration de TRANSAMO Administrateur de SOLEA (SEM Transports de Mulhouse)
Michel CAVAILLON	Caisse d'Epargne et de Prévoyance	FDI Habitat (ESH) Un toit Pour Tous (ESH) Maison pour Tous (Sté Coopérative de HLM) ALOGEA (ex SAAHLM) (ESH)
Jean Sebastien SAULNIER D'ANCHALD	Caisse des dépôts et Consignations <i>Directeur Territorial</i>	Administrateur SEBLI (SAEM) , début mandat 22/10/2015
Véronique PEREZ	Chambre de commerce et d'Industrie	Gérante « Préférence Commerce »
Hélène BASCOUL	Consommation, Logement et Cadre de Vie	CLCV (Consommation Logement et Cadre de Vie), Présidente Montpellier et Région – Vice-présidente National ADIL (Agence Départementale Information Logement) CTRC (Centre Technique Régional de la Consommation)

* *Représentant permanent d'un administrateur et/ou membre d'un Conseil de Surveillance et/ou PDG, et non compris les mandats politiques concernant les élus.*

DIVIDENDES DISTRIBUES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous informons que notre société a pris des participations dans les sociétés suivantes :

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

31/12/2015

FILIALES	% CAPITAL DETENU	MONTANT CAPITAL	COMPTE COURANT D'ASSOCIE	DONT INTERETS VERSES	RESULTAT DE LA FILIALE	CAPITAUX PROPRES DE LA FILIALE
COMPTES COMPTABLES		261100	451100			
SAS SAINT ROCH STATIONNEMENT	100%	500 000	476 670	6 670	42 807	542 807

*Par ailleurs, notre société n'a pas pris de participation dans d'autres sociétés.
Notre société ne détient pas de participations croisées.*

COMPTES ANNUELS

Nos comptes annuels ont été tenus en appliquant la réglementation en vigueur. Les règles de présentation et d'évaluation sont identiques à celles appliquées lors des exercices précédents, hormis sur les postes de reprises et dotations aux provisions, où nous procédons désormais à une reprise totale des provisions antérieures, avec dotation des montants restant à constater en fin d'exercice, au lieu de procéder comme jusqu'alors aux reprises/dotations par différence des seules variations.

ANALYSE DES PRODUITS, CHARGES, ET RESULTAT 2015

Principales données financières toutes activités confondues :

en millions d'euro HT	31-déc-15	31-déc-14	variation	
Chiffre d'affaires	63.17	62.94	+0.23	+0.4%
SFE+Taxes dont PàR dûs par l'Autorité Délégante	33.52	31.85	+1.67	+5.2%
Autres produits	8.40	6.39	+2.01	+31.4%
sous-total Produits	105.09	101.19	+3.90	+3.9%
Charges de fonctionnement avant IS	94.06	92.02	+2.04	+2.2%
Dotations d'exploitation	7.22	5.98	+1.24	+20.6%
Redevances d'affermage	2.41	2.29	+0.13	+5.6%
sous-total Charges d'Exploitation	103.70	100.29	+3.41	+3.4%
Charges Financières	0.30	0.32	-0.02	-6.6%
Charges exceptionnelles	2.14	1.85	+0.29	+15.6%
Résultat avant IS et intéressement	-1.044	-1.273	+0.229	
% CA	-1.65%	-2.02%		
Intéressement incluant 20% de forfait social	0.000	0.000		
Impôts Société (IS) dont CICE	-1.862	-1.855	-0.006	
Résultat net	0.818	0.582	+0.24	

1) Analyse des produits

1-1 Formation du chiffre d'affaires

Le tableau suivant décompose le Chiffre d'Affaires par activité, et les pourcentages d'évolution respectifs :

en millions d'euro HT	31-déc-15	31-déc-14	variation	
transport	52.30	51.93	+0.37	+0.7%
prestations stationnement en régie de recettes	0.94	0.95	-0.01	-0.8%
parkings centre ville	7.09	6.85	+0.25	+3.6%
autres activités	1.17	0.77	+0.40	+51.3%
rémunération des activités en mandat	1.66	2.44	-0.78	-31.8%
Chiffre d'affaires	63.17	62.94	+0.23	+0.4%

Le chiffre d'affaires 2015 (hors subvention forfaitaire SFE) s'établit à 63.2M€, contre 62.9M€ en 2014, avec une évolution de **+0.23M€** :

L'évolution provient principalement du Transport (*compensations sociales indexées, indemnités PV et régie publicitaire rattrapent le manque à gagner de la réforme tarifaire 2014*). Celles du stationnement et des autres activités (*dont gestion de la filiale : 133.3k€ de chiffre d'affaires refacturé et 143.8k€ de mises à disposition de ressources 2015*) compensent la diminution de rémunération du mandataire sur le pilotage des Projets Tram (-0.8M€) ayant impliqué la réduction des équipes.

1-2 Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) et Taxes Refacturées

La quote-part de SFE revenant à TaM évolue significativement par rapport à 2014 : +1.67M€, puisqu'elle équilibre forfaitairement l'effet année pleine de la réforme tarifaire de septembre 2014 (impact de 1.11M€ sur les 4 mois de 2014).

Le montant des taxes à refacturer au réel a augmenté de +0.25M€

Soit au total : **33.52M€ en 2015** contre 31.85M€ en 2014.

Comme les charges d'une activité transport pèsent plus du double des recettes directes perçues auprès de la clientèle, elles doivent progresser deux fois plus vite que les charges, si on ne souhaite pas que le différentiel soit supporté par la fiscalité locale (SFE). Cette équation s'obtient difficilement en l'absence de hausse tarifaire.

Le montant 2015 de 33.52M€ est constitué de :

- 31.172M€ de SFE (base avenant n°8+prise en charge 1610€ citiway)
dont -0.190M€ de reddition kilométrique TaM en référence à l'offre contrat avenant 8
- -0.287M€ d'extourne des produits constatés d'avance
- 2.639M€ de taxes refacturées (avec 4.1k€ de régularisation)

Le montant 2014 de 31.85M€ se décomposait comme suit :

- 29.737M€ de SFE (base projet d'avenant 7+régul intra groupement)
dont -0.132M€ de reddition kilométrique TaM en référence à l'offre contrat avenant 7
- -0.270M€ d'extourne des produits constatés d'avance
- 2.385M€ de taxes refacturées (dont 0.039M€ de régularisation s/exercice antérieur)

Pour mémoire : en 2014 figurait exceptionnellement pour 0.19M€ en rubrique Subventions d'Exploitation, le subventionnement à 70% de la charge de mise en compatibilité de la Billettique Métropole avec le Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'Hérault (SMTCH)

1-3 Les Autres produits augmentent de +2.0M€, décomposables comme suit :

- ✓ Hausse de **+0.1M€ de la production immobilisée** (0.28M€)
- ✓ Hausse de **+0.8M€ des « reprises de provisions et transferts de charges »** (3.24M€) :
 - les règles de comptabilisation impliquent désormais une reprise complète (452k€) et de redoter en totalité (538k€), au lieu de doter par différence : l'écart entre comptes 781741 et 681741 n'est en fait que de +86k€ en provisions.
 - S'ajoutent en transferts de charges l'impact du contrat assurances IJSS
- ✓ Relative stabilité des produits financiers malgré les baisses de taux (0.3M€).
Depuis 2015, cette rubrique intègre aussi la rémunération du Compte Courant Associés de TaM dans sa filiale la SAS St Roch Stationnement : 6.670,74€ en 2015
- ✓ Hausse de **+0.5M€ des produits exceptionnels** (3.37M€) :
 - Les produits exceptionnels sur opérations de gestion (0.4M€) ont augmenté de +0.3M€ : *part de remboursement assurance sinistre Gambetta.*
 - Les produits exceptionnels sur opérations en capital, constitués essentiellement des quotes-parts de subventions d'investissements virées au compte de résultat, varient peu : *2.0M€ en 2015 pour 1.9M€ en 2014.*
 - Les reprises de provisions et transferts de charges sont stables (0.94M€)
- ✓ Hausse de **+0.7M€ des autres produits de gestion courante** (remboursements AT,...) : *0.93M€ en 2015 pour 0.27M€ en 2014 : rendus DAT, part assurance Gambetta sur perte exploitation, reprise provision charge PMAD Métropole sur Projet*

2] Analyse des charges

en millions d'euro HT	31-déc-15	31-déc-14	variation	
Achats, réparations et charges externes	23.11	22.37	+0.74	+3.3%
Frais de personnel	58.67	57.07	+1.60	+2.8%
Interim, formation, PMAD et multiservices	2.61	3.19	-0.58	-18.3%
S/s-traitance mandats, campagnes contrôle et autres	1.99	1.99	+0.01	+0.5%
Assurances flotte et autres	1.59	1.57	+0.02	+1.1%
Impôts et Taxes	4.58	4.36	+0.22	+5.1%
Prestations TRANSDEV-MPL	1.51	1.47	+0.04	+2.6%
Charges de fonctionnement avant IS	94.06	92.02	+2.04	+2.2%
Dotations d'exploitation	7.22	5.98	+1.24	+20.6%
Redevances d'affermage	2.41	2.29	+0.13	+5.6%
sous-total Charges d'Exploitation	103.70	100.29	+3.41	+3.4%

❖ **Les charges d'exploitation** augmentent de 3.4M€, de 100.3M€ à **103.7M€ (+3.4%)**, avec notamment :

✚ **58.7M€ soit +1.6M€ (2.8%) pour les frais de personnels, ainsi décomposés :**

- **39.2M€ (+0.87M€) pour les salaires et traitements, dont**
 - ✓ +0.2M€ de rémunérations « salaires grille » (+0.7%) hors variations de stocks congés, compte tenu des effectifs mandat en baisse et d'une très faible inflation
 - ✓ +0.3M€ sur les primes (dont prime de contribution aux résultats 2015)
 - ✓ +0.3M€ de variation stocks congés et rémunération différée
- **18.8M€ soit +0.6M€ de charges sociales : taux de charges en hausse de 0.3 points** (hausse mutuelle et prévoyance, mais baisse du taux AT)
- **0.7M€ soit +0.2M€ d'autres charges de personnels** (régul.CICE et indemnités lienc.)

✚ **4.6M€ (-0.6M€) d'interim, formation, prestations externalisées et PMAD**

-0.1M€ sur la sous-traitance mandats, -0.3M€ sur personnel détaché, stabilisation sur les campagnes hebdomadaires de renforts contrôles, et -0.2M€ sur l'interim et formation

✚ **4.6M€ (+0.2M€) sur les Impôts et Taxes :** Taxes sur salaires, CVAE et contribution sociale

✚ **7.2M€ soit +1.2M€ sur les dotations aux amortissements et provisions d'exploitation**

✚ **23.1M€, soit +0.7M€ (+3.3%) pour les achats et charges externes, dont :**

- **4.8M€ (+0.6M€) pour les achats stockés : mi-vie rames 401** subventionnée à 70%
- **18.3M€ soit +0.5M€ d'autres achats et charges externes :** dont +0.7M€ de charges de maintenance équipements (nouveau contrat SAE et PC Laure, sortie de stocks des poteaux LAC revendus à la Métropole, vandalisme DAT, appareils de voie RFF, sinistre agence), et -0.3M€ de baisse tarifaire sur GNV, gazole, ainsi que pneumatiques grâce au contrat Groupe Transdev.
- **0.3M€ soit -0.1M€ sur les autres charges de gestion courante :** suppression de la redevance RFF ligne 2, qui figurait jusqu'alors en charges et produits

✚ **2.4M€ soit +0.1M€ de redevances d'affermage versées**

Collectivités 2,077M€ et Privés 0,337M€ (contre 1,982M€ et 0.304M€ en 2014)

❖ **Les charges exceptionnelles** : augmentent de 0.3M€, passant de 1.85M€ à 2.14M€

Voir explications page 13

Pour mémoire : le résultat exceptionnel se constitue habituellement par la quote-part de subventions d'équipement virée au compte de résultat devant figurer en produits exceptionnels (bien que l'amortissement des biens correspondants figure en charges d'exploitation).

❖ **Les charges financières** : sont relativement stables à 0.3M€

3] Analyse du résultat

Le résultat 2015 avant IS et CICE est négatif -1.043,7k€

en amélioration par rapport au résultat 2014 (déjà négatif) de -1.273.1k€.

Compte tenu d'une charge d'impôts de 0€ (0€ en 2014, et 35.819,00€ en 2013),

et du **Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE)** dont les droits acquis représentent **1 861 735,88€** en 2015,

le résultat net après impôts s'élève à 817 984,94€ contre 582 383,87€ en 2014.

Le résultat avant IS et CICE provient :

- **De l'activité transport qui génère un résultat négatif avant CICE de -1 417,7k€**
*(contre -1 498.4k€ en 2014 : le CICE comble en partie l'impact des gels tarifaires 2012-2014
L'apport du CICE conservé au bénéfice de TaM contribue à la compétitivité de l'entreprise, qui n'appelle ainsi pas d'indemnisation en 2015 au titre des gels tarifaires 2012-2014, conformément à l'avenant 7 et à l'esprit de l'article IV.6 du contrat initial de la DSP Transport.*
- **Des activités stationnement (marchés en régie de recettes et Parkings Centre Ville) qui présentent un résultat de 313,6k€** *(contre 215,7k€ en 2014).*
Ce résultat serait toutefois proche de 2014 (199.1k€) sans le remboursement d'assurances Gambetta (496k€) et les provisions litiges sociaux (-381k€)
- **Des « autres activités » qui amènent 390,4k€ de résultat** *(contre 100.8k€ en 2014)*
Cette progression résulte :

Pour 66k€ du développement des activités de stationnement privées, et pour 224k€ de l'impact de charges et produits 2014 non récurrents (dont 710k€ de charges contrôle URSSAF et actualisation provision médailles –voir page 16- et 460k€ de reprise de provision CICE devenue sans objet)

- Les activités en mandats sont temporairement négatives : -279,4k€ le marché de mandat ne prévoyant pas la couverture contractuelle des postes de provisions pour litiges sociaux.

En k€	comptes de résultat comptables par activité				
	transport	stationnement (voirie+parkings)	mandats	autres	TOTAL TaM
Produits	93 034.56	8 751.88	1 840.65	1 465.97	105 093.06
Charges avant IS	94 452.25	8 438.24	2 120.02	1 126.30	106 136.81
Résultat 2015 avant IS et CICE	-1 417.69	313.64	-279.37	339.67	-1 043.75
CICE	1 810.96			50.77	1 861.73
Résultat 2015 après IS	393.27	313.64	-279.37	390.44	817.98
<i>Rappel 2014</i>					
<i>Avant IS et CICE</i>	<i>-1 498.44</i>	<i>215.69</i>	<i>-7.66</i>	<i>17.34</i>	<i>-1 273.07</i>
<i>Après IS</i>	<i>273.51</i>	<i>215.69</i>	<i>-7.66</i>	<i>100.84</i>	<i>582.38</i>

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT

En référence à l'article 77 des lois coordonnées, nous informons les administrateurs qu'au titre des activités en matière de recherches et développement, l'entreprise a poursuivi en 2015, en collaboration avec son partenaire Transdev-Montpellier, dans le cadre de la DSP Transport, l'étude et réalisation du projet EMMA : phase 2 destinée à mettre à disposition de la clientèle les services d'un espace-mobilité virtuel via le web et les smartphones (dossiers clients, achats/rechargement de titres, prépaiements, etc...) subventionné par la CDC-Ecocités, le FEDER, la Métropole et la Ville de Montpellier.

Ce projet n'a pas fait l'objet d'immobilisations incorporelles.

La plateforme EMMA-WEB devrait être mise en service en mai 2016.

PROVISIONS LIEES AUX PROGRAMMES DE GROS ENTRETIEN

A fin 2015, TaM a constitué un volant de Provisions au titre des **Programmes de Gros Entretien** dont le montant global atteint désormais **4.38 M€** réparti comme suit :

		solde au 31/12/2015
Provision pour gros entretien		
PGE activité transport		3 908 895
- Programme de gros entretien des rames de Tramway	3 402 407	
- Programme de gros entretien des bus	27 967	
- Programme de gros entretien des Installations Fixes parking-CIRCE passerelle	254 550	
- Programme plateformes & quais	177 596	
- Démontage dépollution de la station essence JP	46 375	
 PGE activité stationnement		 469 671
- obligation de la DSP CORUM - 54k€ / an	329 671	
- obligation de la DSP COMEDIE - 70k€ / an	140 000	
		4 378 566

RESULTAT FISCAL

Figurent dans le résultat fiscal :

➤ Réintégrations :

- 66.897€ de provision ORGANIC 2015
- 7.611€ d'amortissements excédentaires
- 161€ de réintégration s/credit bail véhicule
- 12.324€ de charges non déductibles (TVTS)
- 25.546€ provisions indemn.licenciement
- 170€ d'amendes et pénalités
- 102.583€ de CICE sur stocks congés payés et rémunérations différées 2014

➤ Déductions

- 1.861.736€ de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)
- 107.062€ de CICE sur stocks congés payés, rémunérations différées et charges soc.2015
- 31.770€ de provisions contrôle fiscal (avantages en nature) non déductibles
- 74.533€ de provision ORGANIC 2014
- 17.958€ sur litige social

ANALYSE DU BILAN

Les **fonds propres** représentent plus de 20% du total bilan :

- 19.3M€ soit 27% en 2015 (*idem* 2014)

A 84.96M€ en 2015, *contre* 82.83M€ en 2014, l'**actif immobilisé brut de TaM reste couvert par les capitaux permanents : 94.40M€** (*contre* 88.91M€ en 2014).

Ces derniers se constituent de :

- 19.33M€ de fonds propres (*incluant* 7.36M€ de subventions),
- 9.12M€ de provisions,
- 2.92M€ d'emprunts LMT et cautionnements, *hors concours bancaires sur dépenses projet tram en MOD*,
- et 63.02M€ d'amortissements et dépréciations.

Le **Fonds de Roulement Net Global (FRNG)** à 9.43M€ (*6.08M€ en 2014*), augmente de +3.35M€.

Le **Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (BFRE)** demeure correctement négatif bien qu'en hausse (variation de +1.07M€), de -14.65M€ en 2014 à **-13.58M€ en 2015**.

Le compte clients continue de diminuer, mais les stocks ont fortement augmenté (approvisionnement en anticipation révision « mi-vie » des rames 401)

- | | | |
|---|--------|--------------|
| • stocks : | 7.43M€ | soit +0.63M€ |
| • clients : | 3.98M€ | soit -0.28M€ |
| • autres créances exploitation* et cptes régul. : | 9.91M€ | soit +0.54M€ |

L'actif circulant d'exploitation augmente de : +0.89M€

(**la facturation des compensations 2014 avait été anticipée sur décembre 2013*)

pour un passif circulant en diminution de -0.17M€, malgré la hausse du compte fournisseurs :

- | | | |
|--|---------|--------------|
| • fournisseurs : | 8.52M€ | soit +0.88M€ |
| • dettes fiscales et sociales d'exploitation : | 16.47M€ | soit -0.76M€ |
| • autres dettes d'exploitation et DCT : | 2.10M€ | soit -0.02M€ |
| • comptes de régularisation* : | 7.82M€ | soit -0.27M€ |

Et le **Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation (BFRHE)** diminue de -0.99M€ :

-4.06M€ à fin 2015, *contre* -3.07M€ à fin 2014, traduisant les mouvements de trésorerie des Projets Tram. (*avances/règlements fournisseurs, et transferts de droits à déduction de TVA*)

Compte tenu de ces trois éléments,

- la Trésorerie Hors Exploitation passe de 2.5M€ à **2.8M€ (+0.3M€)**,
- tandis que la Trésorerie d'Exploitation au 31/12 passe de 21.3M€ à **24.3M€ (+2.9M€)**

BALANCE AGEE (article D441-4 du code de commerce)

Le Décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L. 441-6-1 du code de commerce, impose aux sociétés de publier dans le rapport de gestion la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance

A noter que pour les exercices ouverts après le 1^{er} juillet 2016 le décret 2015-1553 du 27 novembre 2015 impose la même chose concernant les délais de règlement par les clients.

Il s'agira en sus de faire figurer le nombre de factures et le % par tranche de retard sur le montant global des achats ou des ventes

FOURNISSEURS en K€HT		2015	2014
ECHUS	>90jours	124	277
	61j-90j	25	12
	31-60j	63	-62
	<=30j	388	301
	total	600	528
A ECHOIR	<30j	4 271	2 819
	31-60j	2 940	2 673
	61j-90j	126	78
	>90jours	0	93
	total	7 337	5 663
TOTAL BALANCE		7 937	6 191

EVOLUTION DES RATIOS DE GESTION (Endettement)

Ces données tiennent compte du Crédit Bail Immobilier du parking Europa, qui est parvenu à terme fin 2013

INTITULES RATIOS	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
endettement	7 380	5 968	4 488	3 963	3 451
cap propres	18 493	18 761	19 632	18 753	19 329
	39.9%	31.8%	22.9%	21.1%	17.9%
endettement	7 380	5 968	4 488	3 963	3 451
CA	54 841	59 380	63 294	62 943	63 169
	13.5%	10.1%	7.1%	6.3%	5.5%
cout moyen endettement					
chg fi	398	314	225	160	139
encours moyen	8 055	6 674	5 228	4 226	3 707
	4.9%	4.7%	4.3%	3.8%	3.7%

PROPOSITION D'AFFECTATION DE RESULTAT

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de décider d'affecter la totalité du résultat de l'exercice en Report à Nouveau, portant ce dernier de 6 109 477,75€ à **6 927 462,69€ après affectation.**

RESULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2 0 1 1	2 0 1 2	2 0 1 3	2 0 1 4	2 0 1 5
1- Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital Social	4 286 000	4 286 000	4 286 000	4 286 000	4 286 000
b) Nombre d'actions	34 288	34 288	34 288	34 288	34 288
2- Résultat global des opérations financières					
a) Produits exploitation	90 082 318	93 854 357	99 064 220	97 969 695	101 443 962
b) Résultat** avant impôt, amortissements*, provisions	5 340 663	3 952 281	6 897 360	5 885 110	7 734 179
c) Impôts sur les bénéfices	167 500	-	35 819	-	-
d) Résultat après impôts amortissements, provisions	9 808	33 255	1 235 279	582 384	815 853
e) Montant des résultats distribués	-	-	-	-	-
3- Résultat des opérations réduits à une seule action					
a) Résultat après impôts, avant amortissements, provisions	150.87	115.27	200.11	171.64	225.57
b) Résultat après impôts amortissements, provisions	0.29	0.97	36.03	16.99	23.79
c) Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
4- Personnel					
a) Nombre moyen de salarié	1 028	1 113	1 117	1 133	1 163
b) Montant de la masse salariale	32 526 000	37 010 373	36 841 714	38 307 830	39 181 911
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres Sociales, etc ...)	15 440 578	17 831 695	18 233 648	18 766 097	19 492 140

* Hors amortissements financiers (amortissement de caducité)

** Dont QP de subventions rapportées au résultat

1 439 597

1 785 368

1 792 250

1 854 552

1 986 113